



HAL
open science

L'abandon du canton de Jiloca (1950-1970)

Sara Baudel

► **To cite this version:**

| Sara Baudel. L'abandon du canton de Jiloca (1950-1970). Histoire. 2020. dumas-02896720

HAL Id: dumas-02896720

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02896720v1>

Submitted on 10 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Ecole d'histoire de la Sorbonne
Centre d'histoire sociale des Mondes contemporains
Année universitaire 2019 - 2020

L'abandon du canton de Jiloca (1950 – 1970)



Une rue du village de Lechago

Préparé sous la direction de Mme Charlotte Vorms

Présenté par Sara Baudel

Mémoire de Master 2 de recherche

Je remercie Charlotte Vorms, professeure d'histoire urbaine à l'Université Paris 1 sans qui je ne serais jamais partie vivre à Madrid. Ses conseils furent précieux et m'ont permis de mener à bien ce mémoire, tout en me laissant une grande liberté. Je remercie également Anne-Sophie Bruno pour son temps et ses conseils méthodologiques, sans lesquels l'exploitation des registres aurait été impossible et Mercedes Yusta pour ses conseils bibliographiques.

J'adresse mes remerciements à Isabelle qui m'a orientée aux archives de Calamocha. A Paco qui m'a ouvert sa porte. A José, pour le café et son précieux témoignage. Enfin, je remercie chaleureusement Clara, qui m'a accueillie chez elle et emmenée visiter Olalla et ses environs. Merci d'avoir fait de ce mémoire une expérience humaine unique.

Enfin, merci à mes parents pour leur soutien et leur relecture attentive.

Table des abréviations

A.G.A : Archives générales de l'administration

A.M.C : Archives Municipales de Calamocha

A.H.P.T : Archives Historiques Provinciales de Teruel

G.C : Gouverneur Civil

G.C.T : Gouverneur Civil de Teruel

I.N.E : Institut National de Statistique

J.P.O.E.S : Conseil Provincial pour l'Organisation Economique et Sociale

S.I.G : Système d'information géographique

Table des matières

Introduction	9
---------------------------	----------

Partie 1 : « Au village, on travaille et on vit » : la vie au village du canton de Jiloca en 1950	25
--	-----------

Chapitre 1 : La vie aux villages du canton de Jiloca, un mode de vie représentatif des campagnes de l'Espagne intérieure

27

A) La travail de la terre, clef de voûte de la société villageoise du canton de Jiloca	28
1) L'agro-pastoralisme de l'économie familiale du canton de Jiloca	28
2) Un monde du travail complexe : l'invisibilité du locataire	30
3) Les journaliers agricoles : entre aide et pauvreté	33
B) « La paysanne (...) grande méconnue de l'histoire »	34
1) L'invisibilisation des travailleuses	35
2) Lechago : exemple de visibilisation du travail des cultivatrices	37
C) Les opportunités du village : commerces, école et vie politique	38
1) Concentration des commerces et des services dans les villages de la vallées	38
2) L'école, une instance au cœur de la sociabilité du village	39
3) Un faible contingent de fonctionnaires	41

Chapitre 2 : La terre au cœur des relations familiales des sociétés rurales

43

A) L'organisation des ménages est conditionnée par la solidarité familiale	44
1) Le ménage nucléaire, un modèle dominant mais pas majoritaire	44
2) L'accueil des parents et des jeunes mariés : une solidarité régie par la matrilinearité	45
3) Les familles composites : une aide économique temporaire	46
B) Dispersion de la terre et concentration de la propriété, le paradoxe de la propriété du canton	46
1) La dispersion des parcelles	47
2) La concentration des terres aux mains de quelques familles	48
3) La gestion des montagnes par la commune	51
C) Le dilemme de l'héritage : le partage équitable au prix du démembrement ?	52
1) L'accession tardive à la terre	52
2) Conserver ou non l'unité du patrimoine	54
3) Les tous petits propriétaires, les grands absents	55

Chapitre 3 : Un espace potentiellement exploitable : le canton du point de vue de l'administration

57

A) La connaissance du monde rural, un défi majeur pour l'administration franquiste	57
1) Un monde rural méconnu	59
2) La mise en place d'un contexte favorable à l'urbain	61
B) L'ignorance est le plus grand des mépris	63
1) De la nécessité de la concentration : « de meilleurs agriculteurs pour une meilleure agriculture »	65
2) La concentration n'aura pas lieu à Jiloca	66
C) Les défis environnementaux du canton de Jiloca, « citadelle des vents, des rocs et du soleil »	68
1) Une demande venue d'en bas	69
2) L'eau, une ressource à exploiter plus qu'un bien commun	71
3) La survie des villages face à l'absence d'infrastructure	72

Partie 2 : Le dépeuplement des villages du canton de Jiloca (1950 – 1970) ...	77
--	-----------

Chapitre 4 : Les dispositions démographiques du canton de Jiloca

79

A) L'évolution démographique de la population du canton : une baisse précoce du nombre d'habitants ...	79
1) Le contexte démographique espagnol et du canton du Jiloca	79
2) Une perte de population sur le long terme	81
B) La structure de la population des villages : vieillissement et chute de la fécondité	83

1) Le déséquilibre démographique se creuse entre 1950 et 1960.....	84
2) Une baisse mortelle de la natalité : l'absence de bb-boom	86
Chapitre 5 : Quitter le village, un phénomène social (1950 – 1960)	89
A) L'exode rural, un problème social	89
1) 1950 – 1960 : des migrations au sein du canton.....	90
2) 1960 – 1970 : intensification des migrations et polarisation des flux vers les villes	91
3) Les mouvements de population au cœur des préoccupations administratives	92
B) Le profil d'un migrant du canton de Jiloca	94
1) Un contingent de jeunes migrants	94
2) L'exode rural touche toutes les professions avec une plus ou moins grande intensité.....	96
C) La recomposition de la famille face à l'exode rural	99
1) Une décomposition progressive de la famille	99
2) Le départ unanime des enfants	100
3) Les migrations impulsées par le chef de famille cohabitent avec le départ des épouses à Olalla et Cuencabuena.....	100
4) Une stratégie migratoire conditionnée par la taille et la forme du ménage	101
Chapitre 6 : La propriété foncière, une institution en mutation	105
(1950 – 1970).....	105
A) Les stratégies de départ des propriétaires.....	105
1) La terre conditionne le départ.....	105
2) Le départ des sans terre : la cause du dépeuplement précoce d'Olalla.....	106
3) Des stratégies migratoires conditionnées par la propriété et la famille	106
4) Une stratégie conditionnée par le nombre d'enfants	107
B) Le changement de paradigme des années 1960.....	108
1) « Un esprit d'innovation ».....	108
2) Un changement de mentalité.....	110
3) Les terres alentours, « volées » ?.....	111
C) Quel devenir pour les villages ? (1970 -).....	112
1) Concentration et disparition des petites entités rurales.....	112
2) Le dépeuplement : un indicateur de marginalité des espaces ruraux (1980 – 2000).....	113
Conclusion	117
Bibliographie	121
Etat des sources	131
Table des figures	141
Table des annexes	143
Annexes.....	145
Tableaux	145
Illustrations	161
Résumé	176

Introduction

Atteindre le canton du Jiloca ne fut pas chose facile. Ce n'est qu'après deux heures et demie de TGV en partance de Saragosse que le train s'arrête à Calamocha, la première gare depuis la capitale aragonaise. Les villages au large de la voie ferrée défilent. Bien qu'à portée de vue, leurs habitants dépendent de la voiture et doivent rouler un certain temps avant d'atteindre la gare la plus proche.

Partie tôt, les premières heures du jour offrent un paysage étonnamment désertique. La sécheresse est omniprésente dans le paysage et la végétation contraste avec l'ocre et le marron des buttes qui annoncent les montagnes (Annexe 15). En janvier, le froid est saisissant malgré le soleil. Arrivés à Calamocha, le trajet est loin d'être terminé pour atteindre les villages des hauteurs. Olalla, n'est accessible que par une seule route depuis la ville et se situe à vingt-cinq minutes en voiture de là. Deux choses nous ont marqué au cours de ce voyage, le silence et la chute de température, soudaine et radicale, entre la vallée et la montagne.



Figure 2 : La campagne du canton de Jiloca¹

¹ Photo prise le 6 septembre 2019 à l'occasion de la visite chez Paco, un des derniers habitants du village

Situé aux confins nord de la province aragonaise de Teruel, le canton de Jiloca a pour capitale la petite ville de Calamocha, elle-même dans l'aire d'influence de Saragosse, grande ville de plus de 600 000 habitants. Particulièrement enclavée, Teruel (province) est partagée entre les Montagnes Universelles à l'ouest, le Maestrazgo à l'est et en son centre, la vallée de la rivière Jiloca, qui remonte vers le Jalon, affluent de l'Ebre (Annexe 16 et 17). Tous les villages des hauteurs se situent à plus de 1200 mètres d'altitude tandis que ceux de la vallée, comme Navarrete del Rio sont à environ 900 mètres et bénéficient de la présence du Pancrudo, un affluent du Jiloca. Les villages de montagne sont bâtis sur la Sierra du Cucalon dont le sommet s'élève à 1492 mètres d'altitude. Cette situation influence leur morphologie, petits, ils se distinguent de ceux de la vallée, plus peuplés. L'habitat est dense dans cette partie du canton, contrairement au Maestrazgo où domine un habitat dispersé. Nous sommes donc ici en présence d'agglomérations rurales, autrefois assez importantes pour former une entité administrative à elles-seules, qui s'organisent autour de l'Eglise et de sa place centrale. Quelques noms de rue indiquent des extensions plus récentes des villages, mais restent proches et accolées au cœur villageois.

Aujourd'hui, Olalla, Valverde, et Lechago et Collados comptent respectivement, 48, 12, 49, 8 et 111 habitants, pour Navarrete del Rio². Les villages abandonnés se situent en grande partie dans l'Espagne intérieure, formée de l'Estrémadure, des deux Castilles, de la Rioja et de l'Aragon³, qui

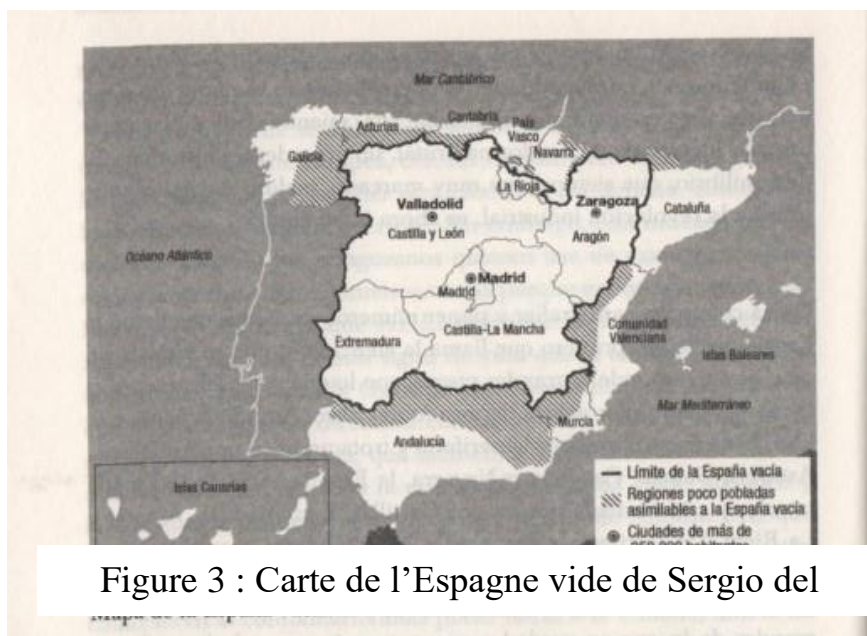


Figure 3 : Carte de l'Espagne vide de Sergio del

représentent 53% du territoire national et où se regroupent 15,8% de la population du pays « L'Espagne vide »⁴ est un territoire déserté qui a connu depuis les années 1950 l'extinction progressive des activités liées au monde agricole, entraînant dans son sillage un processus de déprise rurale, caractérisé par le dépeuplement du territoire. Le premier moment de la déprise

² En 1990, Cuencabuena, le dernier village de la population comptait 70 habitants.

³ Sergio del Molino, *La España Vacía, Viaje por un país que nunca fue*, Turner, Madrid, 2016, pp.38

⁴ Sergio del Molino, *La España Vacía, Viaje por un país ...op.cit*

rurale a lieu dans les années 1930⁵, mais n'a ni l'intensité, ni la pérennité de celle entamée dans les années 1960. Le dépeuplement est fortement lié à l'exode rural, processus résultant de la convergence des flux migratoires intérieurs vers les grandes villes, dans un contexte d'intensification des mobilités. Néanmoins, il ne se limite pas au facteur migratoire et comprend aussi la baisse de la fécondité des années d'après-guerre, le démantèlement de l'agriculture traditionnelle ou encore l'industrialisation massive du pays. Ce processus multidimensionnel a lieu dans un contexte politique particulier qu'est la dictature du général Franco et résulte de l'accumulation de facteurs migratoires, démographiques (vieillesse, baisse de la fécondité) et conjoncturels. La micro-échelle est le point de vue qui permet d'appréhender conjointement toutes ces dimensions, sur une période restreinte que sont les années 1950 – 1970. Si en 1950, l'Espagne subit l'isolement des pays européens au lendemain de la seconde guerre mondiale. C'est un pays modernisé et ouvert au tourisme qui s'offre au monde vingt ans plus tard. Il aura fallu à peine dix ans (1951 – 1959) à la dictature du général Franco pour cacher la violence et la répression sous le voile de la modernité. La fin du marché noir en 1951, le pacte de Madrid de 1953, autorisant l'implantation de bases militaires sur le territoire espagnol, et la création de l'Institut national de concentration parcellaire la même année impulsent un changement radical de politique économique. Une nouvelle génération de politiciens, appelés technocrates, gagnent le pouvoir et travaillent à moderniser le pays, à l'image de leurs voisins européens. En effet, le régime fait peau neuve dans les années 1950 et prend un nouveau tournant économique en 1959 avec le plan de stabilisation⁶. Les années 1960 s'inscrivent dans la droite ligne des projets technocrates, encore à l'état d'ébauche la décennie précédente. La production s'intensifie, l'industrialisation bat son plein et l'Espagne conquiert le marché européen. Les campagnes occupent une place ambiguës dans la modernisation du régime franquiste. Ancestrale et encensée par la propagande, la société agricole traditionnelle s'intègre à la modernité avec violence⁷. La concentration des richesses dans les espaces industriels, le manque d'investissements publics et le passage d'une agriculture d'autosubsistance à une agriculture mécanisée de grande échelle entraîne le départ massif des petits cultivateurs (journaliers et paysans). Même si le dépeuplement se poursuit aujourd'hui, l'entrée en crise de l'industrie traditionnelle, la tertiarisation massive de

⁵ Serrano Lacarra, Carlos (coord.), *Despoblación y territorio*, Rolde de estudios aragoneses: centro de estudios sobre la despoblación y desarrollo de áreas rurales, Zaragoza, 2007

⁶ Ajouter note sur le plan de Stabilisation

⁷ Fausto Garasa. Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l'Aragon franquiste : discours et réalités. Textes et Contextes, Université de Bourgogne, Centre Interlangues TIL, 2011, Discours autoritaires et résistances aux XXe et XXIe siècles

l'activité⁸ et les premiers signes de défaillance de la dictature font de l'année 1970 une date propice à la clôture de ce mémoire.

C'est dans ce contexte que les paysages ruraux de Teruel, de Soria et de Guadalajara, aussi diversifiés soient-ils, deviennent les vitrines de la lutte contre l'oubli. En 1988, Julio Llamazares fait le récit du dernier habitant d'Anieles, village fictif des Pyrénées espagnoles dans la *Lluvia amarilla*⁹ et ne cesse de dénoncer dans les éditoriaux du *Pais Semanal*¹⁰ l'oubli qui menace ces campagnes abandonnées. Pourtant, il faut attendre la publication de l'essai *La España vacía : viaje por un país que nunca fue*¹¹ de Sergio Del Molino pour faire de l'abandon une cause d'ordre public. Cette « Espagne vide » fait écho aux revendications de Julio Llamazares et démocratise le problème du dépeuplement. Son étude s'ouvre sur l'analyse du fait divers des maisons brûlées de Pembrokeshire, une région en vogue chez la classe moyenne anglaise dans les années 1970 / 1980. Il y explique que ces actes de vandalisme sont plus le fruit d'une jalousie et d'une méfiance de voisinage que le résultat du terrorisme irlandais qui sévissait à l'époque. A partir de cette remarque d'ordre anthropologique, l'auteur retrace les origines des représentations que subissent les campagnes espagnoles. De l'analyse de *Las Hurdes*¹² de Luis Buñuel à l'étude de la place des campagnes dans la littérature d'Antonio Muñoz Molina¹³, Sergio del Molino construit pas à pas une histoire des représentations de la campagne espagnole, en insistant sur le fantasme qui entoure ces territoires excentrés et montre qu'ils ne cessent d'être l'objet de préjugés. Au-delà de son écho médiatique, cet essai replace la problématique de l'abandon territorial au cœur des préoccupations de la recherche.

Faire une histoire de l'abandon

En 1960, sociologues et géographes, contemporains à l'exode rural, réfléchissent aux raisons de ce départ massif, à un moment où les problèmes sanitaires et la pauvreté se multiplient dans les espaces urbains. Le dépeuplement n'est alors perçu que comme une conséquence lointaine de l'intensification des flux migratoires vers les villes. Jusqu'à la fin de la dictature en 1975, la sociologie et la géographie sont les seules à prendre en charge en Espagne l'étude des migrations

⁸ Vicente Pinilla Navarro, «Crisis, declive y adaptación de las economías de montaña» ... *op.cit*

⁹ Julio Llamazares, *La Lluvia Amarilla*, Seix Barral, Barcelona 1988.

¹⁰ Julio Llamazares, «Los últimos, la España interior está llena de poblaciones semivacías de las que nadie se acuerda» en *El País* del 14 de enero de 2017 et du même auteur «Se vende, en las fotografías de Beltrán y Navia late ese mundo del que procedemos y que muchos han olvidado voluntaria o involuntariamente», 14 décembre 2019 en *El País*

¹¹ Sergio Del Molino, «La España Vacía... pp 13-17 *op.cit*

¹² Luis Buñuel, *Las Hurdes, Tierra sin pan*, Luis Buñuel (real), 1933, 32mins

¹³ Antonio Muñoz Molina, *El jinete polaco*, Barcelona, Planeta, 1991

intérieures. Instrumentalisée par le régime franquiste, l'histoire était mise au service de la justification de la victoire nationaliste¹⁴, empêchant le développement de la recherche.

L'arrivée massive d'immigrants entraîne la saturation du marché immobilier et des problèmes d'insalubrité aux abords des grandes villes espagnoles. Miguel Siguan Soler, dans son chapitre « L'immigration et ses raisons »¹⁵ attribue le départ des migrants à la difficile industrialisation des campagnes, sa concentration sur des espaces restreints entraînant la hausse du niveau de vie. L'inégale répartition de la richesse qui en découle génère des disparités économiques et sociales, à l'origine d'un processus migratoire vers les pôles industriels comme Madrid ou Barcelone. Il établit également une typologie des provinces affectées par l'exode rural qui se caractérisent par la ruralité, une faible industrialisation et un taux élevé d'analphabétisme. Dix ans plus tard, c'est la sociologie rurale, incarnée par Victor Perez Diaz, qui se penche sur les causes de ce départ massif mais du point de vu, cette fois, des campagnes. Son étude *Emigración y Cambio Social*¹⁶ théorise l'émigration rurale afin de mieux appréhender les causes de la crise des villages castillans. Son approche est novatrice tant d'un point de vue thématique (étudier le lieu de départ de la migration) que méthodologique : c'est en effet à partir d'une analyse à petite échelle du canton de Tierra del Campo entre 1961 et 1964 que Victor Perez Diaz arrive à reconstituer ses logiques migratoires. Cette étude est d'ailleurs commandée par la Commission du Travail du Programme de Développement de Tierra de Campos à la fin des années 1960, montrant que l'exode rural est toujours perçu comme un « problème social¹⁷ », espace au centre des préoccupations des institutions locales.

De l'exode rural naissent deux interrogations qui ne cessent de traverser la recherche. Dans un premier temps, ce déversement massif de population à la périphérie des villes semble annoncer la fin de la société paysanne. Cette hypothèse est traitée par les sociologues ruraux de l'Ecole Critique de Sciences Sociales du Centre d'Enseignement et de Recherche (CEISA¹⁸) et le Ruedo

¹⁴ Elodie Richard et Charlotte Vorms. « Les historiens pris dans les conflits de mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 127, no. 3, 2015, pp. 3-12

¹⁵ Siguan Soler Miguel, *Del Campo al Suburbio, un libro sobre la inmigración interior en España*, Consejo superior de investigaciones científicas, Junta de estudios económicos, jurídicos y sociales, Madrid, 1959

¹⁶ Pérez Díaz, Victor, *Emigración y cambio social. Procesos migratorios y vida rural en Castilla*, Barcelona, Ariel, 1971

¹⁷ Cité dans Siguan Soler Miguel, *Del campo al suburbio...op.cit*

¹⁸ Le CEISA est un groupe de recherche qui écloit au sien de la bourgeoisie éclairée espagnole en lien avec les cours de Sociologie de l'Université Centrale de Madrid (créés depuis 1962). Le CEISA fait face aux réticences du régime en insérant au sein de son conseil d'administration plusieurs figures clefs de la société espagnole de l'époque (entre autre le directeur de l'ABC Guillermo Luca de Tena). Le but du CEISA était de former des scientifiques au service du progrès social au sein d'une structure indépendante et autogérée. Considéré comme un lieu de résistance intellectuelle par le régime le CEISA est fermé par le pouvoir franquiste en 1965 : D'après José Vidal-Beneyto, « El CEISA, un ejemplo de resistencia intelectual », *Le Monde Diplomatique* (en espagnol), Décembre 2009, p26

Iberico¹⁹, respectivement censuré et exilé à Paris. Malgré le manque de moyens, cette discipline se développe progressivement jusqu'à la publication de *La evolución de la agricultura en España* (1940 – 1990²⁰) par José Manuel Naredo, qui donne un second souffle à la recherche. Il y affirme que les déséquilibres causés par le processus de modernisation des campagnes sont plus liés aux politiques de libéralisation qu'à une mauvaise répartition de la terre. L'idée que la crise des campagnes espagnoles découle de la persistance de l'oligarchie terrienne est dominante dans les années 1970 en Espagne. En effet, les études rurales se polarisent autour de deux analyses, une nationaliste et une marxiste. Clandestin jusqu'en 1977, le Parti Communiste Espagnol est alors la seule référence en matière d'opposition organisée au régime et son mode de pensée influence une grande partie des études et revendications. L'historiographie agraire s'oriente, comme le montre le colloque organisé à Bordeaux en février 1970²¹, vers l'étude des relations entre oligarchie terrienne féodale et franquiste (directement héritée de la dictature de Primo de Rivera) et prolétariat rural. Les conclusions de cette rencontre sont les suivantes : en premier lieu, les liens qui unissent le capitalisme à la dictature du général Franco favorisent la crise des campagnes espagnoles. Le paysannat n'est plus abordé comme un ensemble social homogène et figé, mais au contraire comme une classe en perpétuelle mutation. La crainte de voir la fin d'un ordre social est partagée par l'anthropologue Stanley Brandes qui enquête sur le village de Badenas en Castille. Son propos porte sur le lien entre modernisation de l'agriculture et rupture de l'ordre social traditionnel. Selon lui, l'intégration des sociétés rurales au marché de l'exportation et l'augmentation de leur mobilité seraient à l'origine d'une désintégration de la solidarité paysanne²².

Dans un second temps, la pertinence de l'opposition ville / campagne est remise en question par l'extension urbaine, conséquence directe de l'afflux de migrants dans les villes. Cette complexification est à l'origine de la création de la revue française *Etudes rurales*, fondée en 1961 par Georges Duby, Daniel Faucher et Isac Chiva dans le but de « transférer au plus vite dans le champ de la ruralité des interrogations et des méthodes qui jusqu'ici (...) avaient servi à

¹⁹ Les éditions du Ruedo Iberico sont créés en 1961 à Paris par des réfugiés espagnols en lutte contre le régime Franquiste. Leur but était d'offrir un discours alternatif à celui offert par le régime concernant la guerre civile. Illégale et censurée en Espagne, elle a pourtant réussi à circuler clandestinement auprès d'une minorité de personnes. Il constitue une des sources les plus fiables concernant la Guerre Civile espagnole et le Franquisme entre 1961 et 1982.

²⁰ Naredo, José Manuel, *La Evolución de la agricultura en España (1940 – 1990)*, Granada, Universidad de Granada, 1996, 444p

²¹ Un colloque se déroule à l'Université Bordeaux III février 1970 sur le thème de la bourgeoisie dans le monde hispanique au XIX^{ème} siècle

²² Dehouve Danièle. S. H. Brandes, *Migration, Kinship and Community : Tradition and Transition in a Spanish Village*. In: *L'Homme*, 1976, tome 16 n°1. pp. 179-180.

l'exploration du phénomène urbain »²³. Pionnière, cette revue fait des campagnes son objet d'étude et participe au renouveau méthodologique et théorique des années 1980. Progressivement, les limites de l'histoire sérielle et l'introduction de l'anthropologie dans les études historiques permettent de saisir d'autres phénomènes « rebelles au traitement statistiques ». Les sources traditionnelles, cadastres, registres de population, de dîmes ne sont plus indispensables à l'explication du monde rural. « L'univers mental » du paysan devient la porte d'entrée privilégiée à l'étude des campagnes, ce à quoi Georges Duby répond en plaidant, en 1983 pour l'interdisciplinarité et la diversification des sources²⁴, principes qui influencent à long terme la recherche sur le monde rural.

Si en 1980 l'histoire rurale prend un nouveau tournant en France, la démocratisation de l'Espagne en 1978 offre un cadre favorable à l'émergence de questions connexes à l'identité des communautés autonomes. C'est à échelle régionale que l'étude de l'abandon des campagnes espagnoles se développe, parallèlement aux études régionales sur l'Aragon. Plusieurs communautés autonomes, telles que Castille et Asturies, se dotent de centres de recherches qui promeuvent une histoire locale centrée sur les spécificités de la communauté²⁵. La fin de la dictature est actée à la mort de Franco en 1975. La démocratie se stabilise lors des premières élections libres de 1977 et après le vote de la constitution en 1978. Le statut de communauté autonome est rétabli, la Generalitat Catalane et le Pays-Basque retrouvent leurs droits. Oppressée sous le franquisme, l'Aragon a subi les politiques centralisatrices qui bénéficiaient aux régions riches comme la Catalogne²⁶. Le peu d'attention porté au développement de la région et l'exploitation de ses ressources naturelles renforcent le sentiment d'appartenance des aragonais. L'histoire de la communauté autonome est le résultat de ce double processus de revendications identitaires et de démocratisation du pays. Impulsée par la demande locale, l'histoire de l'Aragon s'inscrit dans un contexte historiographique plus général de réappropriation de l'histoire par le bas. Le Rolde de Estudios Nacionalista Aragones (RENA)²⁷ est créé dans ce but en 1977 et comporte plusieurs ramifications dont le Centre d'études sur le dépeuplement des zones rurales (CEDDAR) fait partie. Leur revue éponyme regroupe des universitaires en sciences sociales qui se concentrent sur les inégalités entre monde rural et monde urbain. Publiées depuis les années

²³ Duby Georges, « Les Études rurales et l'histoire des campagnes », *Études rurales*, n°92, 1983. pp. 101-103.

²⁴ Duby Georges, « Les Études rurales et l'histoire ... » ...*op.cit*

²⁵ Le Real Instituto de Estudios Asturianos (RIDEA) travail au développement d'une histoire locale au même titre que le Centro de Estudios Castellanos rattaché à l'université de Castilla-la-Mancha.

²⁶ Garasa Fausto, « Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l'Aragon franquiste : discours et réalités ». *Textes et Contextes*, Université de Bourgogne, Centre Interlangues TIL, 2011

²⁷ Pour plus d'informations aller consulter le site : <http://www.roldedeestudiosaragoneses.org/>

2000, elle apporte une base théorique dans une triple optique de recherche, d'accompagnement politique et de diffusion culturelle.

Bien que le problème de l'abandon soit souligné par Miguel Siguan Soler dans son essai, c'est dans ce contexte intellectuel régional de revendication de l'identité aragonaise que les villages abandonnés constituent progressivement un objet d'étude. Ce dernier nait du croisement d'une histoire rurale régionale et de l'histoire environnementale qui s'implante en Europe dans les années 1980. Les premières journées intitulées « Villages abandonnés : la récupération du passé »²⁸ sont organisées en juin 1993 à Saragosse par le ROLDE et l'université. Leur écho est tel qu'un nouveau cycle se met en place en 1994 à Jaca. L'accent est mis sur la compréhension du problème au service d'une action efficace. Les deux représentants de ce courant, Vincente Pinilla et José Luis Acin, coordonnent en 1995 un ouvrage clef intitulé *Villages abandonnés, un monde perdu* ?²⁹ qui regroupe plusieurs interventions du séminaire. Deux nouveautés sont à souligner : l'exode est traité du point de départ, tandis qu'une réflexion pluridisciplinaire aborde le problème plus précis de l'abandon, de ses modalités et de ses représentations. Sa réédition en 2000 montre d'ailleurs que le thème de la déprise rurale est toujours d'actualité à l'aube du XXIème siècle. En effet, l'intérêt pour les villages abandonnés est lié à la résurgence dans les années 1990 du débat autour de la mémoire historique en Espagne, qui se cristallise autour de la reconnaissance des crimes commis sous le franquisme. La loi de 2007 intitulée Loi pour la mémoire historique est votée par le gouvernement de Luis Rodriguez Zapatero (PSOE) pour reconnaître entre-autre l'illégitimité des jugements franquistes et l'aide à la localisation de ses victimes. Bien que ces propos semblent éloignés du problème de l'exode rural, le débat public influence le monde universitaire. Le déplacement massif des années 1960 / 1970 a parfois été impulsé par le régime, faisant de l'abandon de villages tels que Mediano et Santolea³⁰ la conséquence de cette politique répressive³¹. Le développement des recherches concernant l'abandon des territoires ruraux est aussi corrélé à la mise en place de sites tels que les Documents y Archives d'Aragon³² (désormais D.A.R.A) qui recensent l'ensemble des archives, des

²⁸ Traduction : Villages abandonnés : la récupération du passé

²⁹ Pinilla Vincente, Acin José Luis (dir), "Pueblos abandonados, un mundo perdido? ... *op.cit*

³⁰ Ces deux villages du Haut et du Bas Aragon ont subi l'installation de barrages et ont été intégralement inondés

³¹ L'expropriation de villages entiers a été dirigée par le pouvoir franquiste dans le cadre des politiques de reforestation et de construction de barrages. Pour plus d'informations : Luis del Romero Renau, Antonio Valera Lozano, *Territorios abandonados. Paisajes y pueblos olvidados de Teruel* [Territoires abandonés. Paysages et villages oubliés de Teruel], ROLDE, 2013

³² Documentos y Archivos de Aragon : <http://www.dara-aragon.es/>

conférences et des événements culturels de la communauté autonome et dont l'objectif est de promouvoir la mémoire.

De plus, l'institutionnalisation des études rurales en Espagne facilite l'émergence de l'abandon comme objet d'étude. En 1988, est créé la revue *Historia Agraria*³³, à l'image du processus d'internationalisation de la recherche des années 1990. Publiée en castillan, en portugais et en anglais, elle aborde l'histoire agraire de l'Espagne, du Portugal et de l'Amérique latine. L'intégration de l'Espagne à l'Union européenne en 1986 participe à la coopération et à l'élargissement des études sur la ruralité. L'accélération de la croissance urbaine à échelle globale questionne de nouveau les relations qu'entretiennent les villes et les campagnes. L'intensification des mobilités au profit des villes est à l'origine d'un processus de métropolisation chère à la mondialisation qui continue d'aggraver le cas des campagnes, toujours touchées en 1990 par la déprise rurale.

L'émergence d'une géographie des mobilités est symptomatique de la rencontre entre géographie des migrations et de l'urbanisation des territoires à échelle mondiale³⁴. Pourtant, les géographes ne sont pas les seuls à s'intéresser aux mobilités. L'exode rural connaît un regain d'intérêt auprès de l'histoire quantitative. Ce renouveau des études migratoires passe par un renouveau méthodologique offrant une lecture nouvelles des sources privilégiées de la mobilité. L'échelle micro historique est préférée par un chercheur comme Paul-André Rosental qui plaide pour « affranchissement du cadre d'analyse qui détermine les observations habituelles »³⁵. Dans *Les sentiers invisibles*³⁶ l'auteur remet en cause le schéma dominant de l'exode rural voulant que les ruraux soient irrémédiablement attirés par les villes. Au contraire, il montre que les villageois du XIX^e siècle migrent au sein de l'espace rural, contrairement aux habitants des petites villes proches de Paris, qui partent massivement pour la capitale. Des historiens espagnols cherchent eux aussi à comprendre les rouages de l'exode rural en adoptant une méthode quantitative et micro-historique. Le groupe de recherche d'histoire démographique et urbaine de l'université du Pays Basque réunit plusieurs chercheurs comme Arantza Pareja Alonso, Manuel Gonzalez Portilla ou Rocio Garcia Abad qui étudient la façon dont l'exode rural modifie la structure sociale

³³ Pour accéder au portail de la revue : <http://historiaagraria.com/es/>

³⁴ Baud Pascal, Bourgeat Serge, Bras Catherine, *Dictionnaire de Géographie ... op.cit*

³⁵ Paul-André ROSENTAL, *Les sentiers invisibles ... p11*

³⁶ Paul-André ROSENTAL, *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIX^e siècle*, Paris Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999, 256 p,

des espaces urbains et industriels de la région³⁷. Leurs recherches se fondent sur l'analyse historique des phénomènes urbains à partir de données statistiques, dont l'exploitation aide à comprendre l'évolution des structures de la population. Ces indicateurs leur permettent notamment de comprendre les mutations des mouvements migratoires et l'organisation sociale de la ville. Les travaux du Centre de démographie historique du Pays-Basque peuvent être complétés par ceux de Juben Pallol sur l'évolution de la population madrilène³⁸ ou encore ceux de Rafael Aracil qui étudie les migrations internes en Catalogne³⁹. Les recherches concernant l'exode rural se focalisent sur les régions industrielles qui n'ont cessées d'accueillir les populations des petites villes et des campagnes alentours.

Le dépeuplement ne peut toutefois pas se restreindre à l'étude de l'exode rural. Il faut attendre l'introduction de l'histoire environnementale pour que l'abandon s'impose comme un sujet de recherche en histoire. Les modifications paysagères générées par la désertification (biologique et démographique) sont à l'origine d'une mobilisation politique, citoyenne et universitaire. La Société des études d'histoire agraire (S.E.H.A)⁴⁰, créée en 1994 à la suite de la revue *Histoire agraire*, multiplie les séminaires pluridisciplinaires sur le dépeuplement. Née aux Etats-Unis dans les années 1970, l'histoire environnementale peine à se structurer en Europe avant les années 2000 parallèlement à l'organisation pour la défense de l'environnement⁴¹. Celle-ci se déploie dans un double objectif universitaire et politique, d'outil au service des acteurs de la cause⁴² et a pour principe « de faire l'environnement une composante des champs historiques traditionnels »⁴³. Cette démarche est aussi celle des historiens de l'abandon qui organisent des séminaires dans un double but de recherche et d'engagement politique. L'abandon est désormais étudié comme un phénomène ayant des conséquences biologiques, sociales et économique et plus seulement comme une lointaine conséquence de l'exode rural. Les séminaires sur le sujet se multiplient en Espagne. En décembre 2019, le VIIème séminaire du S.E.H.A prend pour thème

³⁷ L'université du Pays-Basque édite une collection d'ouvrages intitulée *Historia de la Poblacion* qui regroupe plusieurs études des auteurs citées au-dessus. Parmi ces ouvrages, nous pouvons citer le suivant: Arantza Pareja Alonso (ed), *El capital humano en el mundo urbano, experiencias desde los padrones municipales (1850 – 1930)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2011

³⁸ Pallol Trigueros Ruben et Garcia Abab Rocio (eds), *Inmigrantes en la ciudad, Bilbao*, Universidad del País Vasco, 2017

³⁹ Aracil Rafael, Ferrer Llorenç, Recano Joaquin et Segura Antoni, «La inmigración en la Cataluña rural (1860 – 1940) : estructura demográfica y componentes espaciales », dans *Los movimientos migratorios en la construcción de las sociedades modernas*, Saint-Sébastien, 1996

⁴⁰ Sociedad de estudios de Historia agraria: <http://seha.info/es/PORTADA/>

⁴¹ Frioux, Stéphane, et Vincent Lemire. « Pour une histoire politique de l'environnement ... » *op.cit*

⁴² Mathis, Charles-François, Mouhot, Jean-François, *Une protection de l'environnement à la française (XIXème – XXème siècle)*, Champs Vallon, 2015

⁴³ Frioux, Stéphane, et Vincent Lemire. « Pour une histoire politique de l'environnement au 20e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113, no. 1, 2012, pp. 3-12.

« La perspective historique du dépeuplement rural depuis le milieu du XXème siècle »⁴⁴. Celui-ci s'est tenu à *La Casa Encendida* de Lavapies, espace collaboratif promouvant le respect de l'environnement et le développement durable. Le choix de cet espace est symptomatique de l'orientation donnée à l'étude du dépeuplement et du lien fait entre histoire rurale et études environnementales. En juin 2020, un autre séminaire intitulé « Dépeuplement rural en Espagne, analyse et propositions du point de vue de l'histoire agricole et des sciences sociales »⁴⁵ est prévu à Salamanque et met en lumière l'intérêt porté à cette thématique. Cet engouement est favorisé par la médiatisation et l'engagement des chercheurs dans la lutte contre le dépeuplement. Plusieurs projets font appel à eux depuis le début des années 2000. La région de Teruel a demandé de l'aide à l'Union européenne, pour qu'une partie de la province perçoive les mêmes aides de préservation de la faune et de la flore que la Laponie, désert démographique par excellence. La province plaide pour la reconnaissance du territoire comme zone désertique, possédant une faune et une flore endémiques. Les espaces de faible densité sont étudiés par les pouvoirs publics qui tentent de limiter les conséquences écologiques et économique de l'abandon. La cohésion territoriale, l'investissement dans des infrastructures de transports, sont autant de défis qui font de l'abandon une problématique intrinsèquement liée à l'aménagement du territoire rural, et ce, à toutes les échelles. Un grand nombre de rapports et d'études ont été produits à cette occasion depuis le début des années 2000. La dimension globale des problématiques environnementales inscrit d'emblée l'abandon dans une dynamique européenne. Entre le 12 et le 13 juin 2001, un colloque intitulé « conférence sur les régions dépeuplées et politiques structurelles de l'Union européenne » se tient en Suisse à Lycksele. En 2008, un « programme d'action nationale contre la désertification » est publié par le Ministère de l'environnement et du monde rural et marin dans le cadre de la convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification⁴⁶. Dernièrement, la commission européenne publie en 2019⁴⁷ un compte rendu sur les enjeux du dépeuplement et de la désertification démographique et suggère que soient mobilisées des institutions européennes de planification territoriale comme le FEDER. Ce rapport s'inscrit dans la lignée de projets proposés par la Commission européenne depuis 2016, concernant la « revitalisation des espaces ruraux ». En cours de définition comme objet historique, le

⁴⁴ Colloque annuel du S.E.H.A tenu le 13 décembre 2019 à Madrid, pour plus de précisions : <http://seha.info/es/SEMINARIOS/>

⁴⁵ Pour plus de précisions : <https://congresoseha.info/plenaria-i-la-despoblacion-rural-en-espana-analisis-y-propuestas-desde-la-historia-agraria-y-las-ciencias-sociales/>

⁴⁶ Ministerio del medio ambiente, del medio rural y marino, "Programa de acción nacional contra la desertificación", Convención de las naciones unidas de lucha contra la desertificación , agosto 2008, voir le lien : <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/spa175767.pdf>

⁴⁷ Margares, Vasilis, "Demographic trends in EU regions », European Parliamentary Research Service, January 2019

dépeuplement et l'abandon sont des objets d'études récents qui entretiennent des liens étroits avec le débat public.

Exode rural et dépeuplement : deux processus au cœur d'une histoire sociale et démographique

Les histoires rurale, démographique et sociale les fils conducteurs de cette réflexion sur l'abandon, qu'il s'agit de replacer dans son contexte social et spatial afin de mieux en comprendre les modalités.

L'Aragon est une région géographique à part qui a subi une répression féroce au lendemain de la bataille de Teruel de 1938⁴⁸. « L'assainissement » des campagnes par le régime et l'affrontement des deux camps persistent jusqu'aux années 1950⁴⁹, qui servent de première borne chronologique à cette étude. De plus, les provinces aragonaises ne connaissent pas le même sort au long de la dictature. Alors que Huesca est spoliée, les espaces ruraux de Saragosse passent sous l'influence de sa capitale qui ne cesse de croître ; ceux de Teruel, marginaux, sont bien loin des intérêts du régime.

Pour appréhender ces mutations, nous avons eu recours aux registres de population, sources utiles à l'analyse démographique et sociale d'un espace restreint. Outil privilégié de l'histoire sociale⁵⁰, il est également utilisé par l'administration quand celle-ci cherche à saisir les mouvements de population⁵¹. Les *padrones* investissent progressivement les sciences sociales et ne sont pourtant privilégiés en histoire qu'à partir des années 1980. Renouvelés tous les cinq ans conjointement au recensement national, ils sont conservés et consultables aux archives municipales. Ceux des villages du canton de Jiloca se trouvent aux archives municipales de Calamocha où il nous a été possible de les consulter sur place, sans demande de dérogation.

Remplis à la main en 1950, les registres regroupent les mêmes informations d'un village l'autre, soit l'adresse, les noms, le prénom, le sexe, la date de naissance, l'âge, l'état civil, la position dans la famille, si la personne est alphabète, la commune et la province de naissance, la profession, son lieu d'exercice, la commune et la province de résidence légale. Ces derniers n'étaient pas tous en bon état et certains de 1970 manquent. Nous avons pour cela sélectionné les

⁴⁸ La bataille de Teruel se déroule pendant la guerre civile espagnole (1936 – 1939) qui oppose les partisans de la République, légale, et les insurgés nationalistes menés entre autres, par le général Franco.

⁴⁹ Garasa, Fausto. « Politique et mutations socio-économiques dans le monde de l'élevage aragonais à l'époque franquiste (1936-1975) ». Thèse de doctorat, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2000

⁵⁰ Pareja Alonso, Arantza (coord.), *El capital humano en el mundo urbano: experiencias desde los padrones ...* op.cit pp.1

⁵¹ Leboutte René, Obotela Rashidi. Les registres de population en Belgique. Genèse d'une technique administrative et d'une source de démographie historique. In: Bulletin de la Commission royale d'histoire. Académie royale de Belgique. Tome 154, 1988. pp. 285-305

mieux conservés des villages suivants : Olalla, Lechago, Valverde, Los Collados et El Villarejo d'entre 1950 et 1970⁵². Les cartons archivent aussi les rectifications annuelles qui recensent les allers et venues de l'année. Les arrivées et les départs sont inscrits manuellement, puis détaillés selon des critères démographiques (décès, naissance), temporels (départ définitif ou temporaire du village), puis administratifs (mariage, majorité, veuvage). Quelques feuilles de familles (feuilles remplies par chaque ménage) sont rangées au milieu des pages, mais leur état parcellaire ne permet pas d'en faire une étude efficace.

L'exploitation de cette source empirique nécessite un traitement statistique. La démarche quantitative est systématiquement utilisée en histoire sociale dès qu'il s'agit d'étudier les registres. Les travaux du groupe de recherche en histoire démographique de l'université du Pays-Basque par exemple, humanisent l'exode rural de la fin du XIX^{ème} siècle grâce à une étude précise et rigoureuse des registres de la Ria de Bilbao⁵³. Le choix d'une démarche statistique nous a alors semblé nécessaire à l'appréhension d'un espace aussi peu étudié que la campagne aragonaise.

Après deux voyages aux archives municipales de Calamocha, l'intégralité des registres de population a été saisie entre le master 1 et le master 2 en une base de données unique. Le traitement se limite d'abord au village d'Olalla (en master 1), avant d'être élargi à tous les villages et concerne les registres de 1950 et 1960. Pour ce faire, 1599 noms ont été saisis et regroupés pour l'année 1950, puis 1254 pour l'année 1960, nous offrant à la fois une vue d'ensemble et la possibilité de comparer les villages. Dans un premier temps, il a été question d'en éclaircir les réalités sociales dans un but descriptif de connaissance du monde rural. Chaque profession a été rattachée à une catégorie inspirée de la nomenclature de l'INSEE (agriculture, industrie, journalier et manœuvres, commerces, services, sans activité), chaque ménage a quant à lui été codé le plus précisément possible selon des critères morphologiques (nucléaire, complexe, composite, isole) et d'ascendance (patri ou matrilinéaire). Dans un second temps, l'analyse des migrations, a donné lieu au croisement des tables de 1950 et 1960 afin que soient recensées les personnes ayant changé de résidence au cours de ces dix années. De là, la catégorie « absent 1960 » a servi de base d'analyse au processus d'abandon. Afin de mieux l'appréhender, les deux bases de données ont été complétées par les rectifications des registres de population sur

⁵² ES/AMCALA : Archives municipales de Calamocha – 2.01.04 – Registres de population, cens et statistiques

⁵³ Grupo de investigación demografía histórica e historia urbana: <https://www.ehu.es/es/web/grupo-demografia-historica-historia-urbana/aurkezpena>

les périodes 1951 – 1954, 1956 – 1959, 1961 – 1964 et 1966 – 1969, de manière à identifier les départs et les décès.

Cette démarche a ainsi permis d'envisager un ensemble de questions portant tant sur la description du paysage social que sur l'analyse du processus d'abandon. C'est en cela que le registre de population est original, il est une des rares sources à recenser les mouvements de population et à faire le lien entre deux espaces. Il est surtout utile à toute personne qui souhaite étudier les processus internes à une société, ses mobilités et ses mutations. Tous les noms inscrits nourrissent le corps de cette recherche et permettent de faire un portrait des habitants du canton, méconnus, qui ont vu leur village de naissance se dépeupler. Réfléchir à partir des registres est également le moyen de redonner un visage à l'exode rural, un phénomène connu par l'administration, mais dont l'étude s'est concentrée sur l'espace urbain.

L'articulation d'une approche d'histoire sociale avec les problématiques spatiales de l'abandon nous a amené à exploiter les plans cadastraux édités entre 1953 et 1956 et des registres qui y sont associés. Les premiers ont été numérisés par les archives provinciales de Teruel tandis que les seconds sont conservés aux archives municipales de Calamocha, qui en possèdent les originaux. Cette fois-ci, l'étude et la saisie intégrale des registres cadastraux se sont limitées à deux villages : Olalla et Collados⁵⁴. Ce choix a été fait en aval de l'étude des registres et retreinte à l'étude de celle de deux parcelles pour des raisons de temps. En effet, partant de l'hypothèse que la répartition et la forme de la propriété foncière étaient une des principales causes du départ de la population, il était préférable de choisir deux villages aux structures familiales et migratoires distinctes. Le but est alors de déterminer si les divers types d'émigration découlent des différences foncières et socio-démographiques. Chaque village a sa propre base de données, qui a été croisée avec celle des registres grâce à un identifiant de maisonnée. Si les bases de données offrent des informations intéressantes à l'étude des propriétaires, elles sont moins efficaces à l'analyse de sa répartition. Les deux parcelles ont pour cela été traitées à l'aide d'un Système d'information géographique (désormais S.I.G). L'identifiant de parcelle a servi de jointure entre le registre et le plan parcellaire auquel nous avons ajouté des informations concernant l'usage des parcelles et l'identité du propriétaire. Ce traitement a été appliqué à l'identique pour chaque village afin de pouvoir procéder à une visée comparatiste.

⁵⁴ AHPTE – Instituto geográfico y catastral pareclaió - Mapa Nacional Topografico parcelario – Olalla (1953 – 1956) ; AHPTE – Instituto geográfico y catastral pareclaió - Mapa Nacional Topografico parcelario – Collados (1953)

Toutefois, si ces deux sources constituent l'essentiel du corpus de notre recherche, n'oublions pas que les registres et les cadastres sont produits à un moment de mutation administrative, économique et politique du régime franquiste. Quel rôle jouent les registres de population dans un contexte d'augmentation des mobilités ? Comment sont-ils saisis ? Quelles sont les intentions des organes producteurs ? La modernisation de l'agriculture et la libéralisation de l'économie espagnole incitent l'administration à produire une grande quantité de circulaires, de plans d'aménagements ruraux et de statistiques. L'approche multiscale semble être la plus adaptée à un sujet aussi micro que l'étude du canton de Jiloca. Les archives historiques provinciales de Teruel conservaient des plans d'aménagements régionaux pour la modernisation de l'agriculture et des correspondances tenues entre le gouverneur civil de Teruel et les maires concernant l'aménagement des communes. Ces sources éparses ont été complétées par des plans nationaux, plus détaillés, conservés aux bibliothèques du Ministère de l'agriculture et de l'équipement. Ceux-ci nous éclairent sur les projets en cours (approvisionnement en eau, concentration parcellaire) mais aussi sur les représentations qui pesaient le monde rural de l'époque. La complémentarité des échelles permet ainsi de nous interroger sur la perception de l'abandon en tant problème social entre les années 1950 et 1970. Quel regard le régime portait-il sur les campagnes, de Teruel et dans la limite du possible, du canton de Jiloca ?

Ayant à cœur de faire une histoire « par le bas », deux anciens habitants des villages, anonymisés à leur demande, nous ont accordé un entretien. Paco, 78ans, le premier vit toujours au village d'Olalla et a travaillé la terre toute sa vie. Andres quant à lui est né à Caminreal, une petite ville du canton, a travaillé comme ingénieur à Barcelone et vit maintenant à Madrid où j'ai eu la chance de le rencontrer. Leurs récits viennent compléter les registres, et permettent de donner une voix et un visage aux statistiques. Enfin, à cette dimension anthropologique s'ajoutent des photos, numérisées sur le site de l'association du Xiloca qui illustrent le propos.

Les enjeux d'une étude à petite échelle de l'abandon

Les quatre niveaux d'analyse cités ci-dessus, démographiques, fonciers, sociaux et politiques permettent de réfléchir aux critères du dépeuplement à un moment où l'Espagne rurale et agricole s'urbanise et s'industrialise, sans que le régime autoritaire ne fléchisse. L'abandon doit être compris comme la combinaison entre les limites structurelles d'une société rural, basée sur un équilibre fragile d'exploitation intensive du territoire et conjoncturels, d'adhésion massive des sociétés européennes à la société de consommation.

Si le dépeuplement est un phénomène multidimensionnel, nous nous sommes interrogés sur les formes de l'abandon et sur ses caractéristiques. Offrir un panorama complet de la vie sociale du canton et un des premiers enjeux de ce mémoire, destiné aussi à dresser un tableau clair de la vie des villageois du canton en 1950. Les catégories sociologiques et administratives d'âge, d'état civil et professionnelles contenues dans les registres sont autant d'informations utiles à la recomposition du paysage social. Qui sont les travailleurs du canton ? Leur quotidien était-il différent d'un village à l'autre ? Quelle était la place des femmes dans la famille ? Toutes ces questions sont étudiées au regard de la propriété foncière, avec pour hypothèse de départ que la répartition de la terre conditionne l'organisation sociale du village.

Cette entreprise descriptive nourrit l'étude sur l'exode rural, au croisement de l'histoire sociale et démographique. Il s'agit de questionner les variables influençant dans leur forme et dans son rythme l'exode rural des années 1950 – 1970. La superficie des terres, le nombre d'enfants ou encore la profession conditionnent-elles l'allure de l'exode rural ? Ses caractéristiques sont-elles corrélées à celles de la propriété foncière ? L'objectif étant de dresser un portrait type du migrant du canton de Jiloca, au moment où le mirage économique berce l'Espagne.

Si ce sujet se limite à l'étude de vingt ans d'intenses mutations, il est nécessaire de l'insérer dans une réflexion sur le long terme. L'abandon questionne le devenir des territoires vidés de leurs habitants ainsi que l'adaptation des trois piliers de l'organisation sociale des villages que sont la famille, la propriété et le travail de la terre. Inamovibles, que deviennent les terres alentours qui, encore en 1950, définissent le statut social de la famille au sein de la communauté villageoise ?

In fine, écrire une histoire de l'abandon revient à étudier des espaces de vide, des disparitions, des départs et à questionner des sources qui perdent, au fil des années, de leur contenu. Pour répondre à toutes ces interrogations, il s'agit dans un premier temps d'analyser la vie quotidienne des habitants des villages d'un canton de moyenne montagne, afin, dans un second temps, d'étudier les variables qui donnent forme à l'exode rural.

Partie 1 : « Au village, on travaille et on vit ⁵⁵ » : la vie au village du canton de Jiloca en 1950

« Ce monde en marge de l’histoire et de l’Etat, éternellement passif, cette terre sans consolation ni douceur où le paysan vit, dans la misère et l’éloignement, sa vie immobile sur un sol aride, en face de la mort »⁵⁶

En Lucani, « le Christ s’est arrêté à Eboli », l’analphabétisme, le mysticisme et le poids des réseaux de connaissance, que nous dépeint Carlo Levi durant son exil est un témoignage précieux des conditions de vie de l’Italie du sud, abandonnée et pauvre. *Terre sans pain*, le film de Luis Buñuel décrit quant à lui des campagnes de l’Extrémadure profonde, consanguines, pauvres et laissées à elles-mêmes. La misère endémique est celle des années 1930 dont les représentations pèsent toujours.

En 1950, les conditions de vie des campagnes sont rudes, mais nous sommes bien loin du tableau décrit par Carlo Levi et Luis Buñuel. Durant quarante ans, la dictature franquiste se sert de l’Espagne rurale comme faire-valoir idéologique. Les campagnes incarnent la tradition, l’hispanité ancestrale, l’anti-modernité en somme, par opposition aux villes, corrompues, sales et désordonnées⁵⁷. Ce discours vient nourrir et accentuer l’idée persistante d’un monde rural figé et immobile. Représentation qui n’est pas intrinsèque à l’Espagne et qui s’applique également à la France, comme en témoignent les remarques de Paul André Rosental sur la mobilité, longtemps associée aux villes, ou Georges Duby, qui avec le lancement de la revue *Études rurales*, cherche à entendre aux campagnes, des méthodes et des thématiques encore exclusivement urbaines⁵⁸.

A quoi donc ressemblent les campagnes de l’Espagne intérieure dans les années 1950 ? Il nous a semblé nécessaire d’éclaircir ce point, afin de montrer les fondements et l’organisation sociale des villages de notre canton. Il s’agit ici de décrire et d’analyser les modes de vie de leurs habitants à l’aide des registres de population, dont nous exploiterons les données brutes, par opposition au traitements statistiques nécessaires à l’étude démographique qui s’ensuit. Viennent

⁵⁵ Notre traduction. Entretien tenu le 6 septembre 2019 vers 18h à Olalla avec Paco

⁵⁶ Levi, Carlo, *Le Christ s’est arrêté à Eboli*, Folio, 1945, p10

⁵⁷ Sabio Alcuten, Alberto, “Cultivadores de democracia: politización campesina y sindicalismo agrario en Espana, 1970 – 1980”, *Historia agraria, Revista de agricultura e historia rural*, n°38, 2006, 75 - 102

⁵⁸ Rosental, Paul-André, « Introduction », *Les sentiers invisibles ... op.cit* et Duby Georges, *Les Études rurales et l’histoire des campagnes*. In: *Études rurales*, n°92, 1983. pp. 101-103

s'ajouter les entretiens et les sources administratives, utiles, pour les premiers, à l'éclaircissement de données quantitatives, pour les secondes à la compréhension du contexte administratif de l'époque et des modalités d'aménagement du monde rural. Les représentations contradictoires qui le traversent nous incitent à nous interroger sur la vie des habitants du canton de Jiloca. Est-elle la même que celle d'un paysan castillan, catalan, andalou ? Quels sont les défis que les espaces ruraux doivent affronter en termes d'infrastructures, d'aménagement, d'accessibilité ?

Chapitre 1 : La vie aux villages du canton de Jiloca, un mode de vie représentatif des campagnes de l'Espagne intérieure

La vie au canton s'apparente à celle d'un village de l'Espagne intérieure, chaque village ayant toutefois des caractéristiques qui lui sont propres. Sans nier les particularités de chacun, il est important de replacer notre objet d'étude dans son contexte rural et social. Nous tâcherons ici de dresser un panorama du canton grâce à l'étude des registres de population des villages, que nous avons codés en fonction de plusieurs variables : l'activité (actif – inactif) et leurs professions. Est considérée comme active toute personne comprise entre 15 et 70 ans, en capacité de travailler, excluant les quelques étudiants et les « incapacités ». Les actifs, c'est-à-dire celles et ceux qui travaillent⁵⁹, ont ensuite été regroupés en sous-catégories, inspirées de la nomenclature de l'I.N.S.E.E⁶⁰, que nous avons adaptée à notre cas. Nous avons regroupé au sein d'une même catégorie l'artisanat, l'industrie, les services et le commerce car leur effectif était trop faible pour être représentatif. S'ensuit la catégorie agriculture qui se distingue des journaliers agricoles et manœuvres, la fonction publique et emplois à statut et pour finir, les sans activité.

Les métiers liés au monde agricole⁶¹ et les villageois sans activité sont prépondérants et représentent respectivement 45,3% et 46,3% des actifs (Annexe 1). Il s'agit dans le deuxième cas de femmes invisibilisées par la catégorie administrative « au foyer » mais qui participent pleinement à l'activité économique du village. Une étude approfondie des réalités sous-jacentes aux catégories socio-professionnelles employées nous permet d'affirmer que la réalité sociale du canton est bien plus complexe qu'elle n'y paraît.

⁵⁹ Nous avons inclus les femmes, bien qu'elles soient indiquées comme « au foyer », puisque ces dernières aident au champ, s'occupent de la maison et font partie intégrante de l'activité économique du village

⁶⁰ D'après l'INSEE base qui propose un dictionnaire des variables et différencie les actifs agriculture, actifs industrie, actifs commerce – service, actifs construction, actifs administration publique sous-catégorisée, enseignement, santé, action sociale. Pour plus de précisions : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-24520>

⁶¹ Agriculteurs, travailleurs journaliers et manœuvres

A) La travail de la terre, clef de voûte de la société villageoise du canton de Jiloca

1) *L'agro-pastoralisme de l'économie familiale du canton de Jiloca*

En 1950, les pratiques ancestrales agricole persistent en Aragon⁶². L'agro-pastoralisme est un mode de culture extensif des ressources en milieu montagneux qui se fonde sur la complémentarité des espaces. Les paysans cultivent leurs terres, élèvent quelques bêtes et utilisent le bois des forêts avoisinantes. La situation des villages est essentielle pour comprendre leur mode de vie, étroitement lié à leur environnement. Dans le registre cadastral, l'usage de l'espace est réparti entre l'habitat, le domaine public, les terres réservées à l'élevage et celles cultivables.

Le duo maison, basse-cour est courant au canton de Jiloca en 1950. Les grosses maisons en pierre s'accompagnent d'une basse cours à l'arrière ou à l'avant de l'édifice. La maison traditionnelle s'élève sur deux ou trois étages et se divise en trois pièces et trois chambres. Au rez-de-chaussée se situent les pièces de vie, au premier étage les chambres et enfin au dernier le grenier où est stocké le grain⁶³. Il faut imaginer une maison massive aux murs épais et au plafond bas, destinée à préserver ses habitants du froid et de la chaleur.

En plus des poules, chaque famille possédait du bétail pour la viande et le lait. Quelques bergers apparaissent dans les registres de population, montrant la persistance de cette pratique ancestrale en 1950. Les terres incultes des flancs de montagne sont rentabilisées par l'élevage de petits cheptels de moutons qui paissent durant l'été⁶⁴. Les forêts servent au chauffage de la maison et à la petite construction comme les enclos. Le petit bois servait aussi en période de veillée à la construction d'objet artisanaux, vendus ensuite sur les marchés.

Les terres sont essentiellement destinées à la culture céréalière traditionnelle (trouver culture dans les entretiens). L'alternance entre les espaces cultivés et les espaces en friche laisse penser que les paysans pratiquaient encore en 1950 la jachère. Cette technique visait à augmenter le rendement des terres, laissées pendant l'année au repos, labourées l'été puis replantées à l'automne. Certains agriculteurs possédaient des granges pour stocker leurs outils et garder le bétail. Aux abords du village se trouvait le potager, l'habitat étant bien trop dense pour pouvoir cultiver les légumes dans la cour. La vie des habitants du canton se réparti ainsi nettement entre

⁶² Fauto Garasa, « *Politiques et mutations socio-économiques dans le monde de l'élevage aragonais à l'époque franquiste* » (1936 – 1975)

⁶³ Rosario Otegui, Pascual, *Aspectos antropológicos de la casa en la provincia de Teruel*, Instituto de Estudios Turolenses, 1986

⁶⁴ Cadastre d'Olalla et de Los Collados : toutes les remarques sont issues de la catégorie « culture » de ce dernier.

l'espace domestique, composé de la maison familiale et de la basse-cour, des champs où travaillait la famille quand elle en disposait et du potager, qui constitue un entre-deux entre le domestique et le monde du travail. Celui-ci rappelle l'importance de la complémentarité des activités qui offraient aux paysans une auto-suffisance fragile en ces lendemains de famine et de misère.

L'agriculteur n'est pas le seul à travailler au champs. En effet, les villages subviennent à leurs besoins grâce à une main d'œuvre familiale à laquelle femmes et enfants participent activement⁶⁵. Etudier la répartition des hommes actifs en fonction de leur place dans le foyer permet d'envisager la place qu'occupent les agriculteurs et les travailleurs journaliers au sein de l'exploitation familiale (Annexe 2)

En majorité chefs de famille (69%) et enfants directs (30%), les agriculteurs évoluent au sein de la famille nucléaire, restreinte aux trois composantes que sont les parents et les enfants, qui



Figure n°4: Famille de Lechago revenant du champ, 1960

Source : Fototeca del xiloca

constitue la base sociale de la société villageoise. Notons que les travailleurs journaliers et les sans activités, précaires, ne sont majoritairement des enfants directs. Ils n'ont pas encore de position sociale établie. Les agriculteurs forment un groupe qui partage une idéologie et des valeurs communes leur permettant de développer une conscience de statut⁶⁶.

L'exploitation familiale est ainsi au cœur de la vie économique des villages. Le paysan contrôle sa production, s'aide d'instruments qui lui sont propres et utilise une main d'œuvre familiale, dont les femmes et les enfants sont les principaux acteurs⁶⁷. Le père part au champ le matin tôt, et ne rentre que le soir en raison

⁶⁵ Les femmes sont traitées dans un second paragraphe

⁶⁶ Ces remarques sont issues des recherches de Javier Andres Corral sur le registre de population de Guadalajara, au nord de Madrid.

⁶⁷ Victor Perez Diaz, *Pueblos y clases sociales en el campo español*, Siglo veintiuno, 1974

de la distance qui sépare la parcelle du foyer⁶⁸. En 1960 encore, le travail au champ était une affaire de famille⁶⁹ comme en témoigne la photo ci-dessous. En période de récolte, le chef de famille est rejoint par sa femme et ses enfants. Andres se rappelle avec précision de la récolte du safran autour du village de Caminreal. Durant celle-ci, toute la famille se mobilise et part à l'aube pour le champ. L'école du village ferme pour laisser la possibilité aux enfants d'aider les parents. Maris, femmes et enfants moissonnent, toutes générations confondues.

2) *Un monde du travail complexe : l'invisibilité du locataire*

L'activité agricole rythme la vie d'un canton au paysage essentiellement composé de champs à la terre sèche et aride. Plusieurs termes sont employés dans les registres pour désigner les travailleurs de la terre. Paysans, agriculteurs, journaliers agricoles, ouvriers agricoles ou encore « *serviente* », sont autant de mots utilisés pour désigner ceux qui vont au champ chaque matin pour semer, labourer et récolter le fruit de leur travail⁷⁰. A Cuencabuena, Olalla et Lechago sont employés par exemple le terme de laboureur et de paysan, à El Villarejo celui d'agriculteur tandis que Los Collados et Valverde emploient simplement l'adjectif « agricole » pour attester du travail des hommes dans les champs. Le tableau ci-dessous regroupe les occurrences et les différents termes qui désignent l'agriculteur du canton de Jiloca. Leur diversité questionne d'emblée les modalités de remplissage des registres et la réalité sociale d'un espace où règne en maître la petite propriété.

⁶⁸ Certaines simulations sur Google Map montre qu'il est nécessaire de marcher 1h30 entre le village et la parcelle (identifiée grâce au lieu dit)

⁶⁹ Volviendo del campo. Año 1960. Lechago. Publicado en el Cuaderno de Etnologia N°7, 1994

⁷⁰ Topalov, Christian, « Introduction » dans Topalov Christian (dir), *L'aventure des mots de la ville : à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, R.Laffont, 2010

Profession ⁷¹	<i>Agricultor</i>	<i>Agricola</i>	<i>Labrador</i>	<i>Bracero</i>	<i>Jornalero</i>
Olalla (/428)	-	17	87	-	39
Lechago (505)	127	36	14		2
Cuencabuena (206)	-	-	63	-	22
El Villarejo (93)	34	-	1	-	-
Los Collados (149)	-	35	-	6	-
Valverde (138)	6	19	-	4	-

Un guide annexe de 1955 retrouvé dans le dossier du registre de population de la même année de Navarrete del Rio, détaille la procédure à suivre par l'administration locale lors de la saisie des registres⁷². Il s'inscrit dans la volonté de prendre connaissance de manière chiffrée des réalités du pays et donne des « directives de nature technique »⁷³ aux agents en charge de cette tâche. A compter de 1952, les registres de population se renouvellent tous les cinq ans en même temps que le cens général. Celui de 1950 est pris comme référence pour les années suivantes. Divisé en onze parties, le guide décrit chaque procédure et clarifie les termes problématiques, tel que population de droit / fait, les statuts d'absent / présent *etc.* La ville ou le village qui fait l'objet du recensement est au préalable divisé par quartiers où sont nommés par le maire des « agents du recensement ». Des « feuilles de famille » sont ensuite distribuées à chaque chef de foyer qui doit les remettre, complétées, au bureau du quartier prévu à cet effet. A l'issue de la collecte, les agents classent les informations, vérifient qu'elles soient justes et constituent un registre par établissement de population. A partir de sa publication (aux alentours du 10 janvier), les habitants du village peuvent venir le consulter durant quinze jours et porter réclamation. Un cahier auxiliaire regroupe toutes les réclamations. Des résumés des registres sont édités pour chaque quartier. La mairie remet ces derniers à la Délégation provinciale de l'I.N.E avant le 30 avril 1956, qui après approbation des chiffres, le publie. Ce n'est qu'après agrément que les agents du recensement recopient et ordonnent les informations inscrites par les habitants sur les feuilles

⁷¹ Nous avons préféré conserver pour ce tableau les termes en espagnol afin de ne pas perdre leurs nuances à la traduction. Dans l'ordre voici la traduction : agriculteur – agricole – paysan / laboureur – manœuvre / ouvrier agricole – journalier

⁷² Archives municipales de Calamocha – Archives municipales de Navarrete del Rio – 14/18 : instructions concernant l'enregistrement général des habitants au 31 décembre 1955.

⁷³ *Ibid*

de famille. Les termes employés dans la colonne « Profession, activité, occupation » ne sont donc pas ceux utilisés par l'administration mais par les habitants eux-mêmes, qui se désignent comme tels. Les catégories socio-professionnelles des registres de populations sont ainsi celles du langage courant, ce qui explique l'absence d'unification conceptuelle des métiers de la terre. Des réalités différentes pourraient se cacher derrière chacun de ces mots, sans qu'il soit possible de les distinguer.

Par absence d'unification conceptuelle il faut aussi entendre informalité. La modification du système de cotisation individuelles en 1963 tente de résoudre, ou plutôt de limiter, l'informalité du monde du travail. Cette circulaire de l'administration centrale trouvée dans le fond de la documentation sur les crédits agricoles del Villarejo tente d'améliorer une organisation « presque hors de contrôle »⁷⁴. Le but est ici de systématiser l'utilisation de coupons individuels, remplis chaque mois, dotés de talons de contrôle qui permettraient une meilleure connaissance de la situation des travailleurs.

C'est un monde du travail opaque que nous offrent ces sources. Opaque parce qu'insaisissable par l'administration. Afin de comprendre les nuances nous nous sommes donc entretenus avec des habitants (ou anciens habitants) du canton. C'est à ce moment que le concept de locataire (*arrendatario*) est venu nous éclairer. André et Paco sont clairs sur ce point, la location était pratique courante. De plus, le cadastre d'Olalla et Los Collados montre que respectivement 45% et 33%⁷⁵ des habitants du canton ne sont pas propriétaires et n'appartiennent pas à un ménage propriétaire. Ils travaillent la terre d'un autre comme métayer ou comme fermier. Ils vivent bien du fruit de leur travail (et non d'un salaire comme les journaliers) mais n'ont pas de terres à leur nom. Les métayers se partagent la récolte avec le propriétaire tandis que les fermiers exploitent les terres monnayant un loyer. Il est aussi possible que les tous petits propriétaires qui n'ont pas assez de terres pour subvenir aux besoins de leurs familles, aient un double statut de propriétaire / locataire⁷⁶ ; ce dernier étant impossible à saisir dans une source administrative comme le registre de population. Contrairement à l'Andalousie où les grands propriétaires emploient des travailleurs journaliers et des ouvriers agricoles, qui cultivent la terre en échange d'un salaire⁷⁷,

⁷⁴ Archives de Calamocha, El Villarejo – 8/2 – Documentación sobre créditos agrícolas (1959 – 1964)

⁷⁵ 49 résidents de Collados appartiennent à un ménage sans terre, soit $49/149 = 0,33$ et 191 résidents de Olalla appartiennent à un ménage sans terre soit $191 / 425 = 0,45$

⁷⁶ Oris, Michel, et George Alter. « Effets de fratrie et mobilité sociale intergénérationnelle dans la Belgique urbaine et rurale au XIXe siècle », *Annales de démographie historique*, vol. 115, no. 1, 2008, pp. 115-138.

⁷⁷ Sabio Alcuten, Alberto, "Cultivadores de democracia: politización campesina y sindicalismo agrario en España, 1970 – 1980", *Historia agraria, Revista de agricultura e historia rural*, n°38, 2006, 75 - 102

presque tous les habitants du canton possèdent une parcelles à cultiver⁷⁸. Teruel est d'ailleurs la province espagnole ayant la proportion la plus élevée de terres exploitées en régime de métayage⁷⁹. Ainsi, les petits propriétaires du canton de Jiloca cultivent les leurs, mais aussi celles des autres pour compléter leurs revenus en louant ou travaillant la terre des autres en échange d'un salaire ou d'une partie des récoltes. Officiellement propriétaires, certains cultivateurs sont donc aussi, de manière complexe, locataires et métayers.

3) *Les journaliers agricoles : entre aide et pauvreté*

Parfois en manque de main d'œuvre, un journalier, souvent issu de la famille est employé pour aider. Les ouvriers agricoles permettent aux familles de s'adapter et jouent un rôle essentiel à la survie du monde rural. Minoritaires, ils représentent 9% des actifs des villages (Annexe 1). En d'autres termes, 9% des personnes en âge de travailler, sont des travailleurs qui vivent grâce au travail salarié⁸⁰. Les travailleurs journaliers sont majoritairement des enfants directs et les chefs de familles ne représentent que 36% d'entre-eux (Annexe 2). De plus, les étrangers et les membres de la famille élargis sont aussi majoritairement journaliers. Présents dans la totalité des liens de parenté, ces derniers montrent que le monde agricole ne se restreint pas à la figure du paysan vivant du travail de la terre et que la société des villages du canton de Jiloca n'est pas aussi fermée qu'elle ne le laisse paraître. Les travailleurs journaliers peuvent ainsi être une aide saisonnière, un appoint, qui constitue le principal va-et-vient au sein du village et qui participe à la modification, parfois temporaire de la vie des maisonnées. Ce besoin de main d'œuvre est l'expression d'une forme d'ouverture de la communauté paysanne vers l'extérieur et ce sont presque un tiers des travailleurs journaliers qui sont nés en dehors du village (Annexe 3). La société du canton de Jiloca n'est pas à considérer ici comme un espace isolé et auto-suffisant⁸¹.

La présence des journaliers vient remettre en question l'idée d'une homogénéité sociale, souvent citée lors des entretiens, de l'absence de pauvres et de riches au sein du canton. Ceux enregistrés comme enfants directs (52%, Annexe 2) sont clairement dans une phase de transition et vivent au sein d'une famille dont le père est agriculteur. Il est tout à fait possible de travailler la terre de leurs parents, dans l'attente de l'héritage, ou de partir à la recherche d'un emploi en basse saison. Leur situation est pour la plupart une transition. Les chefs de famille eux sont dans une situation

⁷⁸ Dumont René, Les excédents démographiques de l'agriculture méditerranéenne. Italie et Espagne, Population, 6^{ème} année, n°4, 1951, pp 587 – 600

⁷⁹ Yusta Rodrigo, Mercedes, *La guerra de los vencidos: el maquis en el Maestrazgo turolense (1940 – 1950)*, prólogo de Julio Llamazares, Publicación de la Institución Fernando el Católico, Zaragoza, 2001

⁸⁰ Victor Perez Diaz, *Pueblos y clases ... op.cit*

⁸¹ Otegui, Rosario, *Estrategias e identidad. Un estudio antropológico sobre la provincia de Teruel*, Instituto de Estudios Turolenses, Teruel, 1990

pérenne. Sans terre, leur situation est précaire puisqu'ils travaillent le lopin d'un autre, en échange d'une partie des récoltes ou d'un loyer. Certains bergers s'occupent du bétail du village. Leur situation dépend ainsi du bon fonctionnement de la société villageoise. La fragilité de leur statut est d'autant plus visible que la période étudiée est une phase de transition, de démantèlement de la « société traditionnelle agricole »⁸². En France à la veille de la seconde guerre mondiale, les travailleurs journaliers sont presque tous partis en ville pour devenir exploitants⁸³ et sont, aussi, en Espagne, les premiers à partir en 1950⁸⁴.

B) « La paysanne (...) grande méconnue de l'histoire »⁸⁵

Peu d'études se sont penchées sur le rôle des travailleuses de la terre⁸⁶. Au cœur de la vie du village, les femmes contribuent à l'économie paysanne et au maintien du foyer, activité à laquelle elles sont officiellement assignée. Les activités connexes à l'agriculture et la domesticité, tâche genrée par excellence, leurs sont réservées. L'analyse statistique des registres de population est complétée ici par des photos, essentielles à la visibilisation des femmes du monde rural⁸⁷. Cette figure de la femme au champ contraste d'ailleurs avec l'image de la femme au foyer véhiculée par l'idéologie dominante.

Nous avons fait le choix de considérer les femmes « au foyer » d'entre 15 et 69 ans comme actives. La plupart « sans activités », il est tout même intéressant de souligner la présence de femmes agricultrices, commerçantes ou employées dans la fonction publique. Les deux graphiques qui suivent nous éclairent sur la place qu'occupe les femmes dans le canton de Jiloca au sein de la famille, mais aussi au sein de la société villageoise.

⁸² Concept employé pour la première fois par José Manuel Naredo dans *Evolución de la agricultura en España (1940 – 1990)*, Biblioteca del Bolsillo, Universidad de Granada, 1996 (reed)

⁸³ Duby Georges et Wallon Armand (dir.), *Histoire de la France rurale ... op.cit*

⁸⁴ Le thème de l'exode rural est traité dans la deuxième partie du mémoire

⁸⁵ Teresa María Ortega, "Introducción", p14 dans Teresa María Ortega (ed), *Jornaleras, Campesinas e agricultoras, la historia agraria desde una perspectiva de género*, Monografía de historia rural n°11, SEHA, Universidad de Zaragoza, 2011

⁸⁶ Teresa María Ortega, "Introducción", *op.cit*

⁸⁷ Cristóbal Gómez Benito, "La mujer en la agricultura tradicional, una mirada desde la historia y la sociología rural" dans María Ortega (ed), *Jornaleras, Campesinas e agricultoras, la historia agraria desde una perspectiva de género*, Monografía de historia rural n°11, SEHA, Universidad de Zaragoza, 2011

Type de profession	Mariée	Célibataire	Veuve	Total par ligne	Part des femmes actives mariées (%)	Part des femmes actives célibataires (%)	Part des femmes actives veuves (%)	Total ligne (%)
Agriculteur	4	38		42	10%	90%	0%	8%
Commerce, services, artisanat et industrie	1	19	1	21	5%	90%	5%	4%
Fonction publique et emplois à statut	1	4		5	20%	80%	0%	1%
Sans activité	319	113	34	466	68%	24%	7%	87%
Total général	325	174	35	534	61%	33%	7%	100%

N = 534 (le nombre de femmes actives)

Figure 5 : Répartition des femmes actives en fonction de leur profession et de leur état civil

1) *L'invisibilisation des travailleuses*

87% des femmes d'entre 15 et 69 ans sont sans activité. « Ange du foyer »⁸⁸, les jeunes filles sont considérées à partir de quinze ans par le régime du général Franco comme prête à se consacrer aux tâches domestiques, au mariage et à la maternité. Limitées à la sphère du privée, les femmes sont d'éternelles mineures, sous tutelle de leur père puis de leur mari. L'idéologie catholique traditionnelle se mêle à l'idéologie fasciste qui défend l'infériorité des femmes sur les hommes, ces dernières devant assurer la reproduction de la nation⁸⁹. Leur condition d'éternelles mineures n'est pas propre à l'Espagne. En France, dans les années 1950, les femmes sont les « gardiennes du foyer », les nourricières, tandis que les hommes gèrent le patrimoine et l'activité économique de la maison⁹⁰. L'invisibilisation des femmes dans les sources n'est ainsi pas propre à l'Espagne franquiste et à son régime réactionnaire.

Analyser l'état civil des femmes actives et leurs liens de parenté en fonction de leur profession témoigne de l'importance de deux variables qui influent sur la reconnaissance ou non du travail féminin. 68% des femmes sans activité sont mariées, 24% célibataires et 7% veuves. Le mariage est donc un facteur prépondérant d'invisibilisation. La plupart des femmes seules sont elles aussi

⁸⁸ Expression issue de l'idéologie catholique traditionnelle et réutilisée sous le franquisme pour définir le rôle des femmes dans la société

⁸⁹ Remarques tirées du séminaire sur *Genero, politica y sociedad en la Espana contemporanea (siglo XIX – XXI)* dirigé par Mercedes Yusta à Paris 8

⁹⁰ Duby Georges et Wallon Armand (dir.), *Histoire de la France rurale ... op.cit*

indiquées comme « sans activité » (21%), bien que quelques-unes d'entre elles échappent à la règle. 8% des femmes en âge de travailler sont inscrites comme agricultrices et 4% comme commerçantes et sont la preuve que sous certaines conditions le travail féminin est reconnu au canton. Les femmes agricultrices sont célibataires à 90%, au même titre que les commerçantes et les domestiques.

L'état civil est ainsi une variable essentielle à l'invisibilisation du travail féminin. Claudia Contente et Maria Fernanda Barcos étudient le recensement argentin de 1869, le premier à échelle nationale dans lequel est enregistrée toute la population de 14 ans, femmes incluses. Elles se centrent sur les quatre districts de la campagne de Buenos Aires et analysent leur activité en fonction de leur état civil, de leur âge et de leur nationalité. La conclusion est sans appel, les femmes seules sont bien plus intégrées au marché du travail que les femmes mariées. Les célibataires et les veuves étaient aussi celles qui avaient le plus besoin de gagner leur vie. Les femmes mariées sont quant à elles chargées d'un autre type de tâches, comme celles strictement agricoles.

Les registres de population de nos villages soulèvent un paradoxe bien connu des études de genre. Le rôle des femmes dans l'économie et la société est indéniable mais leur visibilité reste très faible⁹¹. Bien que théoriquement au foyer, ces dernières aident au champ comme en témoigne la photo de cette famille de Lechago, ou celle qui suit de paysannes



Figure n°6: Deux paysannes à Olalla, 1950

Source : Fototeca del Xiloca

en habit traditionnel. Cette photo prise en 1950 représente deux paysannes du village d'Olalla. Les récoltes en arrière-plan contre un muret témoignent du travail effectué durant la journée.

⁹¹ ¡Solidarias! *L'engagement volontaire et l'action des étrangers dans la solidarité internationale durant la guerre d'Espagne (1936 – 1939)* s'est tenu à l'espace Niemeyer du 24 au 26 octobre 2018

Elles portent ici l'habit simple, du quotidien et le foulard, caractéristique des travailleuses agricoles. Ces femmes ont, comme les hommes, participé à la récolte.

2) Lechago : exemple de visibilité du travail des cultivatrices

Si 87% des femmes actives sont considérées comme sans activité au sein de nos villages, 13% des travailleuses sont tout de même reconnues comme telles. D'après le cens de population agricole de 1950, 8% des actifs du monde agricole sont des femmes et d'après l'enquête agropastorale de 1956, réalisée par la Junta Nacional de Hermandades, 26,2% de la population active agricole est féminine. L'idéal de la femme au foyer apparaît, avec la modernisation de l'agriculture et l'idéal bourgeois, de l'homme capable de subvenir aux besoins de la maisonnée⁹².

Le village de Lechago est ici une exception au sein de notre population puisqu'il est le seul à faire apparaître le travail des « filles de ». Il nous a malheureusement été impossible d'éclairer cette pratique, tout à fait originale au regard de notre échantillon. Toutes les agricultrices sont des « filles de », inscrites dans le registre de Lechago. Ces dernières travaillent au champ et commencent comme les garçons à 15 ans. Si nous regardons de plus près les « filles de » qui travaillent dans l'agriculture, le groupe va de 12 à 29 ans, avec une majorité de femmes entre 15 et 25 ans, toutes célibataires. Plus que la reconnaissance du travail des femmes, le village de

Lechago semble plutôt reconnaître le travail des enfants, les fils étant aussi enregistrés très tôt comme agriculteurs (dès 14 ans). Au statut de « fille de » s'ajoute le veuvage et l'absence de mari, qui sont les deux facteurs nécessaires pour que celles-ci soient considérées à la tête de l'exploitation⁹³. La paysanne travaille aux côtés de l'homme, père ou mari et partage le même espace, comme en témoigne la photo ci-



Figure n°7: Moisson du chanvre, Lechago (fin des années 1950)

⁹² Cristóbal Gómez Benito, "La mujer en la agricultura tradicional..." *op.cit*

⁹³ Claudia Contente, María Fernanda Barcos, "La parte sumergida ..." *op.cit*

contre. Bien que les tâches soient genrées, la complémentarité est de mise. Ces dernières participent à la récolte et aux activités connexes au cycle agricole comme l'artisanat et la transformation des produits agricoles. Certaines en Andalousie travaillent comme journalières, seules, ou entre elles, sans être sous la tutelle d'un mari.

Les femmes enregistrées comme commerçantes et services représentent elles 4% des travailleuses et sont toutes domiciliées à Lechago comme domestique. Cette pratique était courante au canton, et se généralise dans les années 1960. Les jeunes femmes sont incitées à aller travailler dans les grandes villes espagnoles et à l'étranger. La domesticité était un des seul emploi qui justifiait le départ d'une jeune célibataire du foyer familial à un moment où l'Eglise catholique espagnole avait la main mise sur les mœurs⁹⁴.

Si la terre est la principale source de revenu, les agriculteurs ne sont pas les seuls présents aux villages. Commerçants et fonctionnaires, bien que minoritaires, participent au maintien de la vie sociale du village en lui offrant des perspectives de vie diversifiées.

C) Les opportunités du village : commerces, école et vie politique

1) *Concentration des commerces et des services dans les villages de la vallées*

La situation du village est un facteur qui explique la sous-représentation des commerçants, des artisans et des services. En effet, ces derniers ne représentent que 5% des actifs, ce qui distingue fortement les villages des hauteurs de ceux de la vallée, comme Cutanda et Navarrete del Rio.

Aux villages, les trois professions à revenir régulièrement sont les forgerons, les charpentiers et les domestiques. A Navarrete del Rio et Cutanda, les coiffeurs, les boulangers, les tailleurs et autres petits commerces se multiplient. Bien plus accessibles, ces derniers ont pu développer un réseau commercial qui perdure jusque dans les années 1960. Des vendeurs et vendeuses sont inscrits dans le registre de Navarrete del Rio, contrairement aux villages des hauteurs où les commercent n'emploient que de la main d'œuvre familiale.

Les commerçants, artisans et domestiques sont bien plus mobiles que leurs voisins agriculteurs. 27% des premiers sont nés en dehors du village, contre 13% des agriculteurs (Annexe 3). On peut émettre l'hypothèse que les commerçants des villages de la vallée montaient chaque semaine pour vendre leurs produits sur le marché, ou bien les villageois se rendaient à Navarrete pour faire leurs courses. Les domestiques quant à elles travaillent à Saragosse, Valence et Barcelone

⁹⁴ Fernandez Asperilla, Ana, "Femmes espagnoles émigrées dans la seconde moitié du XXème siècle. Discours et vie quotidienne", *HistoirePolitique*, n°29, 2016.

pour des familles bourgeoises. Elles apportent ainsi un revenu complémentaire en attendant de se marier. Le service domestique est une pratique courante au canton de Jiloca et se multiplie au cours de la décennie, jusqu'à son apogée au cours des années 1960.

Cependant, même si les commerçants ne sont pas domiciliés au village, il est difficile de l'imaginer sans lieu de sociabilité. Le bar d'Olalla par exemple était situé place de l'Eglise et était tenu par un homme du village. Espace exclusivement masculin, les agriculteurs s'y retrouvaient après le travail pour discuter et jouer aux cartes pendant que les femmes rentraient à la maison s'occuper des enfants⁹⁵. Les bars se situaient-ils dans des barraques informelles que l'on ouvrait pour l'occasion ? Ou bien le tenancier n'était-il pas inscrit comme résident au village. L'école est le deuxième lieu de sociabilité essentiel, qui regroupe la catégorie la plus importante de notre population : les enfants.

2) *L'école, une instance au cœur de la sociabilité du village*

L'école est une institution centrale et incarne la présence de l'Etat. Tous sont doté d'une école publique et obligatoire qui accueille les enfants de 6 à 14 ans. Tous les enfants de cette tranche d'âge sont scolarisés au village. La mixité n'y est pas admise, garçons et filles ont classe

séparément, ce qui nécessite la présence de deux instituteurs au sein d'un même village. Cette photo datée de 1957 montre une classe de petites filles accompagnées de la maitresse d'école à Olalla. La classe y est unique et non mixte.

Des photos semblables datées des années 1930 et 1940 sont conservées



Figure n°8 : Photo de classe de 1957 de l'école de filles d'Olalla

Source : Fototeca del xiloca

⁹⁵ Sonvella Velasco, Miriam, «La escuela rural (1939 – 1952) y su contexto. Entrevista a una alumna segoviana», *Cabas*, N°17, 2017, p 150 – 167 : dans cet entretien, Felisa raconte un peu la vie dans son village situé dans la province de Ségovie et décrit une vie sociale proche de celle du village d'Olalla.

pour les villages de Lechago et Navarrete del Rio et témoignent de la présence systématique de l'école rurale.

Toutes les institutrices n'y sont pas domiciliées, quatre par exemple habitent à Olalla, deux d'entre eux devant travailler dans un village voisin. Valverde et Cuencabuena accueillent leurs instituteurs respectifs. Pour les autres, ces derniers font certainement les allers-retours ou logent la semaine chez l'habitant. Les femmes sont admises dans l'enseignement primaire, à Hontoria, un petit village près de Ségovie, Dona Pilar impressionnait par son charisme et son autorité. Une femme, avec autant de responsabilité était peu courant à l'époque. Cela impliquait que les familles avaient assez d'argent pour pouvoir se passer de main d'œuvre dans les champs et surtout une avance pour envoyer leur fille étudier en ville. Dona Pilar était une fille de grands propriétaires terriens et vivait à Ségovie, la ville la plus proche⁹⁶. Les classes par niveaux étaient réservées aux villes. A la campagne, tous les âges étaient présents dans une même classe. Les plus petits apprenaient à compter, lire et écrire, tandis que les plus âgés se concentraient sur les mathématiques, la littérature et aussi la religion, qui constituait une matière à part entière. A la fin de la classe, les enfants partaient rejoindre leurs parents pour les aider au champs ou à la maison. En période de récolte, l'école fermait et s'adaptait au rythme de travail des familles. A quatorze ans, les enfants recevaient leur certificat d'étude, peu nombreux sont ceux qui ont continué les études. Envoyer ses enfants étudier en ville demandait une petite avance et surtout, signifiait la perte d'une aide au champ. Andres lui a bénéficié d'un programme éducatif lui permettant d'accéder à une formation professionnelle et d'obtenir le grade d'ingénieur technicien. Il étudie ainsi à Teruel dès 1949 à 1953, puis de 1956 à 1958, il étudie l'ingénierie à Barcelone grâce à une autre bourse d'étude. Selon lui beaucoup d'enfants auraient bénéficié de ce programme. L'été, il rentrait au village pour aider aux récoltes et reprenait la vie d'enfants de paysan.

Dans les registres, toutes les personnes nées avant 1900 sont illettrés. A Hontoria, Felisa se souvient que ses parents ne pouvaient pas l'aider pour ses devoirs car personne à la maison ne savait lire dans les années 1940⁹⁷. L'éducation préoccupe les pouvoirs publics depuis le milieu du XIX^e siècle. Les écoles s'implantent d'abord en ville et creusent les inégalités spatiales déjà bien connues. Malgré la création du Ministère de l'Instruction publique en 1900, la garantie des salaires pour les enseignants et la construction d'écoles, l'Espagne reste au début du XX^e siècle un pays où l'illettrisme sévit. Les premières années du franquisme bénéficient de

⁹⁶ Sonvella Velasco, Miriam, « La escuela rural (1939 – 1952) ... » *op.cit*

⁹⁷ Sonvella Velasco, Miriam, « La escuela rural (1939 – 1952) ... » *op.cit*

la lutte menée par les intellectuels comme le pédagogue Felix Marti Alpera et la seconde république pour l'implantation d'école dans les campagnes. Elles se sont multipliées et presque chaque village en possède désormais une. Mais les locaux sont insalubres en raison du manque de moyens des mairies. Ce n'est qu'à la moitié des années 1950 que le plan de construction du ministère de Ruis Gimenez que le régime tente de remédier au manque d'infrastructures⁹⁸. L'école applique la doctrine du régime et entretient des liens forts avec la paroisse. L'Eglise et l'école sont en effet les deux institutions les plus présentes aux villages, les deux instances qui rappellent la présence de l'état au village.

3) *Un faible contingent de fonctionnaires*

Seulement 4% de la population active sont des fonctionnaires. Leur présence est déterminée par la taille du village, expliquant pourquoi se concentrent à Olalla et Lechago plus de la moitié des fonctionnaires recensés. Par exemple, Navarrete del Rio accueille un juge de paix. Le garde – forestier et les cantonniers doivent quant à eux travailler à échelle d'un groupe de village, expliquant leur absence dans chaque commune.

La ligne de chemin de fer Caminreal – Saragosse attire les cheminots à Lechago, Cuencabuena et Navarrete del Rio. Construite en 1933, elle relie les localités marginalisées à la capitale aragonaise en rejoignant la ligne Saragosse – Teruel – Valence, encore en activité aujourd'hui. La petite ligne Caminreal Saragosse fut un grand progrès pour la province permettant de désenclaver un temps des villages isolés des principaux axes routiers. La présence d'une gare permet aussi de dynamiser l'économie comme à Calamocha, qui concentre l'activité industrielle à échelle du canton⁹⁹. Le gendarme, le prêtre et l'instituteur sont autant de figure qui rappellent la présence de l'Etat au village. Ces fonctionnaires de terrain ne restent pas longtemps. En effet, 39% (Annexe 3) d'entre eux ne sont pas natifs du village et changent de domicile au cours des années 1950.

Les secrétaires quant à eux travaillent pour la mairie. Le régime désigne au préalable plusieurs candidats parmi lesquels les habitants doivent choisir. Miguel Angel Gimenez Martinez insiste sur le désaveu de la population au moment des élections municipales, qui ne voyait pas l'intérêt d'aller voter pour un maire nommé par le Gouvernement. Ces élections ne sont que des « épisodes administratifs », auxquels les villageois portent peu d'intérêt¹⁰⁰. Ils font en effet preuve de

⁹⁸ Hernandez Diaz, Jose Maria, « La escuela rural en la España del siglo XX », *Revista de educación*, Extra n°1, 2000, p 113 – 136

⁹⁹ Garcés Peria, Javier, “Cien años de ferrocarril en la comarca de Calamocha”, *Xiloca*, n°20, 1997, pp. 201-211

¹⁰⁰ Giménez Martínez, Miguel Ángel, *El estado franquista: fundamentos ideológicos ... op.cit*

passivité à l'égard de la vie politique en raison de la violente répression et de la faim qui ont ravagé le pays après la guerre civile¹⁰¹. Dans la province de Teruel, la répression sévit dans le Maestrazgo jusqu'au début des années 1950 et maintient la crainte de la délation et un climat de suspicion qui, à terme, fait de la passivité l'unique moyen de survie¹⁰².

Les sources et les entretiens ne nous ont malheureusement pas permis de reconstituer le climat politique qui régnait dans les villages du canton en 1950. A Bacedas, petit village castillan, le régime impose à la mairie la présence des Hermandad, institution issue de la refonte des syndicats à l'arrivée de la dictature. Composée de fonctionnaires élus pour huit ans, elle possède le bar et contrôle l'irrigation des champs¹⁰³. Le quotidien du village est sous contrôle du régime qui veille et limite toute forme de dissidence.

En 1950 l'Espagne n'est toujours pas sortie de l'après-guerre. Les derniers antifranquiste et la résistance armée sont neutralisés, le pays sort peu à peu de la misère des années d'après-guerre. Le niveau de vie n'a toujours pas rattrapé celui d'avant la guerre civile (1953)¹⁰⁴. Les espagnols des campagnes vivent modestement¹⁰⁵, d'autant plus dans une région aussi excentrée et montagneuse que le canton de Jiloca.

Cette entreprise descriptive a pour but de lever le voile sur la vie sociale des villages. L'activité est tournée vers l'exploitation de la terre par l'entreprise familiale qui respecte la division genrée des tâches. La diversité du monde du travail du canton vient du milieu agricole où cohabitent agriculteurs, fermiers, métayers et travailleurs journaliers. Le statut d'agriculteur est vague et peu précis et empêche de déterminer le statut de chacun des cultivateurs. Si la vie professionnelle est tournée vers l'agriculture, la présence de commerçants et de fonctionnaires montre que le village connaît une vie sociale diversifiée. Le bar, l'épicerie ou encore l'école sont autant d'instances qui assurent la polyvalence de l'activité. La vie au village s'apparente ainsi à celle d'un village de l'Espagne intérieure où le climat est rude et la solidarité familiale primordiale à sa survie.

¹⁰¹¹⁰¹ cité dans Moradiellos Garcia, Enrique, *La España de Franco (1939-1975), política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000

¹⁰² Yusta Rodrigo, Mercedes, *La guerra de los vencidos: el maquis en el Maestrazgo turolense (1940 – 1950)*, prólogo de Julio Llamazares, Publicación de la Institución Fernando el católico, Zaragoza, 2001

¹⁰³ Dehouve Danièle. S. H. Brandes, Migration, Kinship and Community : Tradition and Transition in a *Spanish Village*. In: *L'Homme*, 1976, tome 16 n°1. pp. 179-180

¹⁰⁴ Iranzo Martin, Juan Emilio, "Economía y trabajo, la gran transformación de la sociedad española", *Revista española de investigaciones sociológicas*, n°100, 2002

¹⁰⁵ Sonvella Velasco, Miriam, « La escuela rural (1939 – 1952) ... » *op.cit*

Chapitre 2 : La terre au cœur des relations familiales des sociétés rurales

Les habitants du canton de Jiloca vivent majoritairement du travail d'une terre qui ne leur appartient pas. Ceux-ci doivent trouver leurs moyens de subsistance en dehors de l'exploitation familiale en adoptant le statut de fermier et de métayer. La propriété n'est alors pas une condition nécessaire à la survie des ménages du canton, mais détermine plutôt leur place au sein de la communauté villageoise. Base de l'organisation économique et du système de pouvoir, la propriété foncière possède à la fois une fonction de production, de consommation et de spéculation¹⁰⁶. Dès lors, la terre est surtout ce qui détermine le statut de la famille aux yeux de tous. A cette fonction sociale s'ajoute la question de la préservation du patrimoine familial, souvent présenté comme la variable qui détermine la forme du ménage rural. Or, la moitié des habitants d'Olalla et Collados ne sont pas concernés par cette problématique, ce qui nous invite à réenvisager les liens qu'entretiennent les paysans à la propriété¹⁰⁷. En effet, s'il n'est pas donné à tous et à toutes d'avoir une terre, celle-ci détermine le statut social de chacun et distingue les individus des uns des autres. Nous différencions ici les non-propriétaires des propriétaires puis, en leur sein, les petits des grands. L'entreprise descriptive est ici nécessaire pour saisir la forme des ménages, conditionnée par des facteurs financiers et fonciers. De là, il s'agit de montrer que bien que dispersée, la terre est inégalement répartie et nous offre un échantillon de propriétaire particulièrement hétérogène.

Les cadastres et les registres de population nous permettent de saisir l'état de la propriété et de la population à un moment donné, mais ne nous permettent pas encore d'envisager les mutations. Chaque ménage est identifié à l'aide d'une feuille de famille qui regroupe les habitants par unité de logement. Sa dimension spatiale est utile à l'analyse des liens qui existent entre chaque habitant à un instant précis et les changements qui s'y opèrent. Les ménages ont été codés en fonction de critères morphologiques et d'ascendance. En parallèle, l'étude des propriétaires des villages d'Olalla et Collados a été possible grâce à l'étude des registres cadastraux.

¹⁰⁶ Sabio Alcuten, Alberto, "Cultivadores de democracia: politización campesina y sindicalismo agrario progresista en Espana, 1970 – 1980", *Historia agraria: revista de agricultura e historia rural*, n°38, 2006, p75 - 102

¹⁰⁷ Boudjaaba Fabrice, « L'attachement à la terre, mythe moderne ? » dans Dubet, François, *Léguer, hériter*, La Découverte, 2016, 105 – 119

A) L'organisation des ménages est conditionnée par la solidarité familiale

1) *Le ménage nucléaire, un modèle dominant mais pas majoritaire*

Les ménages nucléaires sont les plus présents aux villages de Valverde (55%), Olalla (60%), Lechago (69%) et El Villarejo (69%) (Annexe 4). Pour David Reher, est considéré comme nucléaire tous les couples, ainsi que les veufs et les veuves, accompagnés de leurs enfants. Dans notre cas, les couples et leurs enfants, sans les veuf.ve.s, représentent à eux-seuls 56% de l'ensemble de la population.

Les modèles familiaux sont fortement déterminés par les pratiques d'héritage. Deux formes se distinguent en Espagne, celui dit « à parts égales », majoritaire dans le canton du Jiloca et celui à « héritier unique ». En Navarre, dans la vallée de Yerri¹⁰⁸, l'héritier unique hérite de tout le patrimoine et reste vivre dans la maison des parents, jusqu'à leur décès¹⁰⁹. Le reste de la fratrie est obligé de partir pour s'installer ailleurs. Les hommes forment un nouveau ménage et s'installent dans une maison indépendante, tandis que les femmes, si elles se marient avec un héritier, partent s'installer chez leur belle-famille. Au contraire, au canton de Jiloca, les frères héritent tous d'une partie du patrimoine et déménagent à leur mariage. Le couple et les enfants forment ainsi un groupe de résidence qui change au court du cycle domestique (mariage, naissance, mariage etc). C'est une des raisons pour lesquelles le mariage constitue un tournant dans la vie du jeune ménage. Les premières épouses apparaissent dans les registres entre 18 et 20ans mais restent des exceptions. Ce n'est qu'à partir de 22 ans que le nombre de femmes mariées augmente. Les hommes eux ne se marient pas avant 24 ans et les premiers sont tous installés indépendamment avec leur femme. La tradition veut qu'après le mariage, le couple ait des enfants et abandonne la maison des parents pour fonder un foyer indépendant, au village¹¹⁰. Durant cette période les parents vivent seuls avec leurs enfants, qui abandonnent à leur tour la maison pour recommencer un autre cycle. Après le mariage, le jeune couple change parfois de commune de résidence, sans partir de la région de naissance et quittent l'exploitation familiale¹¹¹.

La dimension organique de la famille est d'autant plus forte que les habitants agissent au sein de la maison comme une unité de travail et de consommation. Celle-ci peut être fragilisée par la mort du conjoint ou des parents. Des frères et sœurs ont perdu leurs parents et vivent ensemble,

¹⁰⁸ Région montagneuse proche du Pays-Basque espagnol, entre Pampelune et Logroño

¹⁰⁹ Erdozain Azpilicueta, María Pilar, *Propiedad, trabajo y propiedad en la Navarra contemporánea*, Gobierno de Navarra, 1999

¹¹⁰ Reher, David, *Familia, población y sociedad en la provincia de Cuenca (1700 – 1970)*, Siglo XXI de España, Madrid, 1988

¹¹¹ Boudjaaba Fabrice, « L'attachement à la terre, mythe moderne ? » ... *op.cit*

souvent sous l'autorité de l'aîné qui est identifié comme chef de famille. Les fratries avec de grands enfants ont peut-être perdus leurs parents durant la guerre. Les familles monoparentales sont aussi une réalité du canton. Après la perte du conjoint, certains parents se retrouvent seuls à la tête du ménage. Les veufs et les veuves ont entre 41 et 73 ans et vivent avec leurs enfants devenus jeunes adultes. Les autres familles monoparentales ont à leur tête des épouses, qui restent seules avec les enfants de façon temporaire, le mari étant peut-être parti trouver du travail. Les filles-mères restent quant à elle dans la maison des parents et ne s'indépendantisent qu'après le mariage.

2) *L'accueil des parents et des jeunes mariés : une solidarité régie par la matrilinearité*

Si les ménages nucléaires sont dominants, plus d'un tier accueille une ou plusieurs personnes dans le foyer. Les ménages complexes sont temporaires au canton de Jiloca et résultent pour la plupart d'une solidarité familiale intergénérationnelle. Certains accueillent les jeunes couples dans l'attente de leur installation dans un foyer indépendant, d'autres les parents, trop âgés pour rester seuls et enfin des domestiques ou une aide pour le travail au champ. La solidarité familiale est essentielle pour comprendre la présence de familles complexes au canton. Les parents dépendent fortement des enfants bien qu'ils continuent, à la mort du conjoint de s'occuper de leurs biens. Dans le cas où l'usufruit est versé, ils reçoivent en échange une rente leur procurant une certaine autonomie. Ce n'est que lorsqu'ils se retrouvent dans l'incapacité de travailler leur terre qu'ils rejoignent le domicile de leurs enfants. Plusieurs mécanismes sont mis en place pour faciliter l'installation des jeunes couples au village. Le salaire, la naissance d'un enfant, l'accès à la propriété, sont autant de facteurs qui conditionnent la séparation du jeune couple du foyer d'origine. Si la densité de population au village ne permet pas aux plus jeunes de vivre du travail de la terre, ces derniers s'en vont ailleurs et ont moins de chance de contracter un mariage au village natal¹¹².

Les ménages à ascendance matrilineaires sont plus nombreux que les ménages patrilinéaires. Il est courant de voir des hommes s'installer au domicile de leurs épouses tout comme de voir un parent maternel déménager chez sa fille. Paradoxalement, dans une société où les hommes sont à la tête de l'entreprise familiale et de la maison, ce sont les femmes qui créent le lien et maintiennent la solidarité dans les ménages. Cette remarque tend à revaloriser la place des femmes au sein de la structure de la famille rurale du canton de Jiloca. Au village de Collados et de Cuencabuena, les foyers à ascendance matrilineaire représentent 26% et 29% de l'ensemble,

¹¹² Reher, David, *Familia, población y sociedad ... op.cit*

contre 33% et 41% (Annexe 4) pour les ménages nucléaires. Ces derniers sont donc toujours dominants mais plus majoritaires et cohabitent avec plus d'un quart de foyers matrilineaires. En d'autres termes, les ménages complexes représentent à Cuencabuena 59% du total et 62% à Collados¹¹³. Au canton, les couples sont autant accueillis par leurs parents que les parents ne s'installent chez leurs enfants. Cette différence au sein d'espaces aussi restreints que les villages montrent que l'organisation familiale dépend d'un ensemble d'arbitrages propres à chaque foyer.

3) *Les familles composites : une aide économique temporaire.*

Les familles composites sont des familles complexes qui accueillent des personnes extérieures pour des raisons économiques. Les fonctionnaires, de passage, habitent parfois chez l'habitant, les domestiques aident à la maison les familles plutôt aisées, tandis que les travailleurs journaliers sont employés pour faire paître le bétail ou appelés en renfort durant les récoltes. La taille des foyers dépend des variables démographiques de la famille, de l'âge de départ des enfants et du poids du service domestique. L'emploi d'aides agricoles et domestiques n'est pas une pratique très répandue au canton et la province voisine de Cuenca par exemple ne comptabilise aucune aide domestique, bien que la structure sociale et familiale soit semblable à celle des villages¹¹⁴. Dès lors, la présence de domestiques et de travailleurs journaliers est-elle synonyme d'aisance économique ? Concernant les domestiques certainement, les travailleurs journaliers toutefois sont souvent des membres de la famille, des neveux ou des frères, qui viennent en renfort. Dans ce cas, l'aisance économique du ménage doit être relativisée et n'implique peut-être pas de contrepartie monétaire. Rappelons que Paco et Andres ont insisté sur l'absence de riche au canton et de la présence de grands propriétaires qui embaucheraient plusieurs domestiques.

Si à court termes les ménages complexes représentent une part non négligeable des ménages, ils ne semblent exister que par la présence de travailleurs extérieurs. Sur le long terme, le modèle familial nucléaire prime donc sur les autres types de ménages, faisant de lui le modèle dominant.

B) Dispersion de la terre et concentration de la propriété, le paradoxe de la propriété du canton

Dans une société agricole comme le canton de Jiloca, la terre est « la condition même de [son] existence »¹¹⁵ et de sa survie. Avoir en possession une parcelle à cultiver est gage de stabilité et assure le statut social de la famille.

¹¹³ Somme des ménages matrilineaires, patrilinéaires et composites

¹¹⁴ Reher, David, *Familia, población y sociedad ... op.cit*

¹¹⁵ Duby, Georges et Wallon Armand, *Histoire de la France rurale ... op.cit*

1) La dispersion des parcelles

Olalla comptabilise 1937 parcelles dont 1544 se destinent à la culture céréalière, 35 à la culture en terres irriguées, 30 à la vigne, 92 à l'élevage et 230 à d'autres fonctions comme l'habitat, la circulation ou l'exploitation du bois. La petite taille des parcelles agricoles témoigne de l'éclatement de la propriété au canton de Jiloca. La moitié d'entre elles font moins d'un hectare et sont pourtant les plus grandes du canton ; 50% des terres irriguées font moins 0,06 hectares et celle d'élevage, moins de 0,26 hectares¹¹⁶.

Parcelles agricoles	Collados (b)	Olalla (a)
Médiane surface agricoles	0,85	0,725
Minimum	0,0028	0,008
25%>	0,3625	0,725
50%>	0,85	0,390625
75%>	1,659375	1,3375
Maximum	393,3375	362,225

N (a) = 1544 et N (b) = 495

Figure 9 : Répartition en quartiles de la surface des parcelles agricoles en 1953 (b) et 1955 (a) en hectares¹¹⁷

D'après ce tableau, les parcelles sont légèrement plus grandes à Collados qu'à Olalla mais la moitié n'atteint pas non plus l'hectare. Dans le second village, la plupart des parcelles sont dédiées à l'agriculture céréalière (495) puis à l'élevage (73) et aux divers (habitat, routes, bâtiments agricoles). La différence vient surtout de la diversification de la production d'Olalla¹¹⁸ où les grands propriétaires possèdent un peu de vigne et des terres irriguées. Seuls ceux de plus de vingt hectares possèdent des espaces de production alternatifs aux céréales et les petits ne semblent pas en capacité de la diversifier. Proches d'un cours d'eau ou d'une source, les terres de maraichage sont rares et précieuses dans un espace aussi sec que la province de Teruel. Plutôt petites, leur taille est cohérente avec la complémentarité des espaces voulu par l'organisation agro-silvo-pastorale des villages du Jiloca. La diversification est ainsi signe de pouvoir à Olalla et la spécialisation symptomatique de l'impossibilité d'investir dans un autre type de production.

¹¹⁶ La démarche consistant à calculer la répartition par quartiles de la surface des parcelles agricoles est appliquées aux autres types d'espace que sont l'élevage et les terres irriguées

¹¹⁷ Le cadastre d'Olalla est publié en 1955 et celui de Collados en 1953

¹¹⁸ Voir le tableau qui suit

A Collados, la richesse se limite à la concentration de parcelles céréalières. De plus, le S.I.G illustre bien l'éclatement de la propriété des espaces de transmission égalitaire où chaque enfant reçoit une parcelle (Annexes 18 et 19). Les deux parcelles cartographiées sont majoritairement céréalières et ne présentent pas d'espace de montagne, vastes et inoccupés.

A plusieurs reprises, les entretiens évoquent l'absence de grand propriétaire, la répartition équitable des terres ou encore la possession par tous d'une parcelle. Toutes ces hypothèses sont infirmées par le registre cadastral. Les 1937 parcelles d'Olalla sont aux mains de 126 propriétaires dont seulement 70 sont inscrits au registre de population du village en 1950 (Annexe 5). A Collados, la terre est distribuée entre 50 propriétaires (hors Eglise et pouvoirs publics) dont moins de la moitié résident au village (Annexe 6). Il s'agit donc ici d'approfondir le thème de la répartition foncière en étudiant la distribution de la terre par propriétaire. Pour cela, nous avons saisi l'intégralité des registres cadastraux de Collados et Olalla, deux villages aux structures familiales et aux dynamiques d'exode rural distinctes. Leur comparaison est intéressante pour envisager les différences internes à un espace.

2) La concentration des terres aux mains de quelques familles

Pour définir la place des propriétaires au sein du canton, il nous a fallu mettre en place une typologie proche de sa réalité sociale et foncière. Rappelons que la taille des parcelles agricoles de Collados et Olalla sont contraintes par la moyenne montagne du Cucalon.

Après avoir identifié le facteur de richesse, nous avons hiérarchisé par village les propriétaires en fonction de leur production (grands propriétaires céréaliers) puis identifié combien chacun possédait en hectares. Cette répartition exclu les pouvoirs publics (commune, Etat) et l'Eglise. Nous les avons à cette occasion trié par prénoms et noms puis supprimé les doublons afin d'évaluer la dispersion de la surface possédées par personne.

Surface / propriétaire céréalier	Olalla (a)	Collados (b)
Minimum	0,0154	0,0055
25%>	1,4775	1,439375
50%>	7,494	6,13615
75%>	23,7905	19,55005
Maximum	1275,65	120,19

N(a)= 126 et N(b) = 50

Figure 10 : Dispersion de la surface possédée par propriétaire en 1953

Il en résulte que la population étudiée est hétérogène et faite de très petits et très grands propriétaires. Au village d'Olalla, les très grands semblent bien plus conséquents qu'à Collados, où le plus important possède 120 hectares, contre 1 275 pour Olalla. De plus, environ la moitié de la population des deux villages possède moins de 10 hectares, traduisant d'abord la forte présence de propriétaires de taille moyenne, puis, les inégalités en leur sein. Celles-ci mettent en valeur les différences de niveaux de vie au sein des agriculteurs détenteurs, dont les plus petits doivent avoir une vie plus proche de celle d'un travailleur journalier que d'un possédant de taille moyenne.

Si l'on reprend la typologie de Georges Duby, est considérée comme petit propriétaire toute personne possédant moins de 10 hectares et comme moyen toute personne en possédant entre 20 et 50. Or, à échelle du canton, une personne détenant entre 5 et 20 hectares est plutôt bien dotée et considérée comme un propriétaire de taille moyenne. Il en résulte la typologie suivant : les tous petits sont les mêmes que ceux de *l'Histoire de la France rurale*¹¹⁹ et possèdent moins d'un hectare, les petits possèdent entre un et cinq hectares et se situent entre le premier et le deuxième quart. Viennent ensuite les moyens qui s'échelonnent entre six et vingt hectares, puis les grands qui appartiennent au dernier quart et possèdent plus de vingt hectares. Enfin, nous avons tenu à conserver la distinction entre les grands et les très grands, qui possèdent eux plus de cinquante hectares.

¹¹⁹ Duby, Georges, « Le salaire, l'enfant, la terre » dans Duby, Georges et Wallon Armand, *Histoire de la France rurale ... op.cit*

Classification des propriétaires en fonction de la taille des parcelles possédées	
Tout petit propriétaire	Inférieur à 1 ha
Petit propriétaire agricole	Entre 1 et 5 ha
Moyen propriétaire agricole	Entre 5 et 20 ha
Grand propriétaire agricole	Entre 20 et 50 hectares
Très grand propriétaire agricole	Plus de 50 hectares

Figure 11 : Classification des propriétaires en fonction de la taille des parcelles possédées

Nous avons ensuite détaillé au sein des exploitants céréaliers les spécificités de la production. Chaque détenteur est caractérisé par sa taille en suivant la catégorie ci-dessus puis par le type de production en sa possession. Ceux en possession de productions cérésières et de terres irriguées sont indiqués comme mixtes.

A Olalla comme à Collados les exploitations de moyenne et petite taille sont dominantes, mais pas majoritaires. Dans le premier, les petits propriétaires sont majoritaires et représentent presque un tiers de l'ensemble (Annexe 5), contrairement au second où ce sont les exploitations de taille moyenne qui représentent plus d'un tiers de la population (Annexe 6). Les possédants moyens sont présents dans une même proportion dans les deux villages à hauteur de 34%. La différence vient des grands qui représentent une part plus importante de la population qu'à Olalla (18% contre 13%). Ces derniers possèdent plus de cinquante hectares de céréales auxquels s'ajoutent une parcelle de terre irriguée et parfois un peu de vigne. Un seul seulement détient un espace de montagne qui accroît fortement la taille de son domaine. L'absence de cohérence dans la répartition de la terre et sa dispersion montre que le patrimoine de chacun s'est construit au grés des opportunités et résulte de l'agrégation de petites parcelles, conséquence directe d'un long processus de recomposition foncière. A long terme, en France comme en Espagne, la fin du XVIIIème siècle est marqué par la redistribution des terres du Clergé et de la Noblesse qui aboutit un siècle plus tard en France à la disparition des toutes petites et très grandes exploitations au profit des moyennes. Familiales, ces exploitations sont assez grandes pour subvenir aux besoins de la famille, mais en même temps trop petites pour que soit employée une main d'œuvre extérieure à la familiale et deviennent le mode d'exploitation dominant¹²⁰. En Espagne, les terres improductives sont vendues aux enchères entre 1798 et 1924, au cours d'un processus appelé

¹²⁰ Duby, Georges et Wallon Armand, *Histoire de la France rurale ... op.cit*

de zamortización. Le rachat des parcelles favorise la petite bourgeoisie et la privatisation des terres communales¹²¹. L'accumulation devient une stratégie d'enrichissement pour les ménages du début du siècle, qui par un système de rachat et d'héritage, agrandissent le patrimoine familial. A court terme, la guerre civile espagnole favorise l'exploitation directe de la terre et les propriétaires voient leurs bénéfices revalorisés par le marché noir. Les locataires sont expulsés et de nombreuses terres, confisquées à la sortie du conflit, sont rachetées¹²². La concentration des terres du canton aux mains d'un nombre réduit de famille, nuance l'idée d'une répartition égale des terres, souvent évoquée lors de nos entretiens.

3) *La gestion des montagnes par la commune*

Néanmoins, le plus grand propriétaire de ces deux villages reste la commune qui détient 1 358 et 579 hectares à Olalla et Collados. Publiques, les terres communales sont accessibles à tous et se répartissent entre montagnes, pâturages, forêts et cultures céréalières. Leur exploitation est régulée par les plans d'approvisionnement forestiers, publiés annuellement par chaque province dans le Bulletin officiel¹²³. Vastes et incultes, les flancs de montagnes sont utilisés pour la chasse, l'élevage, et la coupe de petit bois pour le chauffage. Les ménages s'enrichissaient aussi en accédant à de nouvelles terres et augmentent la surface cultivable de leurs exploitations en défrichant les terres inhabitées des montagnes¹²⁴. Le village de Collados est quant à lui entouré d'une forêt de pins, rare dans le canton, où les villageois récoltaient de la résine. Celle de chêne rouvre, plus dense et humide, est utile pour toute autre activité citée auparavant. Les montagnes assurent ainsi la pluriactivité de communauté rurale (chapitre 1) et font la richesse des ménages qui n'ont pas assez de terres pour subvenir à leurs besoins.

Les montagnes publiques sont encore nombreuses au début du XX^e siècle malgré le processus de privatisation du XIX^e siècle. En effet, celui-ci n'a pas touché le pays de façon homogène et la Cantabrie, la Navarre, Leon possèdent encore en 1926 presque la moitié de leur plan parcellaire en terres communales. A Saragosse, ce sont un tiers des terres de la province qui appartiennent à la commune¹²⁵. Leur usage est conditionné par des structures de classe et soumis au bon vouloir des élus locaux. En effet, la propriété collective n'assure pas que les bénéfices de

¹²¹ Sabio Alcuten, Alberto, "Cultivadores de democracia: politización campesina y sindicalismo agrario progresista en España, 1970 – 1980", *Historia agraria: revista de agricultura e historia rural*, n°38, 2006, p75-102

¹²² Sabio Alcuten, Alberto, "Cultivadores de democracia ..." *op.cit*

¹²³ García Canadá, Ricardo, «El problema hidrológico-forestal en la cuenca del río Jiloca» cité dans l'article "Monte" du site *Xilopedia*

¹²⁴ Jiménez Blanco, José, «Los montes públicos en la España contemporánea: la cara oculta de la propiedad»

¹²⁵ Iriarte Goñi, Inaki, "La pervivencia de bienes comunales y teoría de los derechos de propiedad. Algunas reflexiones desde el caso navarro (1855 – 1935)", *Historia agraria*, n°15, 1998, p113 - 142

montagne soient reversés à la communauté et n'assurent pas le droit d'usage plein et entier par les habitants. Celles aux alentours d'Olalla et Collados sont publiques, et dépendent donc du bon vouloir des élus locaux, à un moment où la guérilla peine à s'éteindre dans les montagnes voisines du Maestrazgo, qui offraient une cachette idéale aux opposants armés du régime. De plus, l'autarcie et l'isolement international empêchent l'Etat d'importer du bois jusqu'au début des années 1950, à l'origine d'une politique de reforestation massive avec pour objectif l'autoproduction¹²⁶. Ainsi, les montagnes deviennent des espaces à exploiter sous le franquisme, bien loin des intérêts des communautés villageoises et n'échappent pas aux logiques productivistes du régime.

C) Le dilemme de l'héritage : le partage équitable au prix du démembrement ?

Dans un espace où le statut social d'un paysan est conditionné par le nombre de terres en sa possession, nous nous penchons ici que les modalités d'accession à la terre et sur les stratégies familiales mises en place (ou non) pour conserver le patrimoine familial. Plus largement, il est question de replacer l'étude de la propriété dans le contexte familial d'un canton où chaque enfant en hérite d'une partie et aucun n'est censé, selon la tradition, être laissé de côté.

1) *L'accession tardive à la terre*

Être propriétaire à Olalla et Collados est un privilège. La plupart des propriétaires qui résident aux villages sont agriculteurs¹²⁷ mais ne représentent qu'une faible part de l'ensemble de la profession. Sur l'ensemble des agriculteurs d'Olalla, 55% des agriculteurs du village sont propriétaires contre 37%¹²⁸ pour Collados qui compte nettement plus de grands propriétaires. Au minimum la moitié des agriculteurs travaillent donc la terre d'un autre.

Si l'on se concentre sur les exploitants résidents, la majorité sont soit agriculteurs, soit sans activité. Les hommes sont largement majoritaires et les femmes n'ont accès à la propriété qu'à la mort de leur mari ou n'héritent que d'une micro-parcelle. Les veuves se retrouvent alors avec

¹²⁶ Iriarte Goñi, Iñaki, «La regulación de los montes privados españoles (1855 – 1977)», *Revista electrónica de geografía y ciencias sociales*, Universidad de Barcelona, n°440, 2013

¹²⁷ Si l'on se concentre sur l'échantillon des propriétaires connus de Collados, 13 sur 23 sont agriculteurs, 1 est travailleur journalier, deux sont non renseignés et 7 sans activité (personnes âgées et femmes) ; à Olalla, 47 propriétaires résidents sur 49 sont agriculteurs, 1 est commerçant, 2 sont fonctionnaires, 3 sont journaliers, 14 sont sans activité et 2 sont scolarisés.

¹²⁸ Sur les 85 agriculteurs d'Olalla, 47 sont propriétaires soit 55,29% de l'échantillon des agriculteurs ; Sur les 35 agriculteurs de Collados, 13 sont propriétaires, soit 37, 14%.

de très grandes exploitations à gérer, alors que les terres des épouses doivent être gérées par leur référent légal.

Dès lors, les hommes se partagent les propriétés des villages et y accèdent relativement tard comment le montre le tableau suivant :

Âge	Olalla (a)	Collados (b)
Minimum	11	15
<25%	39	32
<50%	45	43
<75%	57,5	55
Maximum	80	74
Moyenne	47	44

N (a) = 139 et N (b) = 55

Figure 12 : Tableau de répartition par âge des propriétaires des villages de Collados et Olalla en 1950¹²⁹

Si l'on calcule leur répartition par âge, la moitié de l'échantillon a entre 40 et 60 ans à Olalla et entre 32 et 55 ans à Collados. Ils sont plus jeunes dans le second village, les premiers ne le sont pas pour la plupart avant quarante ans et doivent attendre plus de dix ans pour hériter. Victor Perez Diaz étudie au printemps 1966 les rapports qu'entretiennent les paysans avec les ouvriers agricoles d'Extrémadure¹³⁰. Par paysan l'auteur entend celui qui possède la terre en capacité d'employer la main d'œuvre supplémentaire. Avec une moyenne d'âge de 50 ans, les paysans sont plutôt âgés. Aucun d'entre eux n'a moins de 25 ans et c'est entre 35 et 64 ans que se concentre l'effectif. Si les paysans d'Extrémadure sont propriétaires, alors eux-aussi accèdent tardivement de la terre. Il est aussi avéré qu'avant 35 ans, les sans terres n'aient pas économisés assez d'argent pour pouvoir s'acheter une petite parcelle. L'accession à la terre est peut-être une étape dans la vie des paysans, qui après avoir travaillé dur réussissent à investir.

Certains ménages attendent parfois plus de dix ans pour pouvoir exploiter une terre qui est la leur. Les premiers mariages s'observent au canton entre 25 et 30 ans chez les hommes et constituent un moment clef de la vie des deux familles. C'est à ce moment-là que sont décidées

¹²⁹ Ce tableau a été fait à partir des données saisies du cadastre des villages respectifs datant de 1954.

¹³⁰ Perez Diaz, Victor, "Movilidad social de campesinos extremeños" dans Perez Diaz Victor, *Pueblos y clases sociales en el campo español*, Siglo Veintiuno, Madrid, 1974

les modalités de la succession et de la gestion du patrimoine légué¹³¹. Dans les régions où domine la pratique de l'héritage à part égale, la division du patrimoine se fait, théoriquement, sans se préoccuper de la continuité patrimoniale. Chaque enfant reçoit au moment de l'héritage un bout de terre, au même titre que le reste de la fratrie. Les enfants accèdent au patrimoine à la mort des parents, ce qui pourrait expliquer que la passation se fasse aussi tard. Pendant ce temps, ces derniers vivent avec la dot, exploitent la parcelle attribuées par leurs parents au moment du mariage ou tout simplement travaillent comme fermiers et métayers¹³². Parfois, les parents au moment du mariage d'un fils perdaient les bénéfices de la terre mais en restaient maître. En somme, les pratiques d'héritage ne répondent pas à des normes strictes mais dépendent plutôt des possibilités et des opportunités de chacun à un instant donné. Familles complexes et nucléaires n'utilisent pas la même stratégie pour assurer la reproduction du patrimoine familial. Répartir équitablement sa terre dépend de l'importance accordée au patrimoine et des opportunités qui se présentent à petite échelle pour compenser la division de la terre¹³³.

2) *Conserver ou non l'unité du patrimoine*

L'absence de source notariale concernant les transactions patrimoniales ne permet pas d'étudier exhaustivement les stratégies mises en place par les habitants du canton. Les seules visibles sont celles des fratries, soit les personnes ayant les deux noms de famille identique, que nous avons identifiées parmi la population des propriétaires. Dans les deux villages, presque la moitié d'entre-eux ont au moins un frère ou une sœur propriétaire.

Dans le village de Collados, nous isolons deux cas de figures concernant la répartition de la terre entre fratries. Dans le premier, l'héritage se fait en faveur d'un fils qui reçoit la majorité du patrimoine familiale, tandis que les autres, héritent d'une surface moindre. Dans le second cas, les plus petits propriétaires dotent leurs deux fils de deux petites parcelles. L'un des deux ne réside alors pas au village, certainement à la suite d'un arrangement au sein de la fratrie. Il se peut que le choix d'attribuer un héritage plus important à un enfant dépende du critère de résidence. Les parents cherchaient en effet à transmettre les droits sur la terres à celui qui en vivrait dans le but d'assurer la pérennité de la propriété foncière¹³⁴. Les héritiers les moins dotés des familles plus aisées ne résident pas non plus au village bien qu'ils soient propriétaires. A

¹³¹ Béaurd, Gérard, « Le contrat de mariage dans les sociétés européennes. Enjeux familiaux et pratiques des acteurs », *Annales de Démographie Historique*, 121, 2011/1, avec introduction p. 5-21

¹³² Otegui Pascual, Rosario, "Aspectos antropológicos de la casa en la provincia de Teruel" ... *op.cit*

¹³³ Sabio Alcuten, Alberto, *Los mercados informales de crédito y tierra en una comunidad rural aragonesa (1850 – 1930)*, Estudios de historia económica, n°34, 1996, 9 - 201

¹³⁴ Sabio Alcuten, Alberto, *Los mercados informales de crédito* ... *op.cit*

Olalla, la répartition au sein des fratries est encore plus polarisée. Un enfant devient grand propriétaire au détriment des autres qui héritent de parcelles de taille moyenne, voire de petite taille. C'est en effet valable pour sept fratries sur huit.

Si l'on regarde la répartition des fratries à l'aide du S.I.G (Annexes 20 et 21), nous observons qu'elle n'est absolument pas le résultat d'une stratégie de maintien de l'unité du patrimoine. Favoriser un enfant n'a pas d'impact sur la recomposition des terres qui restent toujours aussi dispersées. Au contraire, il semble que l'héritage à parts égales n'ait cessé de diviser les terres familiales.

3) Les tous petits propriétaires, les grands absents

Au cours de la saisie du registre cadastrale, tous les propriétaires n'apparaissant pas dans le registre de population de 1950 ont été considérés, comme non résident. Les enfants les moins bien dotés des sont souvent absents contrairement aux moyens, grands et très grands qui eux résident au village. La terre semble ici être un facteur de stabilité et une stratégie pour fixer l'héritier au village. L'aisance avec laquelle vivent les grands propriétaires d'une région où la terre est le principal signe de richesse¹³⁵ justifie certainement leur présence, comme en témoigne l'absence d'information des tableaux aux annexes 5 et 6

A Olalla, 59% des petits propriétaires et 76% des tous petits ne résident pas au village. En 1950 à Collados, ce sont 82% et 73% qui sont partis. Dans les deux cas, la propension à résider au village augmente avec la taille de l'exploitation. Les petits propriétaires devaient vendre leur force de travail ou louer des terres en plus afin de vivre décemment. Ces derniers avaient plus de raisons d'être mobiles pour vendre leur force de travail ou pour louer des terres à meilleur prix que les grands propriétaires vivant des bénéfices de leur patrimoine.

Par ailleurs, certains petits propriétaires sont en fait issus de familles aisées. Au sein des fratries, les enfants les moins bien dotés (un hectare) sont partis, contrairement aux plus importants qui restent au village. Peut-être est-ce une stratégie pour assurer la continuité du patrimoine ou peut-être les parents choisissent-ils simplement celui se sédentarise pour exploiter les terres. La résidence est en effet une des variables les plus importantes à la transmission du patrimoine, les parents préférant le céder à celui qui en vivrait et qui serait en mesure de le faire fructifier. Le profit tiré de la terre ne se limite pas à sa mise en culture et s'étend au processus de vente / achat

¹³⁵Jimenez Blanco, Jose, «Los montes públicos en la España contemporánea: la cara oculta de la propiedad», *Noticario de historia agraria: Boletín informativo del seminario de historia agraria*, Año nº 2, Nº 2, 1991, págs. 27-34

sur le marché foncier. Alberto Sabio Alcuten met en évidence la corrélation entre héritage égalitaire, activité du marché foncier et l'implantation de la pratique de la location de la terre¹³⁶. En effet, la terre est un bien mobile, qui fait l'objet d'achats, de locations et de reventes et qui compose le patrimoine familial. Certains la louent à un moment où cette pratique est avantageuse et permet la mise en valeur des terres familiales. La pratique de l'héritage à part égale se plie ainsi aux opportunités du marché qui conditionne sa répartition au sein des ménages. Favoriser un enfant revient à favoriser l'unité de la gestion patrimoniale et la réactivité de celui qui s'en occupe.

Enfin, les comportements diffèrent d'un bien à un autre¹³⁷. Les maisons se transmettent en héritage, contrairement aux terres qui sont vendues d'une année sur l'autre. Les familles n'accordent par la même valeur aux biens en autre parce que la maison est leur logement jusqu'à la fin de leurs jours. La maison est le cœur du patrimoine familial, comme nous pouvons le constater encore aujourd'hui. Y renoncer c'est renoncer à un mode de vie décent pour beaucoup de personnes âgées, qui n'ont pas de retraite suffisante. Cette remarque est véridique dans les ménages nucléaires chez qui les parents en fin de vie s'installent pour avoir une aide. Ils quittent alors leur maison de toujours au moment où il leur est impossible de vivre seul.

Le canton de Jiloca est un espace pluriel où la morphologie des ménages et leurs pratiques diffèrent selon les villages et les familles. Les logiques internes à chacune dépendent des opportunités et des arbitrages, eux-mêmes conditionnés par leur statut au sein de la communauté rurale. Statut qui relève de variables comme le sexe, l'âge et la classe sociale. En 1950, les inégalités sont belles et bien présentes sur ce territoire où il est rare de posséder un lopin suffisant à la survie de sa famille. Beaucoup d'agriculteurs louent et travaillent une parcelle qui ne leur appartient pas et se distinguent ainsi des propriétaires, qui forment eux aussi un échantillon hétérogène. La dispersion de la terre n'est en effet pas synonyme de répartition équitable. Quelques familles en concentrent une partie alors que les plus petits mènent une vie semblable à celle d'un métayer. L'attachement à la terre n'est pas inhérent au statut de propriétaire et nous sommes bien loin des sociétés où règnent en maître les petits propriétaires, égalitaires, si souvent décrites dans les entretiens.

¹³⁶ Sabio Alcuten, Alberto, *Los mercados informales de crédito ... op.cit*

¹³⁷ Boudjaaba Fabrice, « L'attachement à la terre, mythe moderne ? » ... *op.cit*

Chapitre 3 : Un espace potentiellement exploitable : le canton du point de vue de l'administration

De la guerre civile à la fin de la dictature, l'Etat travaille à industrialiser le pays. La propagande que le régime déploie en exaltant les campagnes est une stratégie employée auparavant par l'Italie fasciste pour cacher les projets de grands travaux du pays. La concentration parcellaire, les barrages de la province de Huesca, le plan Badajoz de 1951 sont autant de travaux qui témoignent de la dynamique planificatrice et « développementaliste »¹³⁸ des années 1950 – 1970.

Rien de tout cela n'a lieu au canton de Jiloca. Il a été nécessaire de changer d'échelle afin d'intégrer notre étude à un ensemble géographique plus vaste, celui de la province où les politiques d'aménagement brillent par leur absence. Aucune ressource exploitable dans la province de Teruel ne justifie une quelconque intervention, voire un quelconque intérêt du régime. Les plans d'aménagement, les circulaires concernant l'aménagement nous informent tout de même des logiques internes à l'administration et du changement de paradigme politique et économique qui s'opèrent au cours de la période étudiée. Il est intéressant ici de comparer les sources administratives recueillies de 1950 et de 1960 afin de souligner les continuités et les ruptures qui ont lieux entre ces deux décennies. La planification autoritaire et la création d'un contexte favorable à l'urbain contrastent fortement avec le désintérêt de l'administration pour la province de Teruel.

A) La connaissance du monde rural, un défi majeur pour l'administration franquiste

Avant d'entreprendre l'aménagement d'un espace, toute administration tache de prendre connaissance du terrain concerné. Les enquêtes sont couramment utilisées par l'administration, les entreprises et les scientifiques pour connaître la réalité sociale du monde qu'ils organisent, emploient et étudient. Cette source traditionnelle est un outil utile pour connaître la réalité sociale. De plus, « enquêter sur les enquêtes » est une démarche efficace pour comprendre « les cadres normatifs qui s'imposent aux pratiques »¹³⁹ comme nous le montrent ces deux enquêtes étudiées, qui mettent en lumière le changement de logique qui s'opère en l'espace de dix ans au sein de l'état franquiste.

¹³⁸ Coral Broto Pablo, «De la plainte légale à la subversion environnementales, l'aménagement des rivières dans l'Espagne franquiste », *Vingtème siècle*, n°113, 2012

¹³⁹ Chessel, Marie-Emmanuelle, et Sophie Dubuisson-Quellier. « La consommation au XX^e siècle : enquêtes, savoirs, pratiques », *Les Études Sociales*, vol. 169, no. 1, 2019, pp. 5-19

Ces deux dernières répondent à une problématique commune de connaissance du monde rural. La première enquête conservée dans le fond des correspondances pour l'aménagement du territoire du gouverneur civil de Teruel¹⁴⁰ concerne les infrastructures de trente-huit villages dispersés dans toute la province. Nous n'avons en notre possession que les formulaires d'enquête (et non pas les résultats) qui ont permis aux agents du conseil provincial pour l'aménagement économique et social de la mener à bien. Ces documents comportent plusieurs questions définies au préalable par l'administration, auxquelles les villages doivent répondre. Ils se divisent en six parties qui dans l'ordre sont les « aménagements hydrauliques », « les aménagements de colonisation locale », « la construction d'infrastructures et de pavage », « les communications », « la reforestation » et les « installations électriques ». Les questions posées sont les mêmes pour chaque village, les plus générales appellent à une réponse par oui ou non (« La construction d'un pont vous-intéresse-t-elle ? »), tandis que les plus précises demandent une réponse détaillée (« Veuillez détailler les caractéristiques des travaux qu'il vous intéresserait de réaliser »). Chaque formulaire étant identique, l'administration centrale a certainement dû les rédiger en suivant un cahier des charges très précis, lui-même défini à partir de plusieurs critères qu'il serait intéressant de déterminer.

La seconde est une enquête menée par le service syndical statistique conservée à la bibliothèque de l'I.N.E entre 1961 et 1962. C'est une enquête qui concerne la consommation de biens industriels, créée à partir de questionnaires remis aux municipalités par les *hermandades*, en collaboration avec plusieurs autorités municipales. Contrairement aux formulaires décrits ci-dessous, nous sommes en possession du résultat de l'enquête qui se divise en cinq parties, l'introduction, une partie qui regroupe des données générales, l'exploitation des données (population, famille, budget municipal, eau, électricité, téléphone, cinéma, radio, télévision, journaux, automobile, machine à laver le linge), la présentation de l'indice de niveau de vie rural et les annexes. Le formulaire ayant servi à la constitution de l'enquête est partiellement décrit à la fin de l'enquête. Beaucoup plus complets que ceux de 1953, les questions posées sont clairement orientées vers la présence ou non de bien industriels, bien que les questions traditionnelles concernant le nombre d'habitants, l'eau courante et l'électricité persistent. Par exemple « combien de téléphones sont installés ? », « le plus précisément possible, combien de

¹⁴⁰ Archives Historiques Provinciaux de Teruel - GC 375 / 1 : Correspondances concernant l'organisation économique et sociale (1948 - 1960)

radio y-a-t-il dans la commune ? », « nombre d'automobiles touristiques », « nombre de vélos », « nombre de bureaux de la caisse d'épargne ? » etc.

Les deux organes producteurs se distinguent clairement l'un de l'autre et répondent à des problématiques différentes. Bien qu'éloignées du canton, « enquêter sur les enquêtes » nous permettent de mieux saisir le contexte administratif dans lequel se situe notre objet d'étude mais aussi de comprendre les relations qu'entretient l'administration avec le monde rural.

1) *Un monde rural méconnu*

Le manque presque « absolu de statistiques détaillées et fiables sur la consommation » déploré dans l'enquête rurale de 1963¹⁴¹ fait écho aux correspondances et circulaires trouvées aux archives provinciales de Teruel. Le fond du gouverneur civil de Teruel¹⁴² concernant la planification et l'aménagement rural conserve plusieurs documents qui témoignent de la méconnaissance du territoire espagnol. C'est le cas de la lettre du délégué syndical José Millan qui rend compte au G.C.T Manuel Pizarro Cenjor d'une réunion tenue par le Secrétariat général pour l'organisation économique et social¹⁴³ au cours de laquelle a été soulignée la nécessité pour chaque province de pouvoir rendre compte de « des caractéristiques et possibilités » de son territoire. De la même façon, une circulaire de 1951¹⁴⁴ émise par ce même secrétariat impose à l'administration générale comme à la provinciale de rendre compte de l'état des travaux, entreprises et infrastructures publiques en présence. La création du Secrétariat général pour l'aménagement économique et social (S.O.E.S)¹⁴⁵ est créée en 1946 par le président du gouvernement dans le but d'augmenter le niveau de vie et le revenu par habitants. Tandis que les plans nationaux se centrent sur des enjeux de production et d'aménagements urbains et sanitaires, les plans provinciaux se focalisent sur l'approvisionnement des territoires en ressources naturelles¹⁴⁶. La nature des questions posées dans les enquêtes de 1953 témoigne de l'intérêt de l'administration pour les infrastructures et tache de savoir, au-delà des besoins des villages, dans

¹⁴¹ Biblioteca de la INE – G-111 : Servicio sindical de estadística: Encuesta rural, Noviembre, 1962

¹⁴² Le gouverneur civil est une fonction est le représentant du pouvoir exécutif à échelle de la province. Troisième et dernier échelon du pouvoir exécutif derrière le chef de l'Etat et les ministres, il est directement désigné par Francisco Franco.

¹⁴³ Archives Historiques Provinciaux de Teruel - GC 375 / 1 : Correspondances concernant l'aménagement économique et social (1948-1960)

¹⁴⁴ Archives Historiques Provinciaux de Teruel - GC 375 / 1 : Correspondances concernant l'aménagement économique et social (1948-1960)

¹⁴⁵ Sánchez Domínguez, María Ángeles, "La política regional en el primer franquismo ... *op.cit*

¹⁴⁶ Sánchez Domínguez, María Ángeles, "La política regional en el primer franquismo ... *op.cit*

quelles dispositions se trouvent ces derniers ; l'enquête étant à la fois le reflet de l'univers mental de celui qui la pense et le produit du regard d'une classe sociale sur une autre¹⁴⁷.

Beaucoup de formulaires d'enquête ne sont pas remplis, cela montre aussi le désintérêt ou le désaveu de certains villages à l'égard de l'administration qui ne voient pas d'intérêt à répondre. L'exploitation des formulaires varie en effet d'un village à l'autre. Prenons pour exemple ceux de Guadalviar et de Jatiel ; la municipalité de Guadalviar l'a rempli de manière précise en développant plusieurs de ses réponses pour faire connaître ses besoins tandis que celle de Jatiel a ignoré la plupart des questions. A la question « Est-ce que la construction d'une laiterie, d'une industrie de conserves, d'une entreprise d'assèchement vous intéresse ? », la municipalité répond « cela n'en vaut pas la peine », ce qui témoigne du désaveu de la commune. Les différentes utilisations que font les villages des formulaires signifient que les municipalités n'accordent pas la même importance aux prérogatives de l'État. De plus, ces formulaires, très normés, s'adressent à des entités administratives différentes comme le prouve la catégorie des « Abattoirs » qui ne concerne que des municipalités de plus de 1500 habitants. Les formulaires sont donc destinés à un ensemble de communes aux réalités différentes. La province de Teruel forme en effet un ensemble géographique hétérogène allant du hameau aux villages de plus de 1400 habitants.

Nous n'avons pas réussi à trouver le résultat de cette enquête aux archives ni au ministère de l'équipement, ni au ministère de l'agriculture. Peut-être ces formulaires n'ont-ils jamais été réellement utilisés par le pouvoir central. Leur mise en place de ces formulaires s'inscrit ainsi dans la lignée de cette campagne d'information de l'État sur la situation du monde rural¹⁴⁸ et met en valeur les pratiques de renseignement du pouvoir central. Le Plan National d'Aménagement Économique et Social se décline en un plan régional appelé Plan d'aménagement provincial, réparti en trois temps : un inventaire des demandes provinciales entrepris en 1948 par les J.O.E.S, la rédaction d'un programme des nécessités provinciales (1948) et enfin un Plan d'Aménagement économique et social provincial. La mise en œuvre de ces projets demande qu'un certain nombre d'informations soient collectées sans qu'il soit possible de déterminer qui fait quoi. L'obscurité du propos résulte du manque d'organisation de l'administration, en perpétuelle improvisation¹⁴⁹. Rappelons que le pays est isolé par les nations européennes qui, au sortir de la guerre, se reconstruisent, grâce au plan Marshall de 1947. 1950 est aussi l'année où se dessine lors du

¹⁴⁷ Geerkens Erix, Hatzfeld, Nicolas, Vigna, Xavier, "Introducción. Observer, écouter, inspirer : deux siècles d'enquêtes ouvrières en Europe" dans Geerkens, Éric, et al. *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*. La Découverte, 2019

¹⁴⁸ Sanchez Domingez, Maria Angeles, "La política regional en el primer franquismo" ... *op.cit*

¹⁴⁹ Remarques issues du séminaire *Sociedad y Política durante el Franquismo*, tenu par Jésus Antonio Martínez Marin à l'université Complutense de Madrid.

discours de Robert Schuman de mai 1950 la possibilité d'une entente économique franco-allemande. Le contexte européen est essentiel pour comprendre le tournant qui s'opère pendant ces années. L'Espagne est le pays qui a vu ses alliés de l'Axe chuter, le continent européen se reconstruire, les investissements américains affluer et qui, surtout, se voit relayé au rang de résidu du fascisme. Ce contexte est important pour comprendre la nécessité du pays à mieux organiser sa production et à trouver des appuis solides à l'étranger. Sont alors progressivement laissés de côté les anciens préceptes économiques pour laisser la place à de nouveaux, soutenus par une nouvelle génération, née du franquisme. 1951 signe la fin de la politique d'autarcie et le début d'une phase d'improvisation due à la résistance à la libéralisation de l'économie d'une partie des dirigeants nationaux catholiques. Encore tournés vers l'anti-libéralisme et l'exaltation de la patrie retrouvée, leur discours se distingue de celui des technocrates, génération née du franquisme, non plus au service d'une idéologie anti-libérale mais à celui de l'Etat¹⁵⁰. L'intention de ces derniers n'est plus d'asseoir un ensemble de normes et de valeurs mais d'assurer la survie du régime. Rafael Cavestany impulse une nouvelle politique agricole dès sa nomination comme ministre de l'agriculture en 1951¹⁵¹. Le grand défi de ce début de décennie est l'irrigation et la création ex-nihilo de villages afin de promouvoir la culture de terres peu, voire inexploitées. L'irrigation et la concentration parcellaire (dont nous parlerons quelques pages plus tard) sont la clef de voûte de la modernisation agricole de l'époque. En Extrémadure, le plan de Badajoz irrigue plus de 100 000 ha de terres entre 1952 et 1965 et s'inscrit dans les projets de colonisation, d'industrialisation et d'électrification de la nation¹⁵².

2) *La mise en place d'un contexte favorable à l'urbain*

Le changement de paradigme qui s'opère au cours des années cinquante au sein de l'administration et dont le plan de stabilisation de 1959 est l'exemple par excellence transparaît clairement dans l'enquête de 1962. D'une part, ce plan économique promeut la croissance par la réduction des dépenses publiques, l'augmentation des impôts et le gel des salaires, afin de limiter l'inflation. Ainsi, les obstacles démocratiques sont réduits, les devises du tourisme et de l'émigration sont peu à peu accumulées, les investissements étrangers promus tandis que le

¹⁵⁰ Remarques issues du séminaire *Sociedad y Política durante el Franquismo*, tenu par Jesus Antonio Martinez Marin à l'université Complutense de Madrid.

¹⁵¹ Barciala López, Carlos (dir), *La España de Franco (1939-1975): Economía...* *op.cit*

¹⁵² Sancho Hazak, Roberto, «Las políticas socio estructurales en la modernización del mundo rural» dans Gómez Benito, Cristóbal & González Rodríguez Juan Jesús, *Agricultura y sociedad en la España contemporánea*, Centro de investigaciones sociológicas, 1997

travail et le capital sont transférés de secteurs à faible productivité à ceux de haute productivité¹⁵³. D'autre part la Banque mondiale émet en 1963 un rapport sur l'économie l'incite l'Espagne à investir dans les nouveaux secteurs de l'industrie, des services et de prendre en compte la productivité dans ses décisions économique. Autrement dit, ce rapport incite le gouvernement franquiste à entamer une réelle transformation sectorielle de l'économie espagnole qui se traduit dans la rhétorique étatique par la promotion systématique de la productivité des espaces¹⁵⁴.

Dès lors, il n'est plus question de chercher à équiper les campagnes en infrastructures mais plutôt de promouvoir la consommation marchande de biens industriels. La démarche est clairement explicitée dans l'introduction de l'enquête syndicale de l'I.N.E de 1962¹⁵⁵, tout comme les acteurs, les méthodes d'enquêtes et le contenu du formulaire. Dans un premier temps, ce n'est plus le secrétariat pour l'aménagement économique et social en charge de la mise en place des enquêtes, mais l'Institut national de statistique, dont le rôle qui est de produire des statistiques au service de l'Etat. Les démarches sont menées et pensées par des professionnels, rationalisées et bien plus exploitables. En 1953, Luis Ubach Garcia Ontiveros est nommé directeur général de l'I.N.E et réforme les statistiques espagnoles en systématisant les enquêtes sur le budget des familles, les statistiques migratoires ou encore en participant à la création d'un nouvel indice de vie¹⁵⁶.

Les intentions et le procédé de l'enquête sont clairement présentés dans l'introduction de l'étude menée par le service syndical de statistiques. Les acteurs se divisent entre professionnels et agents de terrain. Les fonctionnaires du service syndical de statistique et les délégués locaux des *hermandades* travaillent avec 7429 collaborateurs, des représentants syndicaux et divers membres des autorités municipales (quand les délégués locaux ne sont pas là). Bien que la démarche soit clairement expliquée, il n'y a aucun changement radical avec la procédure d'enquête de 1953 qui continue de promouvoir la coopération entre échelle nationale et locale. Le grand changement réside dans la description même de la démarche qui insiste fortement sur la définition de ce qu'est un espace rural dans un contexte de « grand intérêt tant pour la mise en place de plans de développement nationaux et régionaux (...) que pour l'inquiétude évidente de la nation pour améliorer les conditions de vie de ces espaces déprimés »¹⁵⁷. L'enquête ne

¹⁵³ Tusell Javier, Sueiro Susana, María Marín José, Marina Casanova, *El régimen de Franco*, Tomo II, Congreso internación, Madrid, Mayo de 1993

¹⁵⁴ La Banque Mondiale, *Le développement économique de l'Espagne, rapport critique du rapport de la banque mondiale*, 1963.

¹⁵⁵ Bibliothèque de l'INE: G-111 Servicio Sindical de Estadística, Encuesta Rural, Noviembre 1962

¹⁵⁶ Garcia, Alvarez, Manuel, "Luis Ubach y Garcia Ontiveros" *Estadística española*, n°110, 1986, p113 - 114

¹⁵⁷ Bibliothèque de l'INE: G-111 Servicio Sindical de Estadística, "Introducción", Encuesta Rural, Noviembre 1962

comprend que les communes de moins de 3001 habitants, bien que « le champ de recherche choisi ne comprenne pas plus de la moitié, approximativement, de la population réellement rurale et que la prise en compte des zones rurales jusqu'aux espaces de densité de peuplement intermédiaire, aurait permis d'offrir une enquête beaucoup plus complète sur la ruralité espagnole ». Les espaces ruraux sont ainsi définis non pas en fonction de leur activité mais de leur densité. Passé un certain seuil de densité de peuplement, un espace n'est plus rural. En France, est rurale une commune de moins de 2000 habitants. Passé ce seuil, nous ne sommes plus en mesure de parler de village mais de ville¹⁵⁸. La définition de l'objet d'étude et les limites de l'enquête sont posées et permettent aux lecteurs / administrateurs de la lire en ayant en main plusieurs clefs de compréhension. Cette introduction est clairement écrite dans un souci de systématisation de la méthode d'enquête en adéquation avec le développement de l'I.N.E comme institution productrice de données au service des pouvoirs publics.

Toutefois, mêmes si les statistiques sur les campagnes témoignent d'une volonté de connaissance mais aussi du regard nouveau porté sur ces dernières, le monde rural est toujours considéré comme marginal, à la limite d'une société de consommation toujours associée à l'espace urbain. Bien que des questions d'équipement persistent (comme l'eau ou l'électrification), l'introduction du thème de la consommation de biens industriels atteste du changement de cadre normatif. Le contexte des *trente glorieuses*¹⁵⁹ se fait particulièrement sentir tout comme l'intégration du pays aux institutions internationales. La prépondérance du thème de la consommation est un acquis des années 1960 et forme depuis « un véritable sous-champ disciplinaire »¹⁶⁰. Etudier la consommation revient à se centrer sur des « objets et des services marchands et où l'acte de consommer n'est plus compris seulement comme une simple satisfaction de besoins, mais (...) comme l'art de se différencier socialement »¹⁶¹. Etudier la consommation révèle donc le changement de sectoriel qui s'opère en Espagne dès la fin des années 1950. L'espace urbain et industriel, haut lieu de la productivité devient le moteur de l'économie espagnole face à un secteur agricole obsolète, peu rentable et attrayant pour les investisseurs.

B) L'ignorance est le plus grand des mépris

¹⁵⁸ Pascal Baud, Serge Bourgeat, Catherine Bras, « Espace rural », *Dictionnaire de géographie*, Hachette, 2013

¹⁵⁹ Expression utilisée pour la première fois par Jean Fourastié en 1979 et qui désigne la période de forte croissance économique que connurent les pays développés entre 1946 et 1975

¹⁶⁰ Laferté, Gilles. « L'impossible sociologie de la consommation dans les études rurales françaises », *Les Études Sociales*, vol. 169, no. 1, 2019, pp. 109-131.

¹⁶¹ Laferté, Gilles. « L'impossible sociologie de la consommation dans les études... », p1

« De longues années durant, le dépeuplement de l'Espagne intérieure n'a intéressé personne, tout comme le lieu des disparus de la Guerre Civile n'a intéressé personne pendant des décennies »¹⁶².

Dans un éditorial d'*El País*, Julio Llamazares dénonce l'ignorance et le mépris porté par les pouvoirs et l'opinion publique envers l'Espagne intérieure. Le dépeuplement y est décrit comme un symptôme de la politique de déstructuration spatiale menée sous le franquisme, à l'origine du déséquilibre et de l'abandon d'une partie du territoire. Cette remarque ainsi que l'abondance de sources concernant la concentration parcellaire nous ont dirigé vers le paradoxe suivant : la lutte contre le démembrement de la terre dans laquelle s'inscrit la concentration occupe une place centrale dans les plans d'aménagement, les études pour le développement économique et la littérature grise de l'époque, mais n'a pas eu lieu au canton. Les politiques publiques au canton brillent par leur absence, à un moment de transformation de la société espagnole. Les archives concernant le développement économique de la province de Teruel, le bulletin officiel pour la concentration des terres du canton de Jiloca ou encore le décret émis par le ministère de l'agriculture en janvier 1954 pour l'aménagement rural sont autant de sources qui témoignent de l'importance accordée à la concentration ainsi que la place, singulière du canton dans la province.

Si la politique de concentration parcellaire peine à se mettre en place, c'est aussi en raison de l'absence de cadastre qui précède toute politique de modification des parcelles agricoles. Les plans cadastraux des villages sont édités entre 1953 et 1956. A la fin des années 1950, ceux-ci sont presque tous terminés à échelle de nationales et mettent en valeur la division accrue de la terre (en moyenne 9,02 parcelles par personnes)¹⁶³. En 1953, une entreprise de constitution du cadastre est mise en place à échelle nationale dans laquelle intervient le chef du cadastre rural de la province de Teruel, qui doit renvoyer à ses supérieurs hiérarchique du Trésor public les informations suivantes : le nombre d'hectares, les numéros de parcelles, la taille moyenne de la parcelle, le coefficient de rendement, le rendement en hectare pour chaque parcelle, le prix unitaire et le prix total¹⁶⁴. Le but étant, au début des années 1950, de promouvoir la concentration des terres agricoles espagnoles.

¹⁶² Julio Llamazares, "La literatura de la España vacía", *El País*, Madrid, le 10/03/2017, p1

¹⁶³ Maceda Rubio, Amalia, "De la concentración parcelaria a la ordenación rural", *Eria, Revista cuatrimestral de geografía*, n°93, 2014, p5-25

¹⁶⁴ Ministerio de la hacienda – 5539 A – Constitution du cadastre de la province de Teruel (1953)

1) *De la nécessité de la concentration : « de meilleurs agriculteurs pour une meilleure agriculture »*¹⁶⁵

Toutes les sources concernant l'aménagement de la province de Teruel déplorent les faibles rendements des espaces cultivables causés par une division excessive de la terre. Créé en 1953, le Service national de la concentration parcellaire joue un rôle clef dans les changements structurels des régions du nord et du centre de l'Espagne. Jusqu'au milieu du XXème siècle, aucune loi n'offrait de base légale à l'administration pour faire de la concentration un réel un outil de l'aménagement rural. La première loi de concentration est promulguée en décembre 1952 et accompagne la nouvelle politique agricole impulsée par Rafael Cavestany, ministre technocrate nommé en 1951¹⁶⁶. La petite propriété est perçue par l'administration comme un fléau à combattre, tant et si bien qu'entre l'application de la loi de 1952 et son rappel en 1955, 54 ordres affirment l'urgence de la concentration. La prédominance des *micro-fundi* – la division de la terre en petites parcelles - et la mauvaise répartition des terres sont dans le discours officiel les deux difficultés de l'économie rurale. Comme l'indique cette circulaire émise par le ministère de l'agriculture le 20 décembre 1963 :

« Les problèmes causés par la structure des exploitations sont actuellement au centre des préoccupations du Gouvernement et c'est pour cette raison que diverses mesures ont été entamées afin de modifier et d'améliorer ladite structure ».

Diffusée à toutes les échelles du pouvoir et sur tout le territoire, cette circulaire témoigne de l'intérêt porté par les pouvoirs publics à la rentabilité et la modernisation des espaces agricoles. Autrement dit, la politique agricole mise en place dès le plan de stabilisation de 1959 tend à transformer une économie de subsistance en économie de marché. La production à grande échelle, facilitée par la concentration, se destine à l'exportation¹⁶⁷. D'ailleurs, la concentration ne concerne pas seulement les terres, mais toute l'activité économique rurale en promouvant :

« Le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché, qui exige la production à des prix compétitifs, nécessite avec toujours plus de force (...) une meilleure rentabilité des capitaux et des entreprises »

¹⁶⁵ Rafael Cavestany, ministère de l'agriculture, cité dans : Maceda Rubio, Amalia, « De la concentración parcelaria a la ordenación rural », *Eria*, Revista cuatrimestral de geografía, n°93, 2014, p5-25

¹⁶⁶ Maceda Rubio, Amalia, "De la concentración parcelaria ..." *op.cit*

¹⁶⁷ Sancho Hazak Roberto, "Las políticas socio estructurales en la modernización del mundo rural ..." *op.cit*

Le secteur de l'élevage est par exemple concerné par la concentration dans les années 1960, moment de crise de l'élevage extensif qui participe au développement d'un élevage plus intensif et industriel¹⁶⁸.

Toutefois, la présence même d'une circulaire en 1963 atteste de la difficulté que rencontrent les pouvoirs publics à faire appliquer cette politique. Tous les plans d'aménagements ruraux de la province de Teruel parlent de la concentration comme d'une condition nécessaire à la modernisation de l'agriculture, sans que celle-ci ne semble effective. Un feuillet propagandiste *Agriculteurs, concentrez vos terres !* émis par le ministère de l'agriculture insiste lui aussi sur les bienfaits d'une pratique qui peine à s'imposer¹⁶⁹. Composé de vingt-quatre pages, ce dépliant prend pour exemple Panaranda del Monte dans la province de Salamanque. Très paternaliste et simplificateur, il exemplifie par des illustrations avant / après le processus de concentration et des instructions dans le but d'introduire « un esprit de rénovation qui permet de rapidement mettre fin aux habitudes héritées depuis des siècles. Les agriculteurs ont désormais l'esprit ouvert aux innovations techniques, à la réalisation d'améliorations territoriales, à la transformation des exploitations » (Annexe 22). Loin d'être acceptée, le ministère de l'agriculture doit convaincre les agriculteurs, attachés à leur petite propriété, de l'importance de concentrer ses terres. La problématique de la concentration s'inscrit dans une logique de propagande d'état et apparaît comme le remède aux difficultés des agriculteurs. Page 19 et 20 :

« Aujourd'hui, il n'est pas économique pour toi de traiter les nombreuses catastrophes et maladies de tes cultures, car tes efforts se perdent face au laisser-aller de tes voisins qui n'adaptent pas de mesures analogues ». Avec la concentration, « le traitement phytosanitaire réduit la contamination de tes parcelles par la maladie de tes voisins ».

Ce discours incitatif montre surtout le mépris de l'administration pour les agriculteurs, présentés comme incapables de modernisation, de changement, enfermés dans leurs pratiques arriérées. En 1962, la Banque mondiale rédige un rapport sur l'économie espagnole et reconnaît officiellement l'intérêt du programme de concentration en cours et déplore la lenteur excessive du processus. Sur son conseil, l'Espagne accélère son processus de concentration, qui atteint son apogée en 1964 et 1975¹⁷⁰.

2) *La concentration n'aura pas lieu à Jiloca*

¹⁶⁸ Domínguez Martín Rafael, «Las transformaciones del sector ganadero en España (1940 – 1985)», *Ager*, n°1, 2001, pp 47-83

¹⁶⁹ Biblioteca del ministerio de la agricultura, DR – 80 – 1730 : ¡Agricultor concentra tus campos! (1966)

¹⁷⁰ Maceda Rubio, Amalia, “De la concentración parcelaria ...” *op.cit*

L'omniprésence du thème de la concentration parcellaire dans les sources administratives se distingue de la pratique. Le passage du niveau administratif au niveau politique a lieu avec la promulgation en décembre 1963 qui favorise l'intensification de la concentration parcellaire, de l'irrigation et la promotion de la concentration des activités. Nous pensions voir dès le milieu des années 1960 la concentration effective des terres de la province de Teruel, et plus particulièrement du canton de Jiloca, pourtant présenté par le conseil économique syndical provincial comme étant « le lieu le plus propice au changement »¹⁷¹. Il faut attendre 1969 pour que ce dernier soit officiellement soumis à la concentration parcellaire. Après concertation des chambres syndicales agricoles de Teruel, de la députation provinciale, des mairies du haut et du bas Jiloca ainsi que du service national de concentration parcellaire et de l'aménagement rural, le décret 673 du 29 mars 1969 « déclare soumis à l'aménagement rural le canton de Jiloca ». Ce dernier s'accompagne du décret 1637¹⁷² de la même année concernant deux cantons de Soria, un de Guadalajara et un de Cuenca. La rhétorique est la même dans les quatre cas et insiste sur la léthargie d'un espace en besoin de « mécanisation et modernisation ». 1969 est d'ailleurs une date tardive pour la concentration d'un territoire aussi fragmenté. Comme signalé dans le chapitre 1, presque tous les habitants de la région sont les propriétaires de petites parcelles, souvent peu productives du fait de la pauvreté des sols (notamment en montagne).

Cette loi du 27 juillet 1968¹⁷³ concernant l'aménagement rural est présentée par la direction du service national de concentration parcellaire et s'inscrit dans une logique de perfectionnement technique et juridique de l'activité agricole¹⁷⁴. Par « aménagement rural il faut entendre la concentration des terres, des entreprises et des coopératives du territoire qui permettrait « d'améliorer les conditions de vie de ses habitants et de mieux tirer profit des ressources naturelles ». La loi de 1968 est une héritière des lois de 1952 et 1954 qui promeuvent la lutte contre le démembrement de la terre, supposé antiéconomique et contre-productif. La concentration gagne progressivement les entreprises agricoles qui fusionnent afin de s'organiser en coopératives. Il ne s'agit plus simplement de concentrer la terre, sinon de réformer en profondeur l'organisation économique de la société rurale. Les procédures de concentration sont simplifiées, le ministère de l'Agriculture est celui qui décide par ordre ministériel de la concentration ou non de certains espaces sans passer par l'institut national de colonisation. Ce décret n'a rien d'original. En effet le remembrement et la mise en culture en openfield touche

¹⁷¹ Archives historiques provinciales de Teruel : NR – 332: Consejo económico provincial, 1965

¹⁷² SNCPOR-8-65 : decretos de orden rural, decreto 1637

¹⁷³ BOE loi du 27 / 07 / 1968

¹⁷⁴ José Luis de Los Mozos, «La ordenación rural en la nueva Ley de 27 de julio de 1968», *Revista de estudios políticos*, n°164, 1969, p 77 - 94

massivement les campagnes françaises, dont la Bretagne où le bocage est le mode de culture dominant¹⁷⁵. Les champs s'ouvrent, les rendements augmentent et tous les espaces doivent se plier à cette forme de mise en culture marchande de grande échelle. Ce décret s'inscrit ainsi dans une logique internationale bien loin des intérêts d'un canton où l'eau se fait rare et où le dénivelé empêche la mise en *openfield*.

Enfin, la comparaison non exhaustive du cadastre de 1955 et de celui d'aujourd'hui¹⁷⁶ montre que la concentration n'a pas eu lieu, voire que le démembrement a continué. Autrement dit, le cadastre du canton est le même depuis 70 ans. L'absence caractérise la politique de concentration parcellaire du village. Celle-ci qui peut trouver ses origines dans le manque de moyens, dans le désintérêt de l'état pour un territoire excentré et infertile ou dans le manque de coopération de ses habitants. Nous ne sommes ici pas en mesure de définir la raison exacte de cet abandon. Néanmoins, il est intéressant de se pencher sur les formes de cette absence et les réactions (ou non) des villages face à cette dernière.

C) Les défis environnementaux du canton de Jiloca, « citadelle des vents, des rocs et du soleil »¹⁷⁷

Nos enquêtés sont unanimes, le climat au canton était très difficile, les hivers surtout. L'un d'entre eux se souvient d'une année de neige, petit où il était impossible de sortir de la maison. D'ailleurs c'est pour son climat aride que la province de Teruel est connue. Les températures atteintes entre 1950 et 1960 sont en moyenne de 35,8 C° avec un pic de 37C° en 1960 tandis que la moyenne minimale est de -13,6 C° sur la même période, avec un pic de froid de – 20 C° en 1952¹⁷⁸. Ces températures sont prises à la station de Calamocho soit à une bien moindre altitude que nos villages.

Les préoccupations environnementales sont ici clefs pour saisir la difficulté de la vie au canton. Le manque d'eau est un thème récurrent dans les sources administratives d'échelle nationale et locale. Plus qu'un thème récurrent, c'est une préoccupation. La ressource aquifère est inégalement répartie sur le territoire aragonais qui se divise entre le nord pyrénéen où l'eau abonde et un sud aride, au climat semi-continental. Au long des années 50, le modèle

¹⁷⁵ Article sur le remembrement consulté le 11/11/2019 sur le site suivant : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/remembrement>

¹⁷⁶ Cadastre, références

¹⁷⁷ Compte rendu de Bruno Jaudon, Chabrol, Jean-Paul, *La Lozère, de la préhistoire à nos jours*, Saint-Jean-d'Angély, Bordessoules, 2002, p77-81

¹⁷⁸ Biblioteca nacional del Fomento – Ministerio de Obras publicas - 628 DOH : Plan nacional de abastecimiento y saneamiento de la cuenca del Ebro (1966)

productiviste s'impose et change l'usage des cours d'eau, destinés à l'approvisionnement de l'industrie et des villes en électricité. L'eau est aussi au cœur des débats. Les chercheurs s'interrogent sur l'efficacité de l'irrigation dans la lutte contre le dépeuplement et questionnent son rôle dans l'abandon des territoires¹⁷⁹

Nous sommes ici en possession de trois sources, dont deux plans, un ultra local (Olalla) et un national qui prétendent planifier l'approvisionnement en eau des campagnes, et d'un ensemble de demandes émises par les maires de la province de Teruel auprès du G.C.T concernant l'accès à l'eau. L'intérêt de ce corpus est de reconstituer les modalités de la mise en place des plans d'aménagement, les besoins des villages en eau et surtout, de mettre en évidence la persistance du manque d'eau. Dès lors, l'Aragon est un exemple efficace qui met en valeur deux formes de violence d'état, entre un nord surexploité, spolié et un sud abandonné.

1) Une demande venue d'en bas

Le plan d'aménagement en eau du village d'Olalla conservé aux archives du ministère de l'équipement comme les correspondances concernant l'approvisionnement en eau entre les maires et le gouverneur civil de Teruel témoignent d'une demande accrue des communes pour un accès à l'eau.

Le projet d'approvisionnement en eau pour Olalla (désormais P.A.O)¹⁸⁰ contient trois dossiers, un rapport de l'ingénieur responsable, l'approbation du projet d'approvisionnement par la confédération hydrographique de l'Ebre, tous deux datés de 1959 et des annexes où sont présentés les besoins techniques, la justification du budget, le matériel nécessaires aux plans etc. Sans eau courante, le village d'Olalla attendra neuf ans avant de voir sa demande aboutir. En effet, le 20 février 1950, le maire d'Olalla fait la demande au Gouverneur Civil de la province, le 25 février 1952, le projet est souscrit par les ingénieurs de la confédération hydrographique de l'Ebre, le projet est rédigé un an plus tard, le budget approuvé en 1954 et le projet définitif lui le 2 mai 1959. Nous voyons ici se déployer les acteurs de la planification rurale qui sont le Ministre de l'équipement, la direction générale des ouvrages hydrauliques, l'ingénieur de la confédération hydraulique de l'Ebre et le maire du village. Le Gouverneur Civil de Teruel n'apparaît pas, toutefois ce dernier reste l'intermédiaire entre l'échelle locale et l'administration centrale. Ce

¹⁷⁹ Pinilla Navarro, Vicente (coord.), *Gestion y usos del agua en el cuenca del Ebro en el siglo XX*, Universidad de Zaragoza, Prensas universitarias de Zaragoza, 2008

¹⁸⁰ Archives du ministère de l'équipement - [pa-414] AGA MARZO 1982 – IDD 47 : 44/19999 : 1601 Proyecto de abastecimiento de agua para Olalla. Teruel. 1952

projet vient justifier les enquêtes de 1953 présentée plus haut concernant le besoin des villages en infrastructure.

La solution proposée par l'ingénieur Don Juan Reguart Monreal de la confédération hydrographique de l'Ebre est un approvisionnement à la source, situé à trois kilomètres du village et dont l'eau est transportée manuellement, à l'aide de jarres. En 1954 « il n'y a pas à Olalla d'approvisionnement en eau, car une petite source située à proximité de la ville jette un débit insignifiant qui ne peut être utilisé que pour alimenter le linge¹⁸¹ ». Il s'agirait ici de mettre en place une galerie de collecte sur le côté droit du ravin et d'une longueur de six mètres. En somme, il est question de réduire la distance et d'éviter la montée du dénivelé par les habitants, mais certainement pas d'apporter l'eau courante au village. Un village comme Olalla, qui rappelons-le est le deuxième plus gros village de mon échantillon, qui regroupe 415 personnes en 1950¹⁸². Les demandes en infrastructures viennent d'en bas, un dossier entier de correspondances entre les maires et le gouverneur civil de Teruel concerne des demandes d'approvisionnement en eau venues de toute la province. Les habitants du village d'Olalla doivent encore, en 1959 aller chercher l'eau à la source. Cette pratique se distingue fortement des espaces urbains, qui, bien qu'inégalement desservis d'un quartier, d'un immeuble à l'autre, est au cœur des préoccupations d'approvisionnement en eau, en électricité, en gaz, depuis la fin du XIXème siècle. Cette dynamique européenne d'approvisionnement de l'espace urbain est à l'origine d'une « juxtaposition sur le même territoire péninsulaire de deux pays comme étrangers l'un à l'autre, le peuple des villes et celui des campagnes »¹⁸³.

Le coût des infrastructures fait que chaque service individuel comme l'eau potable à domicile et l'éclairage individuel s'ajustent à la demande solvable comme les espaces industriels où se concentrent les capitaux humains et technologiques. L'apport en eau, en électricité et en gaz permet d'intensifier la production et en fait des espaces mieux équipés que ses voisins. Les compagnies privées et publiques de gaz et d'eau réfléchissent en termes de réseau et de marché local. Le but étant d'additionner les marchés locaux sans que le marché régional et national soit unifié. Cette réflexion crée nécessairement des enclaves dans des lieux où la demande n'est absolument pas solvable, comme c'est le cas dans la région reculée du canton de Jiloca.

¹⁸¹ Archives du ministère de l'équipement - [pa-414] AGA MARZO 1982 – IDD 47 : 44/19999 : 1601 Proyecto de abastecimiento de agua para Olalla. Teruel. 1952

¹⁸² Cens de l'I.N.E de 1950

¹⁸³ Fernandez, Alexandre. « L'économie politique du gaz, de l'eau et de l'électricité en Espagne (vers 1840-vers 1950) : un observatoire européen », *Histoire, économie & société*, vol. 37e année, no. 3, 2018, pp. 5-13.

2) *L'eau, une ressource à exploiter plus qu'un bien commun*

Les processus de rentabilisation de la ressource aquifère est d'autant plus vrai dans les années 1950. Son exploitation a pour but d'augmenter la productivité des espaces industriels et des villes en leur fournissant de l'électricité. L'Etat entreprend la construction de barrages et de lacs artificiels dès la fin des années 1950. Dans la province de Huesca, des plaintes déposées par les petits agriculteurs et les maires sont enregistrées dès les années 1940. Ces dernières déplorent une mauvaise répartition de l'eau et laisse entrevoir une opposition entre agriculture traditionnelle et l'industrie naissante¹⁸⁴. Des villages entiers sont inondés et vidés de leurs habitants, au nom des grands travaux franquistes¹⁸⁵. Encore une fois, il est important de souligner l'importance de la rentabilité dans la mise en place des infrastructures qui ne sont accordées qu'aux espaces potentiellement rentables. Notre canton ne fait, comme nous l'avons montré auparavant, pas parti de ces derniers et l'eau courante n'y arrive que très tardivement. Le plan d'aménagement et d'assainissement du bassin de l'Ebre¹⁸⁶ témoigne de l'intérêt porté à l'eau à grande échelle, de l'importance de sa planification mais nous interpelle sur son accessibilité et sur son inégale répartition.

Le plan d'aménagement et d'assainissement du bassin de l'Ebre daté de 1966 est produit par le ministère des œuvres publiques sur demande du ministère de l'équipement. Ce plan est en effet destiné aux différents corps de l'aménagement du territoire et rend compte des différents projets, avancées et budgets nécessaires à l'exploitation de l'Ebre. L'Ebre n'est d'ailleurs pas le seul fleuve étudié et n'est que l'appendice n°9 d'un plan national d'étude des modalités d'approvisionnement en eau. Le Jucar, le Guadalquivir ou encore le Douro sont autant de fleuves étudiés dans les appendices de ce plan selon une logique précise : analyse géomorphologique, hydrographique climatologique, géographique économique, caractéristiques démographiques, les ressources hydrauliques du bassin, les besoins en eau de la région et l'analyse des noyaux de peuplement. Cette démarche très descriptive et technique (estimation du coût des travaux dans la zone, de leur coût etc) fait de ces plans un outils utile aux acteurs de l'aménagements, dont les cartes offrent une synthèse complète des données chiffrées.

¹⁸⁴ Coral Broto Pablo, « De la plainte légale... » *op.cit*

¹⁸⁵ Jimenez Jean (real); Cuesta Maria, José, *Pueblos fantasmas*, France, Université Toulouse II-Le Mirail, 2002, 87 mins

¹⁸⁶ Biblioteca nacional del Fomento – Ministerio de Obras públicas - 628 DOH : Plan nacional de abastecimiento y saneamiento de la cuenca del Ebro (1966)

Prenons par exemple le croquis de synthèse du tableau concernant l’approvisionnement et les nécessités en eau de la région¹⁸⁷ (Annexe 23) Il distingue deux composantes essentielles dans l’exploitation de la ressource aquifère : l’approvisionnement et l’assainissement. Ces deux variables sont codées par des cercles, pleins dont l’évolution chromatique témoigne de l’importance de l’installation. Le blanc schématise les espaces « sans aménagement », le bleu « en cours de traitement », le rouge « en projet », le jaune « en exécution », le blanc et noir « insuffisant », le bleu et noir « travaux en cours d’examen », le rouge et noir « travaux en projets », le jaune et noir « travaux en cours d’exécution » et le noir « travaux suffisants ». Le rio Jiloca est un des affluents de l’Ebre, mais le canton de Jiloca est lui à cheval entre deux bassins, celui de l’Ebre et celui de Jucar. Le sud du bassin de l’Ebre est caractérisé par l’absence de d’approvisionnement et de centrales d’assainissement. Contrairement à l’électricité dont presque tous les villages sont en possession, l’eau reste une ressource rare, ce qui pose la question de l’approvisionnement en eau du quotidien dans les villages de la province. Comme en témoigne la demande d’approvisionnement en eau d’Olalla, la plupart des villages devaient aller à la source ou au puit, encore dans les années 1960. Le tableau ci-dessous regroupe certains villages du canton de Jiloca, présents dans le tableau intitulé « Etat actuel des services d’approvisionnement et d’assainissement ; budget prévisionnel de 1985 des entités inférieures à 10 000 habitants ». Cuencabuena, Los Collados, Nueros et Lechago n’ont pas d’approvisionnement direct en eau. Cuencabuena avec Lechago avec leurs 275 et 437 habitants respectifs en 1960, sont loin d’être des villages isolés du canton. Un des critères pour accéder aux infrastructures semble être dans ce cas démographique. Le nombre d’habitant conditionne la présence ou non des service, faisant des espaces ruraux des lieux pauvres en services.

3) La survie des villages face à l’absence d’infrastructure

Les villages doivent ainsi faire face au désintérêt de l’administration. Entre désaveu et confrontation, les communes adoptent des réactions différentes à l’égard du pouvoir provincial.

Celles-ci n’accordent pas la même importance aux demandes de l’État. L’exploitation des formulaires¹⁸⁸ de 1953 (chapitre 3, A) varie d’un village à l’autre. Prenons pour exemple ceux de Guadalviar et de Jatiel ; la municipalité de Guadalviar l’a rempli de manière précise en développant plusieurs de ses réponses pour faire connaître ses besoins tandis que celle de Jatiel

¹⁸⁷ Biblioteca nacional del Fomento – Ministerio de Obras públicas - 628 DOH : Plan nacional de abastecimiento y saneamiento de la cuenca del Ebro (1966)

¹⁸⁸ Archives Historiques Provinciaux de Teruel - GC 375 / 1 : Correspondances concernant l’aménagement économique et social (1948-1960)

a ignoré la plupart des questions. A la question « Est-ce que la construction d'une laiterie, d'une industrie de conserves, d'une entreprise d'assèchement vous intéresse ? », la municipalité répond « cela n'en vaut pas la peine », ce qui témoigne d'une forme de désaveu de la commune vis à vis des demandes du pouvoir central. Les différentes utilisations que font les villages des formulaires montrent que les municipalités n'accordent pas la même importance aux prérogatives de l'État. De plus, ces formulaires, très normés, s'adressent à des entités administratives différentes comme le prouve la catégorie des « Abattoirs » qui ne concerne que des municipalités de plus de 1500 habitants. Les formulaires sont donc destinés à un ensemble de communes aux réalités différentes¹⁸⁹. La province de Teruel forme en effet un ensemble géographique hétérogène qui regroupe des entités administratives allant du hameau aux villages de plus de 1400 habitants. Dès lors, sa diversité morphologique peut influencer, voire conditionner, les rapports qu'entretiennent administration locale et centrale¹⁹⁰. Entre utilisation des canaux de communication légaux et ignorance, les possibilités pour l'échelle locale de faire connaître ses besoins sont assez limitées.

Malgré une résignation générale, les villages tels que Monroyon et Pozondon préfèrent protester contre l'ignorance de l'Administration. Certaines correspondances, bien que minoritaires, infirment l'idée d'une passivité des municipalités qui, certainement plus pour des raisons de survie que pour des motivations politiques, choisissent la voie de la protestation¹⁹¹. A deux reprises le G.C.T envoie le Délégué Provincial des Syndicats de Teruel surveiller les faits et gestes des habitants des villages protestataires. Une lettre du Ministère du Logement demande au G.C.T de trancher dans le conflit qui l'oppose à la commune de Pozodon le 27 avril 1959. Tandis que le ministère accuse la municipalité de fraude, la seconde s'insurge contre la non prise en compte de sa demande d'approvisionnement en eau. En effet, le 2 février 1959, l'Ingénieur Directeur répond dans une lettre à une demande datée du 20 février du G.C.T concernant l'approvisionnement en eau du village de Monroyon. L'Ingénieur Général conteste les protestations du village qui l'accuse de ne pas avoir pris en compte sa demande, puis se défend en affirmant qu'il n'avait jamais été question d'une quelconque demande d'aide technique, et encore moins de conditions de vie aussi extrêmes que celles décrites dans la lettre de Monroyon au G.C.T. L'état parcellaire de la correspondance ne nous permet d'établir précisément les échanges qui ont eu lieu entre

¹⁸⁹ Topalov, Christian, « Introduction » dans Topalov Christian (dir), *L'aventure des mots de la ville : à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, R.Laffont, 2010

¹⁹⁰ Idée développée dans: Yusta, Mercedes, *La guerra de los vencidos: el maquis en el Maestrazgo turolense (1940 – 1950)*, Zaragoza, Institución Fernando el católico, 2001, 182p

¹⁹¹ GCT 446 / 1 – Correspondances concernant l'approvisionnement en eau, la reforestation, l'électrification etc (1957 - 1959) – dossier n°1, correspondances entre le Gouverneur Civil de Teruel, les mairies et les entreprises chargées de l'approvisionnement en eau

l'Ingénieur Général, le G.C.T et la municipalité du village. Toutefois, le maire de Monroyon envoie une lettre au G.C.T le 3 juillet 1959 dans laquelle il réitère sa demande d'approvisionnement en eau et sa volonté d'intégrer ce projet au Plan de la Commission Provincial des Services Techniques de 1960. La demande n'aboutit jamais pour ces communes qui n'ont toujours pas d'eau en 1960.

Le canton est un espace peu peuplé, de faible densité où les conditions de vies sont dure. Critiquée pour son archaïsme et son absence de modernité, les pouvoirs publics se désintéressent de la province de Teruel et de ses territoires, montagneux, secs et marginaux. La concentration parcellaires et l'approvisionnement en eau tardent à être effectifs tout comme la tentative de connaissance des besoins et nécessités des campagnes du territoire national. Ces sources attestent toutefois de l'intérêt du régime pour les campagnes productives qui servent de vitrine à la gloire du régime à un moment où l'Espagne sort de son isolement.

En somme, cette première partie est un panorama de la situation sociale du canton utile à l'appréhension des mutations des décennies à venir. L'étude exhaustive des registres de population nous a permis de mettre en lumière l'hétérogénéité d'un espace rural où domine un système d'exploitation agro-silvo-pastoral. La famille et le travail terre sont les piliers d'une société encore traditionnelle en 1950 qui entre progressivement en contradiction avec les projets politiques de l'administration franquiste. C'est un monde rural complexe qui s'offre à nous dans ces sources. Le mariage, les naissances, la vieillesse sont autant de moments qui affectent la vie des individus et qui demandent un ajustement, souvent fait en fonction des opportunités qui s'offrent à eux. Ils dévient alors de la majorité statistique. Ces phases de transition obscurcissent la réalité sociale d'un canton méconnu de l'administration. Par ailleurs cette transition ne se limite pas à l'échelle individuelle des choix de vie et s'applique aussi à la décennie des années 1950, durant laquelle l'idéologie de l'autarcie d'après-guerre cohabite avec le réformisme naissant des technocrates.

Partie 2 : Le dépeuplement des villages du canton de Jiloca (1950 – 1970)

Entre 1950 et 1970, les villages perdent entre 45% et 80%¹⁹². Certaines régions de l'Espagne deviennent « d'authentiques déserts démographiques »¹⁹³ où, la nature reprend ses droits pendant que le patrimoine matériel, sous l'effet du temps, disparaît progressivement¹⁹⁴.

Multidimensionnel, le dépeuplement est résultat de la combinaison de facteurs, démographiques entre autres, que nous avons souhaité présenter dans cette seconde partie. La force du phénomène est telle qu'en dix ans, les villages changent du tout au tout, les boutiques se ferment, les maisons aussi et ne réouvrent que l'été ou pour la fête du village. D'espace de quotidien, le village devient un lieu de villégiature, une résidence secondaire.

Il s'agit ici de questionner les variables de l'abandon en commençant par replacer notre objet d'étude dans son contexte démographique, puis, de déterminer les critères de l'exode rural à petite et moyenne échelles, à partir des registres de population. Enfin, l'abandon des territoires est envisagé du point de vue de la terre, condition nécessaire à la vie de ces villages agricoles, dont l'abandon remet en question leur organisation sociale.

¹⁹² Chiffres déduits de l'analyse des recensements de population de chacun des villages

¹⁹³ Pinilla Navarro, Vicente «Crisis, declive y adaptación de las economías de montaña...*op.cit*»

¹⁹⁴ Acin Fanlo, « Eran y son otros tiempos, Ocaso y muerte de algunos pueblos del Alto Aragón » dans Acin Fallo, José Luis, Pinilla Navarro Vicente (coord), *Pueblos abandonados, ¿un mundo perdido?*, Astral, 1995

Chapitre 4 : Les dispositions démographiques du canton de Jiloca

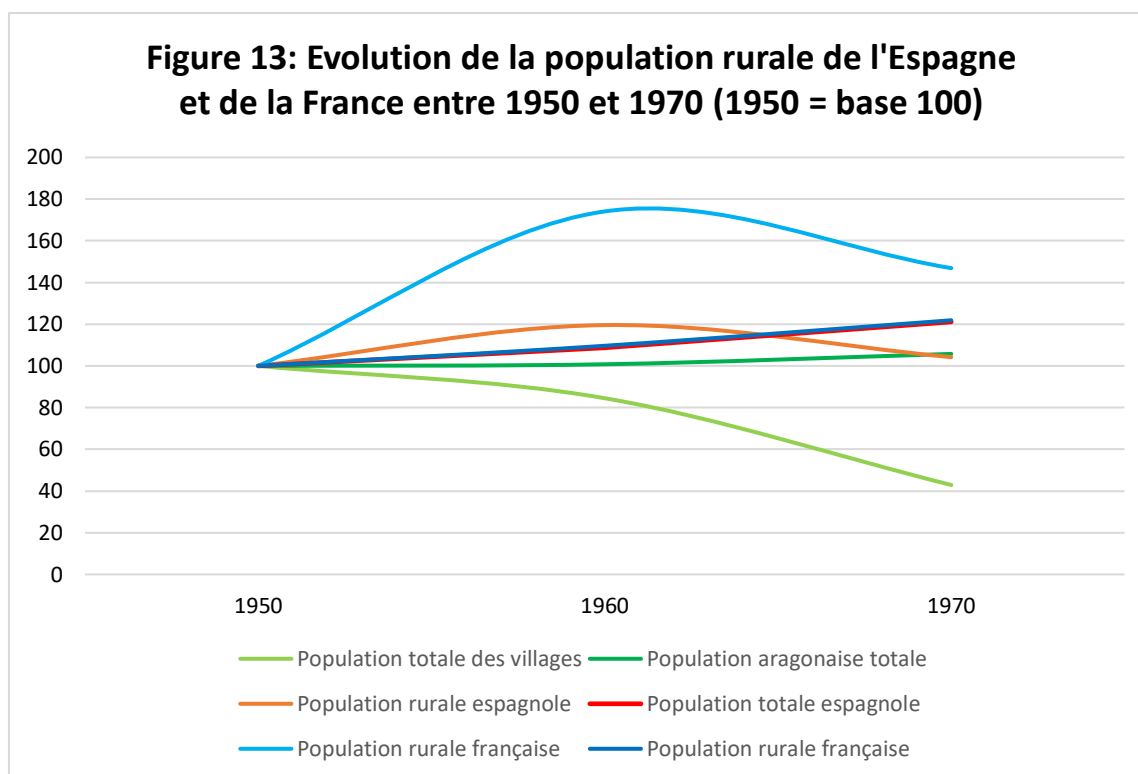
A) L'évolution démographique de la population du canton : une baisse précoce du nombre d'habitants

1) *Le contexte démographique espagnol et du canton du Jiloca*

En 1950, notre population comptabilise 1598 résidents, habitants tous six communes de moins de 2000 habitants. Ce critère démographique fait du charpentier et de l'instituteur du village des membres de la population rurale espagnole¹⁹⁵, bien qu'ils ne travaillent pas la terre. Le graphique suivant regroupe les données de l'annuaire statistique de 1950 et celles de l'I.N.E et de l'I.N.S.E.E concernant la population rurale totale de la France et de l'Espagne de 1950, 1960 et 1970, les trois années de publication des registres étudiés. Les informations concernant la population rurale de l'ensemble des villages sont issues de l'agrégation des données des registres de chacun. L'année 1950 est prise comme base 100 afin de pouvoir comparer l'évolution démographique du canton à celle de l'Aragon, de la population rurale espagnole et française et de la population totale. Choisir l'année 1950 est aussi un moyen de revaloriser une décennie, souvent perçue comme transitoire entre la misère des années 1940 et le mirage économique des années 1960, entre une période de contrôle des mobilités (en 1955 les sauf-conduits ne sont plus édités) et la migration d'une personne sur deux à la fin des années 50¹⁹⁶.

¹⁹⁵ En France et en Espagne, est considéré comme rural toute population vivant dans des entités de moins de 2000 habitants : Dictionnaire de géographie, « Espace rural »

¹⁹⁶ Faus Pujol, Maria Carmen, « Un demi-siècle de migrations internes en Espagne », Espace, populations, sociétés, 1996-1. Hommage à Daniel Noin. pp. 111-120.



Les populations rurales de l'Espagne et de la France ne sont pas en déclin et suivent la même évolution avec une augmentation jusqu'en 1960, une légère stagnation, puis une chute en 1970. En France, la population rurale augmente toutefois bien plus rapidement qu'en Espagne, qui revient dès 1970 à son niveau initial de 1950 et ce n'est qu'en 1970 qu'il est justifié de parler de déclin de la population rurale espagnole.

Si l'on observe maintenant la population rurale espagnole au regard de la population totale du pays, nous constatons qu'au milieu des années 1950, la première diminue par rapport à la seconde, traduisant ainsi une baisse de la part de la population rurale au sein de la population totale. La baisse d'effectif observée en Espagne est symptomatique du transfert croissant de la population rurale vers les villes (tout espace de plus de 2000 habitants¹⁹⁷) ou vers l'étranger.

La baisse d'effectif décrite ci-dessus n'est en aucune mesure comparable à la perte de population des villages du canton de Jiloca qui voient leur nombre d'habitants diminuer de 60% entre 1950 et 1970. Autrement dit, plus de la moitié de la population disparaît des registres en vingt ans. Contrairement à la population rurale espagnole qui décline et se maintient, les années 1950 sont un moment de perte démographique (20%) et la décennie qui suit une accélération d'un phénomène d'abandon déjà bien entamé. La population du canton diminue pendant que la population aragonaise ne cesse d'augmenter, tout comme la population totale du pays. Si la

¹⁹⁷ Pascal Baud, Serge Bourgeat, Catherine Bras, « Espace rural »... *op.cit*

population espagnole continue d'augmenter, et la population rurale aussi, la perte radicale que connaît le canton de Jiloca interroge la vitalité des espaces de culture en terre aride (secano), plus touchés par l'exode rural¹⁹⁸ et surtout, l'attractivité de certains territoires ruraux qui réussissent à maintenir leur population. Les espaces ruraux méditerranéens de l'Andalousie et de Murcie sont des lieux d'émigration de la main d'œuvre et se distinguent des espaces de « secano », foyers d'immigration¹⁹⁹.

2) Une perte de population sur le long terme

Isolées, les campagnes de Teruel se distinguent de celles « sous influence urbaine »²⁰⁰, plus attractives en raison de leur proximité avec les villes où se concentrent le travail. Le canton de Jiloca est un espace peu industrialisé, dans une province à la forte tradition migratoire²⁰¹, dont le solde migratoire est négatif depuis 1940. L'hétérogénéité du monde rural est montrée par le sociologue David Reher qui, dans son étude sur les villages espagnols de la Manche, montre que les petits villages n'ont pas les mêmes dynamiques démographiques que les plus gros, proches des 2000 habitants. En effet, au XIX^{ème} siècle, la libéralisation de l'économie et de la propriété permet aux petits villages d'augmenter pendant un bref instant leurs ressources, leur permettant de maintenir leur population, malgré un fort taux de mortalité. Au contraire, les gros hameaux pâtissent de la proximité des grandes villes comme Madrid et Valence, qui attirent leur population. Cet âge d'or des petits villages de la Manche s'éteint dès la fin du XIX^{ème} siècle, quand les économies locales, tournées vers la monoculture céréalière ne peuvent plus employer, poussant les travailleurs journaliers à partir vers des foyers d'embauche. Durant cette période, la population des petits villages de la Manche se maintient, mais ne croît pas considérablement²⁰², et ce jusque dans les années 1930. Entre 1900 et 1930, la population des villages du canton augmente légèrement et avant d'atteindre son maximum à la veille de la guerre civile. Les années

¹⁹⁸ Remarque issue du colloque tenu le 13 décembre 2020 à Madrid, organisé par le S.E.H.A intitulé : *La depoblacion desde una perspectiva historica*.

¹⁹⁹ Colloque : : *La depoblacion desde una perspectiva historica*, le 13 décembre 2019, Madrid

²⁰⁰ Clarimont, Sylvie, Julien Aldhuy, et Olivier Labussière. « Les recompositions territoriales face à la faible densité : comparaison des « pays » aquitains et des comarcas aragonaises », *Annales de géographie*, vol. 647, no. 1, 2006, pp. 26-48.

²⁰¹ Pinilla Navarro, Vicente «Crisis, declive y adaptación de las economías de montaña: una interpretación sobre la despoblación en Aragón» dans Acín Fallo, Jocé Luis, Pinilla Navarro Vicente (coord), *Pueblos abandonados, ¿un mundo perdido?*,

²⁰² Sven – Reher, David, *Familia, población y sociedad en la provincia de Cuenca (1700 – 1970)*, Centro de investigación sociológicas, Colección monográfica, Siglo Veintiuno de España, 1988, 296p

1930 constituent donc le premier tournant du dépeuplement, le second étant celui de 1960 – 1970, qui met un terme à l’agriculture traditionnelle²⁰³.

Population de fait ²⁰⁴	1900	1910	1920	1930	1940	1950	1960	1970
Olalla	347	384	439	484	452	415	356	189
Lechago	501	558	579	651	548	507	446	278
Cuencabuena	233	239	282	360	350	317	217	140
Valverde	200	246	278	158	157	131	110	26
Los Collados*	-	-	-	142	151	142	114	43
El Villarejo	165	168	169	182	175	160	130	41

*Avant 1930, la commune fusionne à celle de Valverde

Figure 14 : Tableau de l’évolution de la population des villages de 1900 à 1970

La nouveauté des années 1950 ne relève donc pas tant de la perte de population, mais de la radicalité du phénomène. Le canton ne fait pas exception à la perte de population que connaît la province de Teruel à partir de 1950. Il est important de souligner que la province de Teruel est un Espagne peu peuplé et de faible densité, en faisant un territoire fragile aux changements structurels et conjoncturels, comme l’industrialisation massive des années 1960. Après Soria, Huesca²⁰⁵ et Guadalajara, Teruel est la quatrième province la moins densément peuplée d’Espagne en 1930 et ne connaît aucune augmentation significative de sa population entre 1931 et 1950. La tradition migratoire de la province de Teruel est héritée de la fin du XIXème, aux alentours de 1860²⁰⁶ et ses comportements démographiques ne sont pas différents de ceux observés en Navarre, à Lérida ou dans les Pyrénées françaises. Les montagnes, hautes comme moyennes, connaissent un processus de dépeuplement dès le milieu du XIXème siècle, depuis le développement de petits pôles industriels qui participent déjà à la concentration de la population autour des pôles d’emploi.

Ainsi, en 1950, les villages étudiés s’intègrent déjà dans une dynamique de perte de population qui s’accélère avec l’industrialisation massive et la mise en place d’une société de services. La

²⁰³ Garrido Palacios, José, Faci Olmos, Yolanda, « *L’analyse du dépeuplement dans les communes du bas Aragon & du Maestrazgo* » dans Carlos Serrano Lacarra (coord), *Despoblacion y territorio*,

²⁰⁴ Chiffres tirés des recensements de population de l’I.N.E

²⁰⁵ La proximité avec Barcelone est à l’origine des migrations précoces de la région nord pyrénéenne et en fait un foyer d’immigration important.

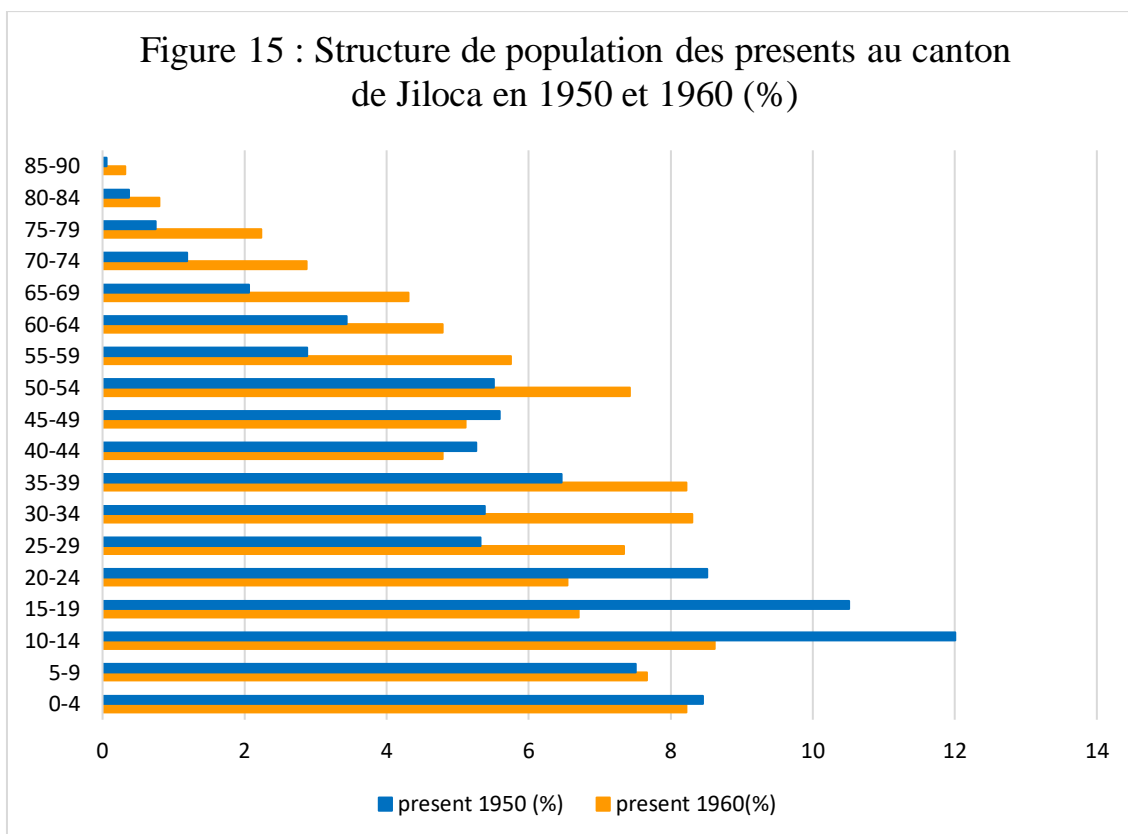
²⁰⁶ Pinilla Navarro, Vicente «Crisis, declive y adaptación de las economías de montaña”...*op.cit*

tradition migratoire est déjà bien ancrée et la faible densité du territoire en fait un espace particulièrement sensible aux changements impulsés par le régime franquiste.

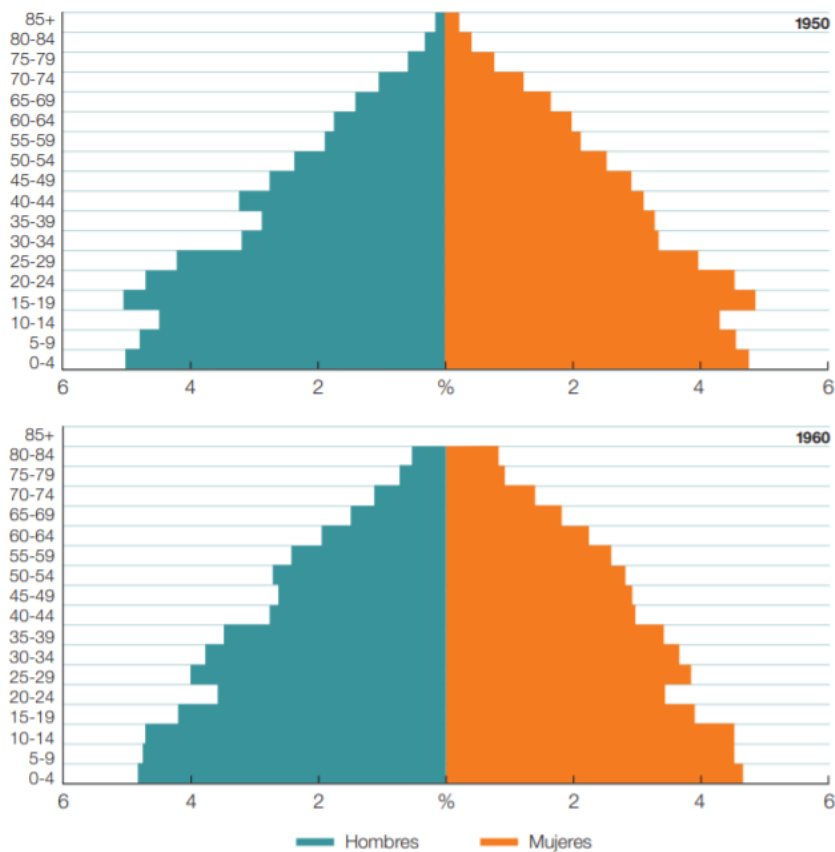
B) La structure de la population des villages : vieillissement et chute de la fécondité

Entre 1930 et 1950, l'Espagne a été traversée par la guerre civile et la faim. La chute de population peut être attribuée à ces deux facteurs aggravants qui ont touché l'ensemble du territoire. En 1950, le nombre de naissances augmentent et le pays récupère progressivement les pertes de la guerre et de la misère.

Afin de comparer la structure de la population du canton en 1950 avec celle de 1960, nous avons produits une pyramide de population regroupant tous les villages à ces deux dates. L'incomplétude des registres de 1970 ne nous a pas permis d'étendre l'analyse jusque-là. Les personnes présentes en 1960 ont été indiquées comme telle dans la base de données de 1950. Par déduction, les autres ont été indiquées comme absentes ou comme décédées si c'était le cas. Ce ne sont pas les absents qui nous intéressent ici, mais plutôt ceux qui restent, afin de voir si rester au village est un choix propre aux plus âgés.



Evolución de las pirámides de población rural entre 1950 y 1981



Nota: entidades singulares de población menores de 2.000 habitantes.
Fuente: censos de población de 1950, 1960, 1970 y 1981. Elaboración propia.

Figure 16 : Evolution de la population rurale espagnole entre 1950 et 1981

1) *Le déséquilibre démographique se creuse entre 1950 et 1960*

Comme pour la population du pays, la population des villages du canton est stationnaire en 1950. Toutes les conditions sont réunies pour se maintenir (enfants, forte présence de jeunes en capacité de renouveler la génération) malgré les séquelles de la guerre et de la misère. Celle-ci, relativement jeune, a vu partir entre 1936 et 1939 ses jeunes adultes pour le front. La présence d'habitants d'entre 65 et 90 ans montre quant à elle, que nous sommes en présence de villages intergénérationnels où cohabitent plusieurs générations d'individus et rappellent l'importance de la famille dans les campagnes.

La base de données étudiée dans la première partie nous a aussi permis d'analyser la structure de la population des villages du canton de Jiloca. Nous avons fait le choix de ne pas prendre en compte les villages Navarrete del Rio (trop peuplé) et de Nueros (trop peu peuplé) afin de se rapprocher de la réalité démographique de notre objet d'étude. Nous nous intéressons ici au poids

de chaque tranche d'âge en 1950 et 1960, afin d'identifier les changements structurels qui s'opèrent au cours de la décennie. Ces résultats sont mis en perspective avec les graphiques de l'équipe de Luis Camarero²⁰⁷ qui compare l'évolution structurelle de la population rurale grâce à quatre pyramides de population, de 1950 à 1980²⁰⁸. En 1950, la population rurale espagnole est elle aussi stationnaire et ne voit pas sa pyramide de population se déséquilibrer avant 1980. Au contraire, la population des villages du canton décroît déjà en 1960.

En 1950, les enfants en bas âge (0 – 5 ans) sont ceux nés pendant la guerre civile, entre 1935 et 1940. La guerre et la misère des années d'après-guerre participent à la réduction de la natalité et à l'affaiblissement de cette génération. Nous pouvons observer un deuxième creux dans de la génération des 30 – 40 ans, qui elle a vécu la guerre civile. Les individus d'entre 10 et 25 ans, nés entre 1920 et 1935 représentent la part la plus importante de la population et sont les acteurs de l'exode rural. La structure de la population du canton de Jiloca est en 1950 semblable à celle de la population rurale espagnole de la même année. Nous sommes bien loin de la population rurale et vieillissante des années 1980 où les enfants et les jeunes adultes ont disparu.

En 1960, le canton enregistre une baisse radicale de sa population. Tandis que la population rurale espagnole récupère progressivement les pertes et la faible natalité des années de guerre, les villages de notre canton voient leur population totale chuter, et leur taux de natalité avec. Les enfants sont la part la plus importante de la population rurale en 1960 (les 0 – 10 ans représentent environ 18% de la population), à l'inverse du canton où cette génération ne représente que 15% de la population. La part des personnes nées entre 1920 et 1935 a elle aussi diminué. Sans parler de diminution en absolu, les 25 – 40 ans n'ont pas conservé leur statut de génération de soutien, de socle et n'ont pas suivi la dynamique prévue. Nous assistons aussi au canton à l'augmentation de la part des plus âgés, comme l'atteste l'élargissement de la pyramide vers le haut.

En dix ans, les maisons se sont fermées et les familles ont quitté leur lieu de naissance. Les enfants se font de plus en plus rares et les 15 – 30 ans projettent de partir, comme l'on fait la génération avant eux. Les habitants d'entre 60 et 90 ans représentent une part de plus en plus importante de la population, ce qui se traduit par un vieillissement des villages du canton. Les femmes sont désormais aussi nombreuses que les hommes, plus nombreux dix ans auparavant. La baisse absolue de la population des villages du canton entre 1950 et 1960 montre que ces

²⁰⁷ Camarero, Luis (coord), *La población rural de España, de los desequilibrios a la sostenibilidad social*, Colección de los estudios sociales, n°27, Caixa Bank, 2009

²⁰⁸ Graphique issu trouvé dans : Camarero, Luis (coord), *La población rural... op.cit*, p 32

derniers ont subi un exode rural précoce, qui, pour être compensée, nécessiterait un grand nombre de naissances.

2) Une baisse mortelle de la natalité : l'absence de bb-boom

Contrairement à la pyramide de la population rurale totale espagnole, les villages du canton de Jiloca ne connaissent pas d'augmentation du nombre de naissance. La province de Teruel est vingtième sur cinquante provinces en termes de fécondité, soit 20,02 naissances pour 1000 femmes en 1950, soit 4 497. Les provinces les moins fécondes comptabilisent moins de 4000 naissances comme Soria, connue aujourd'hui pour son dépeuplement, qui voit naître 3 361 enfants en 1950. Cependant, avec 13,5 morts pour 1000, Teruel est la province avec le nombre de décès le plus élevé²⁰⁹.

Nous avons relevé de façon non exhaustive le nombre de naissances et de décès enregistrés dans chaque village grâce aux rectifications annuelles des registres²¹⁰. Jusque dans les années 1930 l'Espagne récupère son taux de fécondité provoquant une augmentation du nombre d'enfants par foyer entre 1930 et 1950²¹¹. Le contexte européen n'est pourtant pas favorable aux naissances. Dans les années vingt, le taux de natalité et de fécondité s'effondre en Europe. La première guerre mondiale, la grippe espagnole, la crise sont autant de facteurs à l'origine de l'impossible récupération démographique des pays belligérants²¹². A partir de 1950, les conséquences de la guerre civile et de la misère des années 1940 se font sentir en Espagne. La faim, la misère, le manque de médicaments et de logements salubres des années d'autarcie (1939 – 1959) jouent sur la natalité des espagnoles qui devient une « variable d'ajustement »²¹³. Malgré l'amélioration économique des années 1950, les séquelles de la guerre et d'après-guerre restent toujours visibles et la situation démographique du pays ne s'arrange pas avant les années 1960²¹⁴.

La baisse du nombre de naissances peine à compenser le nombre de décès des villages dans les années 1950 et s'aggrave la décennie suivante. La disparition des naissances les touche tous, y

²⁰⁹ Données issues de l'Annuaire statistique de 1950 conservé à la bibliothèque de l'I.N.E

²¹⁰ Les rectifications des registres de populations accompagnent les registres de populations, renouvelés tous les cinq ans, en même temps que le cens. Ces rectifications indiquent les naissances, les décès, les départs, mariages et retour de la population.

²¹¹ Reher, David, *Familia, población y sociedad ... op.cit*

²¹² Brée, Sandra, Bourguignon, Mélanie, Eggerickx, Thierry « La fécondité en Europe occidentale durant l'Entre-deux-guerres. Quels effets des crises sur les comportements démographiques ? », *Annales de démographie historique*, vol. 132, no. 2, 2016, pp. 41-63

²¹³ Brée, Sandra, Bourguignon, Mélanie, Eggerickx, Thierry, « La fécondité en Europe occidentale durant l'Entre-deux-guerres » ... *op.cit*

²¹⁴ Zarraga Sangroniz, Karmele, et Arantza Pareja Alonso. « Propagande et réalité des politiques familiales et natalistes sous le franquisme. Le cas de la Biscaye dans le Nord de l'Espagne (1940-1970) », *Annales de démographie historique*, vol. 128, no. 2, 2014, pp. 109-138.

compris le des plus important de notre population, Navarrete del Rio, qui en 1968 ne comptabilise aucun naissance pour sept décès la même année. A Los Collados, à partir de 1964, aucune naissance, ni aucun décès, n'est recensé au village. Les villages semblent entrer dans une forme de stagnation démographique à un moment où la population totale des villages est en chute libre. La faible natalité des villages est liée à l'exode rural qui expulse dès les années 1950 les résidents en âge d'avoir des enfants²¹⁵. Cette situation contraste avec le bébé-boom qui touche l'Europe dans les années 1950 et plus tardivement l'Espagne entre 1961 et 1966²¹⁶. Les historiens Alberto del Rey Povedo et Mar Cebran-Villar soulève le paradoxe de l'exode rural qui permet à des régions au faible taux de natalité de se maintenir, grâce au déplacement des populations des espaces comptabilisant beaucoup de naissances²¹⁷. La Castille et Léon et Madrid ont des dynamiques démographiques opposées mais complémentaires, en raison de la forte migration de castillan vers Madrid tout au long du XXème siècle. L'indicateur appelé taux de remplacement des naissances (désormais T.R.N) permet d'estimer l'influence de variables démographique sur la natalité. Autrement dit, cet outil permet de savoir combien de personnes une naissance remplace. Entre 1950 et 2000, en Castille et Léon, la baisse de fécondité et l'émigration font que les naissances n'ont remplacé que la moitié de celles de leurs aînées. En somme, les générations d'enfants de la seconde moitié du XXème siècle étaient deux fois moins nombreuses que la génération de leurs parents. Cet article souligne l'importance des migrations à la vitalité d'un espace. Sans ces dernières, à un instant t, le T.R.N aurait été plus élevé en Castille qu'à Madrid, dont la vitalité démographique dépend de l'arrivée massive de castillans (entre-autres).

Cette étude de cas nous éclaire sur le rôle de l'émigration sur structures de population, tant dans l'espace de départ que dans celui d'arrivée. La faible densité et le peu de naissance provoquée par les années de la faim sont exacerbées par l'émigration, dans un espace où l'immigration est casi nulle. Les étrangers de notre canton sont des fonctionnaires (qui viennent des villes avoisinantes comme Teruel, Calamocha et Saragosse) et des étrangers de courte distance, qui ne quittent pas leur espace de vie (des individus venus du canton mais pas du même village). En 1950, 717 personnes sont recensées tous villages compris, dont trois où résident moins de cinquante habitants et la persistance de la sous-fécondité mène ces espaces vers le dépeuplement²¹⁸.

²¹⁵ Rosario Otegui, Pascual, *Aspectos antropológicos ... op.cit*

²¹⁶ Camarero, Luis (coord), *La población rural de España, de los desequilibrios ...op.cit*

²¹⁷ Del Rey Poveda, Alberto, et Mar Cebrán-Villar. « Remplacement démographique et migrations à l'intérieur de l'Espagne au XXe siècle », *Population*, vol. vol. 65, no. 3, 2010, pp. 545-562.

²¹⁸ Chesnais, Jean-Claude, *La Démographie*, Que sais-je ?, 2010

Chapitre 5 : Quitter le village, un phénomène social (1950 – 1960)

“C’est étrange, combien de maisons j’ai vu se fermer, comme si du jour au lendemain, les gens disparaissaient, on ne sait où »

*Un paese di Calabria*²¹⁹

Fermer la maison et les volets est décrit par l’une des habitants de Racia - petit village de Calabre - comme un acte symptomatique du départ. Dans les registres, les noms rayés en bleu, en rouge ou annotés d’un B²²⁰ annoncent un changement de résidence. La catégorie « absence définitive » qui précise les raisons du départ dans les rectifications des registres se remplit (Annexe 24). Le recensement de population se vide au rythme des villages qui passent d’une dizaine de pages à trois, voire une dans certains cas. L’abandon des campagnes a pour effet contraire de remplir les villes qui ne cessent d’accueillir de nouveaux arrivants.

En 1950, le départ n’est pas encore une décision unanime, bien que les villages connaissent déjà un déclin de leur population. A Olalla, El Villarejo, Lechago et Valverde, plus de la moitié des habitants de 1950 changent de résidence en 1960. L’intensité n’est pas la même à Cuencabuena et los Collados où moins de la moitié de leurs résidents part au court de la décennie. L’exode rural apparaît ici comme un phénomène hétérogène, qui ne prend pas la même forme, ni ne répond à la même temporalité en fonction des villages. Pourtant, tous sont dépeuplés en 1970, questionnant la singularité du processus. Il s’agit ainsi dans ce cinquième chapitre d’identifier les variables qui influent sur le départ des résidents du canton en tachant de rendre compte de des différences internes à notre objet d’étude

A) L’exode rural, un problème social

La baisse du nombre de résidents au canton de Jiloca est, comme nous l’avons vue radicale. Entre 1950 et 1960, la baisse de la population de 20% ne cesse de se poursuivre jusqu’en 1970. Un tournant a lieu à la fin des années cinquante qui provoque un changement quantitatif et qualitatif des flux, mais aussi un regain d’intérêt de l’administration franquiste pour les mobilités.

²¹⁹ Aiello, Shu et Catella, Catherine (real), *Un paese di Calabria*, Italie et France, Juste Distribution, 2018, 1h31

²²⁰ « B » est l’abréviation de Baja qui indique le départ définitif

1) 1950 – 1960 : des migrations au sein du canton

L'exode rural des années 1950 est celui des petits villages vers les plus gros, des petites villes vers les plus grandes²²¹. Le rythme migratoire varie d'un village à un autre. La fréquence des mouvements de population dans les registres montre qu'Olalla, El Villarejo, Navarrete del Rio et Valverde forment un premier groupe qui s'inscrit dans une tradition migratoire de long terme. Cuencabuena et Los Collados forment quant à eux un deuxième ensemble et ne connaissent aucun départ entre 1950 et 1955. Il faut attendre 1956 et 1959 pour que le premier changement de résidence soit indiqué dans leurs registres respectifs. Si la population du premier groupe migre progressivement (contrairement au second) tous les villages subissent une intensification des départs au début des années 1960.

Dès lors, les années 1950 se caractérisent par l'hétérogénéité des flux, qui n'ont lieu ni au même moment ni vers les mêmes espaces. Les rectifications des registres de population sont utiles à l'étude des trajectoires migratoires mais ne précisent pas toujours la destination. Les informations contenues dans les rectifications ne sont pas systématiques et nous empêchent de pouvoir rendre compte de façon exhaustive du point de chute des migrants.

Sans nier l'existence de migrations vers les grandes villes comme Barcelone et Saragosse, la majorité des flux migratoires des années 1950 sont de courte distance et se limitent à l'espace du canton. A El Villarejo, un quart des départs se dirigent vers une ville, de préférence petite et proche comme Calamocha et Alcaniz. Nous retrouvons ces proportions à Valverde. Les migrants du canton de Jiloca ne sont donc pas irrésistiblement attirés par Barcelone et Saragosse dans les années 1950, tout comme les migrants ruraux au XIX^{ème} en France ne sont pas irrésistiblement attirés par Paris. Au total au cours du XIX^{ème} siècle, 77% des migrants français, résidants dans un village migrent vers un autre village²²². Les citadins migrent quant à eux massivement vers des espaces urbains plus grands et choisissent eux aussi un environnement familial comme destination. Les villes satellites de Paris que sont Soisson et Massy émettent des flux migratoires majoritairement dirigés vers la capitale. Ce modèle s'applique aussi à Barcelone, qui, en 1930, comme le montre José Luis Oyon, attire une majorité de citadins habitants la

²²¹ Sven – Reher, David, *Familia, población y sociedad en la provincia de Cuenca (1700 – 1970)*, Centro de investigación sociológicas, Colección monográfica, Siglo Veintiuno de España, 1988, 296p

²²² Rosental, Paul-André, *Les sentiers invisibles, espace, famille et migrations dans la France du XIX^{ème}*, Paris, Edition de l'EHESS, 1999, 256p.

province de Barcelone et de tarragonais, qui sont les plus nombreux à migrer vers la capitale catalane²²³.

Dès lors, le migrant du Jiloca de 1950 ne part pas s'installer dans un taudis de la périphérie de la ville et choisit la proximité. Les changements de domicile des années 1950 s'effectuent au sein de « l'espace habituel », un espace non homogène qui comporte en son sein le lieu de résidence et qui s'étend aux lieux de travail et de loisir, souvent à plusieurs heures de marche du village²²⁴. Paco par exemple a rencontré sa femme lors de la fête du village voisin de Nueros. Elle est venue s'installer dans le village natal de son mari. Ce changement de résidence n'impliquant ni déracinement, ni changement de paysage rural.

2) 1960 – 1970 : intensification des migrations et polarisation des flux vers les villes

L'intensification des mouvements migratoires au début des années 1960 n'a pas pour conséquence d'effacer les flux internes au canton. Le plan de stabilisation de 1959 et la libéralisation de l'économie espagnole provoquent l'augmentation de la masse totale des migrants et leur polarisation vers les villes. Les années 1960 sont les années des migrations économiques promues par le gouvernement franquiste incitant les travailleurs à aller à l'usine. Au cours de cette intensification, Saragosse, Barcelone et Calamocha deviennent les trois destinations privilégiées du canton.

En 1964, Victor Perez Diaz prédit la diminution presque totale des migrations internes au canton de Tierra de Campo en Castille²²⁵ et espère que l'immigration bénéficie aux petites villes. C'est le cas du canton de Jiloca dont Calamocha devient une destination prisée des villageois. Cette dernière concentre les services inexistantes dans les villages alentours et possède une petite industrie prête à embaucher. Paco raconte y avoir travaillé comme ouvrier quelques années pour subvenir aux besoins de sa famille. Plusieurs ménages choisissent de s'y installer définitivement pour bénéficier du train et des services disponibles. Contrairement à Barcelone et Saragosse, celle-ci conserve une proximité avec le monde rural alentour et permet aux migrants de retourner régulièrement au village voire leur famille.

Les migrations vers Barcelone et Saragosse s'intensifient et attirent des familles, des célibataires ou encore des couples en quête de travail. André se rappelle de l'emploi comme domestiques de jeunes filles du canton à Barcelone, du travail des journaliers dans les usines, de leur attente le

²²³Oyon, José Luis, Maldonado, Jose, Griful Eulalia, *Barcelona, 1930 : un atlas social*, Barcelona, UPC, 2001

²²⁴Dupâquier, Jacques. « Sédentarité et mobilité dans l'ancienne société rurale. Enracinement et ouverture : faut-il vraiment choisir ? », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol. 18, no. 2, 2002, pp. 121-135.

²²⁵Perez Diaz, Victor, *Emigración y cambio social ... op.cit*

matin sur la place, - qu'il n'a pas nommée - pour être employé comme manœuvre. Le processus de « développement industriel – émigration rurale – crise agricole » décrit par Victor Perez Diaz est à l'origine de l'arrivée massive de migrants dans les grandes villes où se concentrent l'industrie et les services. Les inégalités de salaires sont considérables entre le monde rural et le monde industrialo-urbain. Les salaires agricoles ne cessent d'augmenter jusqu'en 1958 en raison du développement économique des villes (qui permet l'application d'économies d'échelles en réduisant le coup de la main d'œuvre). Les agriculteurs ne sont plus en mesure de payer leurs travailleurs. La structure de la demande change aussi à la fin des années 1950. La demande en viande s'accroît et l'élevage intensif paralyse la production extensive des villages de montagne. Le régime insiste sur la nécessité à approvisionner les grandes villes qui ne cessent de grossir. Le 9 novembre 1954, le ministre de l'Agriculture Rafael Cavestany insiste lors du premier Congrès National de l'élevage sur l'extension des espaces de pâturages. L'intensification de l'élevage se fait ainsi au détriment des surfaces agricoles, bien moins rentables²²⁶. Dans ce contexte de changement, les jeunes aspirent à une nouvelle vie, bien différente de celle de leurs parents, qui ne sont parfois jamais sortis du village. Le secteur industriel absorbe l'excédent de main d'œuvre de l'agriculture. Le secteur des services ne cesse de croître et toutes les villes d'Europe méditerranéenne ne cessent de s'étendre

Notons que Valence n'est pas une destination privilégiée alors qu'elle aussi est proche de Saragosse et possède un tissu industriel et tertiaire bien plus dense. Le choix d'une ville est fortement corrélé à la présence des fleuves, qui orientent les chemins migratoires depuis des siècles. Les villages se situant sur des affluents de l'Ebre auront tendance à remonter vers Saragosse, ceux du Jucar, vers Valence²²⁷. Des réseaux se sont en effet mis en place au cours des différentes vagues migratoires et facilitent l'installation des nouveaux arrivants.

3) *Les mouvements de population au cœur des préoccupations administratives*

L'intensification des flux migratoires des campagnes mobilise l'administration franquiste et la recherche en sciences sociales. Le sociologue Miguel Siguan Soler, qualifie l'exode rural de « problème social » en 1959²²⁸ en raison de l'arrivée massive de migrants. Les problèmes de

²²⁶ Garasa, Fausto. « Politique et mutations socio-économiques ...*op.cit*

²²⁷ Otegui Pascual, Rosario, *Estrategia y identidad, un estudio antropológico ... op.cit*

²²⁸ Siguan Soler, Miquel, *Del campo al suburbio, un estudio sobre la inmigración interior de España*, Junta de estudios económicos, jurídicos y sociales, Madrid, 1959

logement sont exacerbés. L'offre, inférieure à la demande provoque le surpeuplement de l'habitat, souvent insalubre, situé en périphérie²²⁹.

En réponse à ces problèmes, l'outil statistique est mobilisé. En effet, le manque d'infrastructures et les problèmes sociaux provoqués par l'exode rural attire l'attention de l'Etat qui produit un grand nombre d'études sur ce phénomène. Plusieurs d'entre-elles comme *Migrations et structure régionale* et *Les provinces espagnoles, évolution de la population de droit (1960 – 1970)*²³⁰ sont rédigées par l'I.N.E et conservées aux archives provinciales de Teruel. Leur présence même témoigne de l'intérêt de l'administration provinciale qui a pris la peine de les conserver. Toutes deux sont destinées à informer l'administration locale de la situation. Plusieurs tableaux proposent des données chiffrées sur le lieu de départ et d'arrivée des migrants par province, sur les taux migratoires et identifient les provinces excédentaires et déficitaires. Le dépeuplement n'est pas la priorité de l'administration. Seule l'enquête sur les campagnes de 1962²³¹ fait le lien entre les mauvaises conditions de vie des campagnes et leur abandon. L'indice de développement rural est un indicateur « qui peut être considéré comme un indice de dépeuplement » puisque les espaces les moins équipés et développés sont aussi ceux qui fournissent l'industrie en main d'œuvre. Pour eux, « plus le territoire est rural, plus le dépeuplement y est important ». Cette corrélation est la seule qui nous ait été donnée de trouver dans les sources administratives. Paradoxalement, l'exode rural est perçu comme un problème urbain aux yeux d'une administration autoritaire recentrée sur le développement économique du pays. Le Fond National de Protection du travail propose en 1960 une aide financière aux habitants ayant trouvés un emploi extérieur au secteur agricole²³². Si le logement et les terres correspondent aux critères de l'aménagement rural, qui ne sont pas précisés, le coût du déplacement serait pris en charge et les anciens propriétaires recevraient l'équivalent de trente jours de travail en compensation. Ainsi, l'Etat facilite et accompagne le départ des villageois dans le but d'acheter des terres pour les concentrer. Ce mécanisme incitatif montre que celui-ci tire profit du départ des habitants des campagnes pour mener à bien son projet d'aménagement rural (chapitre 2).

²²⁹ Vorms, Charlotte. « Madrid années 1950 : la question des baraques », *Le Mouvement Social*, vol. 245, no. 4, 2013, pp. 43-57.

²³⁰ Archives provinciales de Teruel - NR / 163 – Migrations et structures régionales (Madrid 1968)

²³¹ Archives provinciales de Teruel – NR / 122 – Les provinces espagnoles, évolution de la population de droit durant la décennie 1960 – 1970.

²³² Bibliothèque du ministère de l'agriculture – Bulletin officiel de l'Etat n°181 du 30 juillet 1969 : Décret 673 / 1969 du 29 mars par lequel est déclaré sujet à l'aménagement rural le canton de Jiloca.

B) Le profil d'un migrant du canton de Jiloca

Dès lors, qui part ? Qui sont les migrants du canton de Jiloca des années 1950 ?

Il s'agit ici d'étudier les comportements de la population en fonction de leur âge, de leur lien de parenté, de leur profession, puis de présenter les caractéristiques de ceux qui partent. Pour cela, nous avons identifié qui, des résidents de 1950, sont restés au village en 1960, puis rapporté cette observation dans la base de données de 1950. Les « absents » sont donc ceux qui, présents en 1950, ne résident plus au village en 1960. Rappelons que le changement de résidence de la population est un phénomène qui touche toute la société. Bien que certaines catégories soient plus affectées que d'autres, la moitié de notre échantillon²³³ change de domicile.

1) *Un contingent de jeunes migrants*

Dans tous les villages, la jeunesse est un facteur de départ. Plus l'âge avance plus les habitants sont enclin à rester. Avec un tiers de départ entre 1950 et 1960, la tranche des 45 – 50 est la moins disposée à partir, suivis des 35 – 45 ans qui sont 35% et 39% à partir. Passé cinquante ans, le taux de départ varie radicalement d'une tranche à l'autre. Les 60 – 65 ans font exception avec un taux de départ de 59%, alors que les 55 – 60 et les 65 – 70 partent autant que les 35 – 50. Les jeunes et les personnes âgées sont alors les deux catégories ayant le plus fort taux de départ, faisant de l'âge une variable déterminante dans la décision du départ.

²³³ Nous n'avons pas inclus à notre analyse le village de Lechago dont il manquait le registre de 1960

Catégorie d'âge	Nombre de personnes absentes en 1960	Nombre de personnes présentes en 1960	Total général du nombre de personnes par catégorie d'âge	Part des absents par catégorie d'âge en 1960 (%)
0-5	55	81	136	40%
5-10	58	65	123	47%
10-15	76	65	141	54%
15-20	124	65	189	66%
20-25	107	62	169	63%
25-30	64	66	130	49%
30-35	43	45	88	49%
35-40	28	51	79	35%
40-45	40	62	102	39%
45-50	27	57	84	32%
50-55	34	50	84	40%
55-60	31	48	79	39%
60-65	24	17	41	59%
65-70	15	29	44	34%
70-75	14	13	27	52%
75-80	10	3	13	77%
80-85	11	1	12	92%
85-90	4	1	5	80%
90-95	1		1	100%
Total général	766	781	1547	50%

N = 1547 (hors décès)

Figure 17 : Tableau de la répartition par âge des habitants du canton en fonction de leur absence en 1960

Toute mobilité suppose un risque que les jeunes sont plus disposés à prendre²³⁴. Cette remarque n'est pas valable pour les 10 – 15 ans, encore soumis à l'autorité parentale. Ces migrations d'accompagnement s'inscrivent dans une dynamique familiale voulue par celui ou celle à la tête du ménage. Jusqu'à 15ans, les enfants changent de résidence avec leur famille, contrairement aux jeunes adultes qui partent probablement délibérément.

Les 15 – 20 ans sont 66% à s'absenter entre 1950 – 1960. Cette migration est essentiellement économique, puisqu'elle ne concerne que des célibataires, hommes et femmes confondus. Les garçons sont journaliers, sans activité ou étudiants, tandis que les femmes, sans activité partent

²³⁴ Perez Diaz, Victor, *Emigracion y cambio social ... op.cit*

toutes comme mineures (fille de) et comme femme au foyer (« sus labores »). A partir de l'âge de 20 ans, nous observons une généralisation de l'entrée des garçons sur le marché du travail. 63% des 20 – 25 ans quittent le canton. Tous les hommes sont encore célibataires. Les hommes mariés apparaissent vers l'âge de 24 – 25 ans. Les deux tiers travaillent dans l'agriculture, le dernier se répartissant entre la fonction publique, le service et les études²³⁵. L'exode rural touche dès le début plusieurs corps de métier. Sans information sur la profession des jeunes femmes, l'état civil est un bon indicateur pour comprendre les motivations de leur départ. Contrairement aux hommes, tous célibataires, 10 femmes sur 35 s'absentent en étant mariées (28%). Celles-ci partent très certainement rejoindre leur mari installé ailleurs. Lors des regroupement familiaux, les femmes sont déjà mariées et ont acquis le statut d'épouse. Le mariage est un phénomène que l'on commence à observer chez les femmes de 20 – 25 ans. Avant, leur départ est soit le fait d'une migration familiale, soit d'une migration économique qui les destine au travail domestique

La probabilité du départ des jeunes en milieu rural augmente au moment de la mise en couple ou à l'arrivée du premier enfant. Ce facteur se combine avec leurs motivations professionnelles. Avec la démocratisation progressive de l'école, ils partent pour continuer leurs études, leurs formations. Mais aussi parce qu'ils sont formés et que le marché du travail rural ne leur permet pas d'avoir un emploi à la hauteur de leurs compétences. Partir, c'est aussi augmenter sa chance de changer de statut social ; le fait d'être cadre augmentant fortement la probabilité d'avoir migré les années précédentes, formation²³⁶.

Enfin, il semble que passé quatre-vingts ans, les personnes âgées migrent. Cette migration doit s'inscrire probablement dans une migration de groupe et d'assistance, celles-ci devant partir vivre avec un de leurs enfants vivant ailleurs.

2) *L'exode rural touche toutes les professions avec une plus ou moins grande intensité*

Toutes les professions du canton de Jiloca sont touchées par l'exode rural mais à intensité variable. Les composantes de l'exploitation familiale traditionnelle persistent (couple propriétaire, enfants), tandis que les travailleurs journaliers, les commerçants et les fonctionnaires partent massivement.

²³⁵ Sur les 39 hommes absents d'entre 20 et 25 ans, 13 sont agriculteurs, 12 travailleurs journaliers, 4 étudiants, 3 dans la fonction publique (prêtre et militaire) et 6 ne sont pas renseignés.

²³⁶ Detang-Dessendre, Cécile, Piguet Virginie, Schmitt Bertrand, « Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, vol°57, 2002, 35 – 62

Type de profession	Nombre de personnes absentes en 1960	Nombre de personnes présentes en 1960	Total général du nombre de personnes par profession	Part des absents par type de profession en 1960 (%)
Agriculture	179	225	404	44%
Commerce, services, artisanat et industrie	29	17	46	63%
Fonction publique et emplois a statut	26	16	42	62%
Journalier agricole et manœuvre	72	32	104	69%
N.c	14	12	26	54%
Sans activité	304	351	655	46%
Scolarise	142	128	270	53%
Total général	766	781	1547	50%

N = 1547

Figure 18 : Part des absents en fonction de leur profession (1950 – 1960)

Les fonctionnaires et les commerçants sont des catégories socio-professionnelles sous-représentées rendant les statistiques peu représentatives de leurs comportements migratoires. Environ les deux tiers d'entre eux présents en 1950 ne résideraient plus au village en 1960. Afin de compléter ce manque d'information, nous avons eu recours aux registres de population de Navarrete del Rio, un des plus gros villages du canton. Les commerçants y sont présents et bien plus diversifiés que dans nos villages. En comparant de façon non exhaustive le registre de population de 1950 à celui de 1960, nous observons que ces derniers restent en 1960, offrant à Navarrete del Rio un niveau de services plus élevé que chez ses voisins.

Le niveau de qualification augmente la probabilité de départ des habitants en milieu rural. Le bas de l'échelle sociale (ouvriers, journaliers, petits employés) migre moins que les personnes qualifiées. Cette remarque est aussi valable au sein des catégories socio-professionnelle, les ouvriers qualifiés partant probablement plus que les autres²³⁷. Les fonctionnaires s'inscrivent dans cette logique de départ. Lettrés et ayant fait des études, ils se distinguent en raison de leur statut des autres professions du canton. De plus, ils dépendent des mutations et du bon vouloir de leurs supérieurs hiérarchiques (maire, gouverneur civil, ministre etc). Le juge de paix, la secrétaire, le gendarme ou encore le facteur n'apparaissent plus en 1960 et ne sont pas remplacés.

²³⁷ Detang-Dessendre, Cécile, Piguet Virginie, Schmitt Bertrand, « Les déterminants micro-économiques ...op.cit

Au total, 62% des employés de la fonction publique n’habitent plus aux villages en 1960. Le maître ou la maîtresse d’école sont les seuls à être renouvelés, même les prêtres n’y sont plus domiciliés.

Les ouvriers sont les premiers cultivateurs à partir (69%). Sans terres, ces derniers sont dans une situation de dépossession et d’infériorité qui la rend précaire et sujette aux aléas. A la recherche d’un emploi, ils sont plus mobiles et souvent de passage, en fonction du besoin de main d’œuvre. Au canton de Jiloca, les fils sont indiqués comme travailleur journalier dans les exploitations familiales (chapitre 1). 75%²³⁸ des absents sont célibataires ce qui facilite leurs allers et venues. Ces mobilités se transforment progressivement en départs définitifs au fil des années cinquante. L’industrie est en demande de main d’œuvre et les conditions de vie de l’agriculture traditionnelle ne cessent de se dégrader. Le surplus de main d’œuvre provoque un fort taux de chômage²³⁹. A la veille de la seconde guerre mondiale, les travailleurs journaliers sont déjà peu nombreux en raison de la diminution des exploitations de moins de 100 hectares²⁴⁰. La crise de l’agriculture traditionnelle vient réduire leurs opportunités d’ascension sociale, déjà limitées. Victor Perez Diaz étudie les relations qu’entretiennent les agriculteurs et les ouvriers agricoles en Extrémadure en 1966. Le paysan, petit propriétaire constitue un idéal de vie pour les travailleurs journaliers, qui peinent à s’élever socialement. En effet, les agriculteurs sont particulièrement endogames et aux trois quarts fils de paysans. L’ascension sociale des journaliers se limite au statut de petit propriétaire, lui aussi précaire. Les perspectives ne sont pas plus avantageuses pour leurs enfants, qui n’ont que peu de chances de profiter de l’ascenseur social en restant cultivateur. En Espagne, moins d’un dixième des paysans sont fils d’ouvriers agricoles, ce peu de perspectives ne cesse d’accroître leur désir de départ²⁴¹. L’exode rural n’épargne pas non plus les agriculteurs, tout de même moins touchés dans les années 1950. Ils sont en effet 44% à avoir changé de résidence en 1960. Attachés à leurs terres et déterminés à résister, ces derniers attendent une amélioration de leurs rendements grâce à la mécanisation, ce à quoi s’ajoute l’investissement financier et personnel, qui les incite à rester au village. Parfois, les cultivateurs – paysans et journaliers - préfèrent une mobilité sectorielle à une mobilité géographique et travaillent pour l’industrie

²³⁸ 54 travailleurs journaliers sur 72 sont célibataires, 18 sont mariés, un seul est veuf

²³⁹ Perez Diaz Victor, *Estructura social del campo y éxodo rural. Estudio de un pueblo de Castilla*, Editorial Tecnos, Madrid, 1966

²⁴⁰ Duby Georges et Wallon Armand (dir.), *Histoire de la France rurale ... op.cit*

²⁴¹ Perez Diaz, Victor, “Movilidad social de campesinos extremeños...” *op.cit*

locale. Entre 1962 et 1965, 35,1% du total des migrants espagnols restent dans leurs provinces et valorisent ainsi la proximité²⁴².

C) La recomposition de la famille face à l'exode rural

L'étude des migrations des ménages a nécessité un traitement particulier au cours duquel nous les avons caractérisés en fonction de leurs comportements migratoires entre 1950 et 1960. Pour cela, nous avons procédé en trois temps : premièrement l'identification des comportements migratoires à échelle de toute la population en ne prenant en compte que les absents, deuxièmement la prise en compte des différences entre villages. Troisièmement terminer par l'observation des comportements migratoires en fonction de la forme dominante des familles des villages, soit la distinction entre Collados et Cuencabuena (ménages complexes) et Olalla, Lechago, Valverde et El Villarejo (nucléaires)

1) *Une décomposition progressive de la famille*

Les comportements migratoires différents d'un village à l'autre. La disparition des ménages n'est pas une fatalité, l'exode rural ayant plutôt pour effet de provoquer une décomposition progressive. Ces derniers adoptent des stratégies différentes dans le but d'améliorer leurs conditions de vie. Plus de la moitié des ménages d'Olalla, Cuencabuena et Collados disparaissent et préfèrent une migration familiale intégrale. Au contraire, Lechago, El Villarejo et Valverde voient moins d'un tiers de leur population partir intégralement et définitivement (Annexe 8). Aucun comportement n'est dominant dans aucun des villages, laissant supposer que la forme des migrations dépend des opportunités et des stratégies à micro-échelle.

Par ailleurs, tous les habitants des villages préfèrent partir en groupe plutôt qu'individuellement. Nous sommes en présence d'une migration qui impliquent majoritairement le départ de plusieurs membres du ménage. Les migrations individuelles représentent, à l'exception del Villarejo (28%) moins de 20% de la population de l'ensemble des villages. En d'autres termes, les trois quarts des migrations suivent des logiques familiales multiformes qui impliquent le départ de plusieurs membres, parfois sur plusieurs générations.

Chaque départ a ainsi été caractérisé selon deux critères : le type de migration, individuelle ou collective et l'individu parti au sein du ménage. Parmi les migrations de groupe, nous avons distingué cinq groupes : les migrations de plusieurs enfants (filiale collective), celles d'un groupe

²⁴² Naredo, José Manuel, *La Evolución de la agricultura en España (1940 – 1990)*, Granada, Universidad de Granada, 1996, 444p

de femmes ou d'homme n'ayant pas de liens de parenté direct, voire aucun lien de parenté (migration féminine et migration masculine) et celles d'un groupe de femmes et / ou d'hommes sur plusieurs générations, appartenant à une même famille et suivant une logique d'ascendant patri ou matrilineaire (migration patrilinéaire et matrilineaire). S'ajoutent ensuite les couples mariés qui quittent le foyer sans que celui-ci ne disparaisse complètement (couple) et celles des parents et d'un ou plusieurs enfants, sans que toute la fratrie ne suive (familiale). Cette dernière catégorie comprend les veufs, les veuves, les mères et les pères qui quittent le village avec un de leurs enfants. Enfin, les migrations individuelles des enfants qui partent seuls, garçons et filles confondus (filiale individuelle) ou individuelles d'un des membres du couple (individuelle). Le déménagement des domestiques et des membres extérieurs à la famille représente une minorité de personnes (autre).

2) Le départ unanime des enfants

Les enfants sont les plus nombreux et les premiers à quitter les villages, individuellement et collectivement. Tous voient leurs enfants partir en groupe à l'exception de Villarejo où ils préfèrent partir seuls (16% de départs collectifs contre 20% de départs individuels). Ce constat est cohérent avec le départ prématuré et massif des jeunes au cours de la décennie. La migration de fratries est courante au canton et affecte autant les femmes que les hommes, alors que les départs individuels sont préférés par ces derniers, libres de partir seuls. Ils sont particulièrement genrés chez les enfants. Les hommes quittent le domicile familial pour des raisons scolaires et professionnelles, comme saisonnier dans une autre exploitation ou à l'usine. Avant de se marier les femmes elles, partent aussi travailler mais comme domestiques et aucune n'étudie après quinze ans. Les mariages ne se généralisant pas avant 22 ans les causes professionnelles et scolaires semblent plus probables. Dans les années 1950, les jeunes commencent à ne plus revenir et le départ définitif devient peu à peu la norme. Les enfants initient donc les migrations familiales et sont peut-être rejoints par leurs parents les années suivantes.

3) Les migrations impulsées par le chef de famille cohabitent avec le départ des épouses à Olalla et Cuencabuena

Les migrations patrilinéaires sont présentes dans tous les villages. Plusieurs générations au sein d'un même ménage partent conjointement, le père étant en général accompagné d'un de ses enfants. Ces déplacements s'inscrivent dans une logique collective qui met en lumière le rôle du père dans la survie du village. Néanmoins, le rôle prépondérant du chef de famille est nuancé par les migrations à ascendance matrilineaires. Ces deux formes de décomposition du ménage

coexistent à Olalla et Cuencabuena et touchent respectivement 9% et 18% des habitants du canton. Dans ce cas de figure, les mères partent seules avec un de leurs enfants. Leur mari reste au village. La plupart du temps accompagnées d'un fils, les veuves adoptent aussi cette stratégie. Les autres sont peut-être employées comme domestiques pendant que leur fils travaille aux champs. Nous ne sommes pas en mesure de savoir si ces migrations sont définitives ou temporaires. Il est certain que les enfants ne retournent pas au village. Le départ des épouses se démarque de l'idée d'une migration masculine, impulsée par les hommes.

4) Une stratégie migratoire conditionnée par la taille et la forme du ménage

Le départ des parents comme des enfants s'inscrit dans une stratégie conditionnée par la forme et la taille du ménage. Les villages de Collados et Cuencabuena ont plus de ménages complexes que de ménages nucléaires, contrairement aux autres. Nous les avons ici agrégés dans le but de vérifier l'influence de la forme du ménage sur la forme de migration (Annexe 9). Rappelons aussi que l'exode rural commence plus tardivement dans ces deux villages.

Dans les villages où dominant les familles complexes le disparition de ménages entiers est légèrement plus importante (50% contre 43%), tandis que les migrations filiales collectives sont légèrement inférieures (14% contre 17%). Entre 1950 et 1960, les villages où dominant les ménages complexes ont une plus grande propension à voir partir des familles entières. La grande différence vient surtout de l'écart entre la part des migration matrilineaires, deux fois plus importantes à Collados et Cuencabuena (13% contre 6%) où l'ascendance par la mère fait le lien entre les différentes générations au sein d'un ménage. Le rôle des femmes y est d'autant plus fort et tout semble montrer que les mères ont un rôle particulier dans les stratégies familiales. Au contraire, à Olalla, Valverde, Lechago et El Villarejo, la patrilinéarité est deux fois plus importante qu'à Collados et Cuencabuena. Les formes de la migration coïncident ici avec la morphologie et les logiques familiales elles-mêmes conditionnées par la taille moyenne des ménages.

Si l'on calcule le nombre d'enfants moyens en fonction de la migration (nombre de ménages par type de migration sur le total d'individus par type de migration), nous nous apercevons que les ménages ayant subis des migrations masculines, filiales collectives et de couple sont plus nombreux en moyenne que l'ensemble de la population. En effet, les ménages comptent en moyenne 4,4 personnes, contre plus de 5 pour ceux cité ci-dessus. Le nombre d'enfants jouent un rôle prépondérant dans les migrations masculines et des fratries qui partent chercher du travail collectivement dans un même endroit. Bien que les femmes partent aussi, les hommes sont

théoriquement chargés de subvenir aux besoins de la famille. Plus indépendants, il est plus facile pour eux de trouver un emploi dans une usine ou de travailler comme saisonnier dans une exploitation voisine. Les fratries sous entendent que la famille avait au moins deux enfants à nourrir et peut-être pas assez de terres à offrir. Il est probable que les grandes familles envoient leurs enfants travailler en ville, pour leur assurer un avenir plus prestigieux, expliquant leur départ d'Olalla. Les couples eux quittent des ménages majoritairement complexes. Il est donc logique que ceux-ci soient plus nombreux que la moyenne. Les jeunes mariés vivant encore au domicile des parents partent pour s'installer de façon indépendante, là où l'un des membres du couple trouve du travail. Faire bouger une famille d'en moyenne cinq membres est plus compliqué que de quitter le village à deux ou trois.

Les ménages les moins nombreux partent intégralement, individuellement ou restent. Il est en effet plus simple d'entretenir une famille de petite taille. Ceux ayant peu d'enfants ont une propension à la jeunesse et accumulent ainsi deux variables favorables à la migration. La taille du ménage influe donc plus sur la forme de la migration, que sur le fait même de migrer. Tous sont touchés. Si les familles nombreuses envoient plusieurs membres et entreprennent une migration collective, les petites voient un membre, en général le chef de famille ou la mère s'installer ailleurs ou disparaissent définitivement.

En somme, presque tous les ménages perdent au moins un membre et mettent en place des stratégies de survie, conditionnées, entre-autre, par le nombre d'habitant en leur sein. Dans l'objectif d'identifier les changements de la décennie, nous avons pris pour exemple le village d'Olalla et recodé les ménages en 1960 en suivant des critères semblables, morphologiques et d'ascendance (Annexe 10). Les ménages conservant la même morphologie mais ayant perdu un membre ont été indiquées comme « dégradé ». Il en résulte l'augmentation du nombre de ménages isolés, de fratries, et de ménages monoparentaux. Les ménages nucléaires ne gardent pas non plus leur forme originelle et perdent certains de leurs membres. Les parents ont par exemple vu leurs enfants partir et restent au village avec le petit dernier qui les quitte à leur tour quelques années plus tard. Au canton de Jiloca comme dans la province de Cuenca, l'exode rural a pour conséquence la déconstruction des ménages complexes et nucléaires²⁴³. Chez les premiers, les membres de la famille élargie et les domestiques partent vers les grandes villes, tandis que les couples accueillis chez leurs parents s'installent au village ou partent. Les ménages nucléaires

²⁴³ Reher, David, *Población y sociedad ... op.cit*

voient quant à eux les fratries se défaire quand il n'est pas question de la « dissolution de la maisonnée », provoquée par le départ du couple chef de famille. Les ménages isolés augmentent aussi à Cuenca, où le taux de célibat passe de 4,5% à 8% chez les hommes et de 4,7 à 9,6% chez les femmes, entre 1930 et 1975 ²⁴⁴.

Jeunes en quête d'ascension sociale partent plus que leur aînés et se tournent dans les années 1950 vers des espaces de proximité. L'intensification des flux migratoires des années 1960 provoque une polarisation des trajectoires vers les espaces urbains, sans que les migrations au sein de l'espace rural ne disparaissent. Si le contexte dans le lequel se déroule la migration est essentiel, la variable familiale est déterminante est conditionne la forme de l'immigration.

²⁴⁴ Reher, David, *Población y sociedad ... op.cit*

Chapitre 6 : La propriété foncière, une institution en mutation

(1950 – 1970)

L'exode rural a pour double conséquence de libérer les parcelles agricoles et de vider le village de sa main d'œuvre²⁴⁵. Les terres sont abandonnées parallèlement au départ des habitants. Leur abandon pose deux questions : quelle forme prend-il entre 1950 et 1960 ? La stratégie de départ des villageois dépend-t-elle de leur statut social ? Croiser la variable de la propriété avec celle de l'exode rural permet d'introduire une hiérarchie au sein des habitants et de réfléchir aux conséquences des inégalités sur le départ des villageois. En d'autres termes, il est ici question de différencier les comportements des villageois en fonction de leur position sociale. Nous supposons que les petits propriétaires partent plus et plus rapidement des villages en raison de leur précarité et que les « puissants », sont plus enclins à rester.

A) Les stratégies de départ des propriétaires

L'hypothèse de départ est que les différentes structures migratoires seraient causées par des disparités de structure foncière, elles-mêmes à l'origine d'organisations familiales diverses. Ce chapitre est construit à partir du cadastre et des registres d'Olalla et Collados, dont la population n'a pas la même structure familiale et migratoire.

1) *La terre conditionne le départ*

A Collados comme à Olalla, les grands propriétaires sont moins mobiles que les petits et ont un taux de départ inférieur ou égal à la moyenne (54% et 68%). Les grandes familles semblent donc plus enclines à rester que les plus pauvres contraints au départ (Annexe 11)

Ces deux tableaux montrent toutefois que les comportements migratoires varient selon les villages. Les petits propriétaires sont tantôt au-dessus, tantôt en dessous de la moyenne, signifiant que le facteur foncier ne suffit pas à expliquer les stratégies des ménages. La terre est un facteur de sédentarité plus déterminant à Olalla qu'à Collados où les puissants du village partent autant que les plus pauvres. En effet, le taux de départ des sans terre est supérieur à la moyenne d'Olalla, contrairement à Collados où il est égal à la moyenne. Les sans terres partent autant que les grands propriétaires. Autrement dit, à Olalla, la probabilité du départ diminue avec la taille de

²⁴⁵ Reher, David, *Familia, población y sociedad ... op.cit*

l'exploitation. La propriété accroît l'attachement des agriculteurs à leur espace de vie. Les locataires sont eux animés par la volonté d'y accéder pour s'élever socialement. Néanmoins, les petits exploitants sont paradoxalement plus enclins à partir à Collados qu'à Olalla où leur taux de départ est inférieur à celui de la moyenne. 80% d'entre eux quittent Collados, contre 62% pour Olalla.

2) Le départ des sans terre : la cause du dépeuplement précoce d'Olalla

Si l'on change maintenant de perspective et que l'on compare le taux de départ à la composition de la population de 1950 (Annexe 11), il en ressort que l'exode des sans terres d'Olalla est la cause de son dépeuplement précoce. 44% des habitants n'ont pas de terres et les $\frac{3}{4}$ d'entre eux quittent le village. Leur départ a des conséquences démographiques beaucoup plus importantes que celui des très grands propriétaires agricoles, qui représentent moins d'un cinquième de la population. A Collados, la population se répartit en trois catégories, les grands exploitants, les moyens et les sans terre. Sur un tiers de non-propriétaire, la moitié quitte le village. Leur départ a donc des conséquences moindres sur la démographie du village.

Ainsi, les agriculteurs d'Olalla semblent plus pauvres que ceux de Collados où les grands et moyens représentent une part plus importante de la population (24% et 38%). Ces terres leur assurent une stabilité et une source de revenus pérennes qui leur permettent de se maintenir au village plus longtemps.

3) Des stratégies migratoires conditionnées par la propriété et la famille

Les migrations n'ont pas la même forme d'une catégorie sociale à une autre. Si la propriété conditionne le départ, les stratégies diffèrent selon la position dans des villageois. Les tableaux suivants mettent en évidence la répartition des propriétaires en 1950 en fonction de la forme de la migration. Les catégories sont celles utilisées précédemment dans l'étude sur l'exode rural des ménages. Ces tableaux regroupent tous les habitants des villages, actifs et inactifs (Annexe 12).

Les migrations individuelles sont plus courantes chez les moyens, grands et très grands propriétaires. Au contraire les migrations collectives sont unanimes et diffèrent d'un statut social à un autre. C'est ainsi que la disparition de ménages entiers diminue avec la taille de la propriété. Les moins bien dotés ont une plus grande propension à disparaître des registres que les plus riches rendant le départ des grands exploitants plus progressif.

De plus, les enfants impulsent le départ toutes classes confondues. Plus d'un tiers des migrations des grands propriétaires est déterminé par le départ d'un ou plusieurs d'entre-eux. Les stratégies

migratoires des plus riches sont ainsi plus diversifiées et témoignent d'une plus grande amplitude dans la prise de décision. En effet, les ménages des grands propriétaires se maintiennent aux villages entre 1950 et 1960 en conservant une personne sur place pour s'occuper du patrimoine. Les migrations patri et matrilineaires satisfont tous les ménages quel que soit leur taille. Elles entraînent la décomposition progressive des ménages et satisfont la préférence des habitants pour les départs collectifs.

La différence vient surtout des plus humbles qui n'adoptent pas le même comportement migratoire. Si l'on compare le tableau de Collados par ménages et par individus (Annexe 13), nous nous rendons compte qu'un ménage de très grand propriétaire voit partir un de ses membres et qu'un second ménage migre selon une logique patrilinéaire. Il s'avère que la seconde propriétaire (patrilinéaire) est le seul membre du ménage à posséder une très grande propriété alors que les autres sont inscrits comme propriétaires de taille moyenne. Ce phénomène observé à Collados est causé par la présence de ménages complexes qui abritent plusieurs générations différemment dotées. Le jeune couple qui reste dans le foyer des parents peut être doté d'un petit lopin de terre et est inscrit comme petit propriétaire tout en appartenant à un ménage aisé. Les sans terres et les petits propriétaires bénéficient ainsi à Collados d'un soutien familial intergénérationnel en appartenant au même ménage que leurs enfants. Ceci explique les variations entre les tableaux par individus et par ménages. A Olalla, les ménages nucléaires sont dominants - mais pas majoritaires - et deux propriétaires ne vivent pas sous le même toit.

La variable foncière semble donc avoir plus de poids à Olalla qu'à Collados où la structure familiale complexe facilite la solidarité familiale. Les ménages ne disparaissent que très peu contrairement à Olalla où les registres de population ne font plus état des plus pauvres. La forme du ménage est ainsi prépondérante pour comprendre les stratégies migratoires adoptées en fonction du statut social.

4) Une stratégie conditionnée par le nombre d'enfants

Le nombre d'habitants moyen par ménage est plus important à Collados qu'à Olalla (Annexe 14) Dans les deux cas, les ménages des grands exploitants ont plus d'enfants que la moyenne et migrent proportionnellement moins que les ménages pauvres. Il semble plus simple pour eux de se décomposer au grès des opportunités tout en assurant la continuité du patrimoine au village. Les petits propriétaires et les sans terre regroupent toutes les conditions de la mobilité, un travail non-fixe, l'absence de bien foncier et un nombre d'enfants relativement réduit. Précaires, il est plus facile pour eux de partir trouver un emploi ailleurs et n'ont pas à lutter pour préserver les

biens familiaux. Collados ne compte qu'un ménage de petits exploitants ayant neuf enfants, expliquant la moyenne élevée du nombre de résidents. Si avoir peu d'enfants permet une plus grande mobilité, en avoir beaucoup offre de plus grandes possibilités d'adaptation. Cela expliquerait que les migrations patrilineaires soient si importantes à Collados, les hommes partent plus facilement accompagné d'un des membres de la famille, sans la laisser démunie à court terme. Les ménages partent moins soudainement, mais finissent tout de même par quitter définitivement le village dix ans plus tard. A Collados, la variable familiale semble ainsi être plus forte que le facteur foncier.

B) Le changement de paradigme des années 1960

1) « *Un esprit d'innovation* »

Dès la fin des années 1950, l'administration franquiste promeut la mécanisation et la capitalisation de l'agriculture traditionnelle. Le plan de stabilisation de 1959 et les encouragements de la banque mondiale qui s'ensuivent confortent l'Etat dans sa quête de productivité. La modernisation est permise par un processus de capitalisation et de mécanisation de l'agriculture traditionnelle, les premiers tracteurs arrivent et les mules disparaissent des champs. Le Conseil économique provincial de 1965²⁴⁶ souhaite que soient utilisés des fertilisants et que les campagnes se mécanisent au plus vite et déplorent l'absence d'implication des agriculteurs dans l'amélioration des rendements. L'utilisation d'intrants chimiques est présentée comme la clef de la réussite de l'économie rurale espagnole à un moment où l'agriculture mondiale se transforme. La révolution verte commence dans les années 1960 et fait écho à la révolution agricole anglaise de la fin du XVIIIème siècle qui accompagne l'industrialisation du pays. Dans les années 1960, l'utilisation d'intrants chimiques et la mécanisation augmentent la productivité. Ce qui fait toute la singularité de cette « révolution » verte est l'introduction d'hybrides, comme les céréales, le blé ou le maïs, qui, modifiés, ont de meilleurs rendements que les semis ordinaires. Bien que cette production ait permis de limiter la faim dans le monde, les investissements nécessaires à la reconversion étaient bien trop élevés pour la plupart des paysans²⁴⁷.

²⁴⁶ Archives historiques provinciales de Teruel : NR – 332: Consejo económico provincial, 1965

²⁴⁷ Baud Pascal, Bourgeat Serge, Bras Catherine, *Dictionnaire de Géographie ... op.cit*

L'augmentation de la productivité est le mode d'ordre de l'administration qui souhaite moderniser l'agriculture de la province de Teruel, encore en retard sur son temps. Le premier tracteur arrive à Olalla en 1964, la modernisation commence. « L'esprit d'innovation » dont sont empruntées toutes les politiques agricoles de la décennie (concentration parcellaire, de mécanisation et d'intensification) offriraient un meilleur niveau de vie aux agriculteurs qui « sentent leur esprit s'ouvrir aux innovations techniques et améliorent et transforment leurs exploitations »²⁴⁸. Les machines se substituent à la main d'œuvre et les terres se concentrent pour les laisser passer. Ces deux tracteurs sont typiques des années 1960 et



Figure n°19 : Une famille sur son tracteur, El Villarejo

Source : Fototeca del xiloca



Figure n°20 : Un enfant pris en photo sur le tracteur familial, Olalla

Source : Fototeca del xiloca

symbolisent la réussite de deux familles d'Olalla et d'El Villarejo qui sont parvenues à se mécaniser rapidement. Il ressort de ces photos une forme de fierté à immortaliser le tracteur, autour duquel la famille se retrouve. Les enfants montent dessus et se laissent photographier. La machine fait partie intégrante du patrimoine familial.

Les travailleurs se transforment tous en « migrants potentiels »²⁴⁹, les ouvriers agricoles et les métayers partent vers les espaces industriels en manque de main d'œuvre. Les agriculteurs trop pauvres pour investir ne sont quant à eux plus en mesure de rivaliser avec les exploitations à haut rendements et ne peuvent embaucher une main d'œuvre devenue trop onéreuse. Il ne leur reste

²⁴⁸ Biblioteca del ministerio de la agricultura, DR – 80 – 1730 : ¡Agricultor concentra tus campos! (1966)

²⁴⁹ Perez Diaz, Victor, *Emigracion y cambio social ...* p 161

alors qu'à migrer ou concentrer les terres pour survivre. La mécanisation provoque ainsi la crise de la petite exploitation. Entre 1962 et 1972, 500 000 d'entre elles disparaissent et la taille moyenne passe de 15 hectares à 18 hectares. La population active travaillant dans l'industrie et les services croît de plus d'un million de personnes tandis que les petits agriculteurs et leurs familles ont un mode de vie semblable à celui des travailleurs salariés agricoles²⁵⁰. La terre perd ainsi sa valeur économique et symbolique dans une société où la propriété est à l'origine de l'organisation sociale de la communauté.

Paco et Andres racontent le retour des migrants l'été, leurs voitures, leurs habits neufs et les récits de leurs appartements équipés. Le premier été, ils ne revenaient pas au village, les débuts étaient difficiles et ils ne revenaient qu'une fois leur situation stable. Les valeurs s'homogénéisent et la ville s'introduit progressivement dans les campagnes. La société de consommation et de service s'impose alors comme le modèle dominant. Incompatible avec l'organisation du monde rural traditionnelle, le désir de partir se généralise.

2) *Un changement de mentalité*

La recherche d'opportunités et d'une vie meilleure incitent les villageois à partir. Les migrants ont amélioré leurs conditions de vie sur le long terme. Dans les années 1960, les pratiques s'homogénéisent et l'éducation se démocratise. Tout le monde étudie, tout le monde a une télé, les cultures s'améliorent grâce aux intrants, pourtant les habitants ne cessent de partir. Le changement de valeurs y est pour beaucoup. « Il y avait une fièvre de la migration vers la ville » dans la petite ville de Caminreal et dans tous les villages du canton. Le mode de vie urbain faisait rêver et le secteur industriel ne cessait d'embaucher.

Le changement d'organisation de la production agricole et des valeurs qui l'accompagnent sont à l'origine du démembrement des unités patrimoniales. Il est désavantageux d'hériter quand les frères et sœurs partis en villes reviennent avec une voiture et mènent un train de vie envié par les agriculteurs. Personne ne veut plus de la terre et les parents perdent l'intérêt à maintenir le contrôle sur le patrimoine, la pratique du testament devient désuète et l'application du droit civil commun se généralise. Le patrimoine est divisé entre tous les fils et l'abandon de la propriété la rend plus accessible, l'unité domestique se reconstruit par l'intermédiaire de l'achat qui dessert la pratique de l'héritage. Les frères qui abandonnent le village pour travailler en dehors du village vendent ou louent au frère agriculteur leurs parts. L'héritier n'est plus le chef de famille mais

²⁵⁰ Naredo, José Manuel, *La Evolución de la agricultura en España ... op.cit*

celui condamné à rester au village. En d'autres termes, la modernisation de l'agriculture provoque une mutation des symboles de richesse, la terre est associée à la pauvreté, au labeur, à l'ancien. Au sein du village, le puissant n'est plus celui qui possède la main d'œuvre mais le tracteur qui devient un objet symbole de richesse et de pouvoir vis-à-vis de l'extérieur. Au moment de partir, les parents accordent aux enfants « *la mejora* », un apport offert par les parents à celui ou celle qui reste pour s'occuper d'eux au village²⁵¹.

Peu à peu, le départ des enfants entraîne le départ des plus âgés qui souhaitent se rapprocher de leur progéniture. La peur de la solitude sont les moteurs de l'immigration des personnes âgées, qui craignent l'isolement dans des espaces où les services publiques, déjà rares, se désengagent peu à peu. Ce phénomène est propre à de nombreux espaces montagneux comme l'Ardèche et le Sobarbe (région du Haut Aragon) où les maisons vides symbolisent la fin de la transmission père fils du patrimoine familial²⁵².

3) *Les terres alentours, « volées »*²⁵³ ?

A la question « que représente pour vous le village ? », Andres nous répond « les racines ». En partant, peu de migrants ont rompu le lien qui les attache au lieu de leur enfance. Devenus espaces de villégiatures, les villages se vident puis se remplissent au grès des vacances scolaires et fêtes de village. Ils restent des lieux de retrouvailles pour les plus jeunes, qui continuent de se marier avec d'anciens habitants du village natal, rencontrés lors des festivités. Les fêtes ont d'ailleurs changé de date et se concentrent désormais entre juin et août, pour que les familles puissent se réunir. Beaucoup de maisons tombent en ruines tandis que d'autres sont rénovées pour accueillir la famille en période estivale. Andres décrit le retour au village comme un retour aux sources dont il tire une grande satisfaction. C'est aussi un point de repère pour les familles dont les membres vivent éloignés les uns des autres.

Certaines n'ont pas hésité à vendre leur maison et leurs terres. En 1950, le plan parcellaires connaît déjà une recomposition liée au départ des résidents du village. Les absents de ces deux échantillons de cadastre sont indiqués en gris, couleur qui ressort des deux cartes. Encore une fois, le plan parcellaire d'Olalla semble bien plus abandonné que celui de Collados où les parcelles sont plus grandes. Loin d'être figées, les terres des villages du canton sont sans cesse

²⁵¹ Otegui, Rosario, *Estrategias e identidad. Un estudio antropológico sobre la provincia de Teruel...op.cit*

²⁵² Jimenez Jean (real); Cuesta Maria, José, *Pueblos fantasmas*, France, Université Toulouse II-Le Mirail, 2002, 87 mins ; Institut National de l'Audiovisuel, *L'autre France des paysans artisans en Ardèche*, France, 8 juillet 19873, 11 min 53s

²⁵³ Entretien avec Paco du 6 septembre 2019 à 18h00

échangées, achetées ou abandonnées un temps et connaissent une grande mobilité. Rachetées, échangées, louées ou encore volées, le futur des parcelles qui entourent le canton est varié et difficilement perceptible dans les sources. A la question du devenir des terres, Paco répond spontanément « un autre la prend », la vend en fonction de la demande, assez rare nous semble-t-il. Les propriétaires d'aujourd'hui vivent ainsi avec un patrimoine de terres vacantes, parfois cultivées illégalement par les derniers habitants du canton. Il en résulte une « concentration naturelle » et un enrichissement des derniers restants qui agrandissent leur propriété. Si les maisons restent aux mains de la famille, les terres sont vendues au plus offrant, dans la logique décrite ci-dessus de perte de valeur symbolique et économique.

C) Quel devenir pour les villages ? (1970 -)

Si les institutions traditionnelles de la communauté villageoise se délitent, quel est le devenir des campagnes de l'Espagne intérieure au lendemain de la crise de l'exode rural ?

1) *Concentration et disparition des petites entités rurales*

« Biologiquement épuisés » et « en phase terminale » à cause de la désertification de l'intérieur du pays, les villages sont progressivement abandonnés et disparaissent des cartes officielles. Les sources traditionnelles à l'étude du monde rural sont elles aussi atteintes et vidées de leur contenu comme le montre Luis del Romero Renau et Antonio Valera Lozano qui recensent dans leur ouvrage les différents villages abandonnés de la province de Teruel. Ils mettent en évidence la disparition des toponymes grâce à la comparaison entre les cartes topographiques de 1951 et de 2007 et « la dé-cartographie » qui menace les campagnes. Les registres de population mutent et recensent des personnes qui n'habitent plus dans les espaces concernés et n'ont surtout plus de raison d'être s'ils se vident de leurs résidents²⁵⁴. La disparition des sources officielles est à l'origine d'un décalage entre les données démographiques et la réalité. Travailler sur l'histoire des territoires abandonnés nécessite que soit retrouvés des entités de peuplement aujourd'hui à l'état de trace.

En outre, le dépeuplement des années 1980 bénéficie aux chefs-lieux des territoires ruraux. Tandis que la population des villages de moins de 2000 habitants décroît, celle des grands et des petites villes d'environ 5000 habitants augmentent et provoquent un changement dans l'organisation administrative des campagnes. La baisse ininterrompue de la population des villages profite aux petites villes qui gagnent en compétence et fusionnent avec les communes

²⁵⁴ Luis del Romero Renau, Antonio Valera Lozano, *Territorios abandonados. Paisajes y pueblos olvidados de Teruel* [Territoires abandonnés. Paysages et villages oubliés de Teruel], ROLDE, 2013

alentours. La commune de Calamocha fusionne avec Collados, Cuencabuena, Cutanda, Lechago, Luco de Jiloca, Navarrete del Rio, Nueros, Olalla, Poyo del Cid, Valverde y El Villarejo. Ces villages passent du statut de commune à un celui de commune rurale, inférieur à la commune du chef-lieu dont elles dépendent et disparaissent du registre. Si l'on compare le plan de 1928 à celui de 1973²⁵⁵, les limites des villages disparaissent au profit de Calamocha. Leur intégration est décidée le 3 juin 1971 après approbation du décret 1167 / 1971²⁵⁶ dans lequel l'incorporation est validée « en raison du manque de ressources économiques pour faire face aux services minimum et obligatoire et aux avantages qui découlent de cette proposition » car « il était évident que la commune de Calamocha, ayant de meilleures possibilités économiques, pourra améliorer le niveau de vie de ses habitants ». Cette loi se réfère à loi de Régime local et au Règlement de population et de démarcation territorial de entités locales, votée le 20 juin 1960 dans laquelle les gouverneurs civils doivent réduire le nombre de communes de moins de 500 habitants et avec un budget inférieur à 100 000 pesetas. L'agrégation des communes avait comme double objectif de rationaliser le territoire municipal et de lutter contre le dépeuplement. Ces villages perdent ainsi leur indépendance et disparaissent des sources officielles. Si l'on observe les recensements disponibles pour un des villages, le décompte s'arrête en 1970 et en 1981 renvoie au recensement de Calamocha.

2) *Le dépeuplement : un indicateur de marginalité des espaces ruraux (1980 – 2000)*

C'est ainsi que Teruel voit disparaître 17% des communes de sa province, dont la majorité entre 1960 et 1970²⁵⁷. Si l'exode rural faiblit dans les années 1970, vieillissement de ses habitants participe au dépeuplement. Néanmoins, depuis les années 1980 le phénomène du dépeuplement cohabite avec le retour des retraités dans leur maison d'enfance et celui des jeunes en zones-périurbaines (prix plus accessibles, rejet du modèle de consommation dominant etc). Plus ténu, le dépeuplement des années 1980 bénéficie aux chefs-lieux comme Calamocha qui voient leur population augmenter au détriment des petits villages et ce jusque dans les années 2000 au cours desquelles, sous l'impulsion des migrations étrangères, les espaces ruraux comme urbains gagnent en peuplement.

²⁵⁵ Centro nacional de información geográfica – centro de descarga : Minutas MTN 50 n°491 – Calamocha (1928) ; Centro nacional de información geográfica – centro de descarga : Líneas limite n°491 (1973)

²⁵⁶BOE – A – 1971 – 39867 : Décret n°132 du 3 juin 1971 concernant l'incorporation des communes de Collados, Cuencabuena, Cutanda, Lechago, Luco de Jiloca, Navarrete del Rio, Nueros, Olalla, El Poyo del Cid, Valverde, El Villarejo al municipio de Calamocha (Teruel)

²⁵⁷ Luis del Romero Renau, Antonio Valera Lozano, *Territorios abandonados. Paisajes y pueblos ...op.cit*

Avec ce changement de paradigme, le cadre de la modernisation ne suffit plus à expliquer l'état actuel du dépeuplement rural, car, à ce rythme, les espaces ruraux se seraient intégralement vidés. Au lieu de cela, ils se restructurent et accèdent à une nouvelle fonction : l'organisation sociale traditionnelle basée sur l'économie de subsistance s'écroule à mesure surgit un régime de production agricole industrielle, déconnecté du monde rural. Les infrastructures de transports se multiplient et les habitants des campagnes comme des villes deviennent plus mobiles dans les années 1980. La mobilité apparaît alors comme la clef de l'inclusion des espaces ruraux. Ce n'est désormais plus la capacité à fournir des ressources qui détermine le peuplement d'un espace rural mais plutôt son rattachement à un axe de communication intéressant en termes d'emplois et de services. Paradoxalement, la mobilité devient une variable déterminante pour fixer les populations en milieu rural et incite à repenser le processus de dépeuplement.

Dans les années 1990, les retraités quittent la ville pour s'installer dans des petits villages de Méditerranée tandis que les travailleurs étrangers s'installent dans des zones rurales bien connectées. Les crises économiques ne cessent de montrer la fragilité du marché du travail des campagnes, qui perdent malgré tout plus d'habitants que les espaces urbains. Si la mobilité est la condition pour que les campagnes se démarginalisent, alors le principal défi du dépeuplement n'est plus tant l'occupation physique du territoire que les déséquilibres que celui-ci a causés. Ils affectent en effet le maintien du lien rural. Les conditions ne sont pas réunies pour permettre à la population de survivre et de compenser les déséquilibres causés par l'exode rural des années 1950 – 1980²⁵⁸. D'une part le vieillissement de la structure démographique impacte l'activité productive et reproductive des espaces agricoles. D'autre part, le marché du travail du monde rural accroît les inégalités de genre. Les hommes occupent ainsi les meilleurs postes et accèdent plus facilement aux opportunités d'emploi en dehors du village alors que les femmes sont reléguées à des emplois locaux et peu qualifiés. Le dépeuplement peut être ainsi perçu comme un indicateur utile à l'évaluation de l'équilibre entre la population et le milieu. Lorsque l'ensemble des conditions qui permettent à la population de se maintenir et de se développer ne sont pas réunies, ni compensées par la présence de services, les territoires ont une plus grande propension à se dépeupler.

Ainsi, la terre est un facteur de sédentarité à Olalla, contrairement à Collados où la stratégie est conditionnée par la forme du ménage, faisant de la propriété foncière une institution au cœur des

²⁵⁸ A del Pino, Julio et Camarero, Luis, "Despoblamiento rural, imaginarios y realidades", *Soberanía alimentaria, biodiversidad y culturas*, n°27, 2017, p 6 -11

stratégies familiales d'émigration. Les mutations sociétales et économiques des années 1960 lui font perdre sa valeur, en même temps que se désagrège l'organisation sociale traditionnelle. Vendues, louées, abandonnées ou encore volées, les terres alentours mutent au rythme de l'exode rural. S'il ralentit jusque dans les années 1980, le dépeuplement affecte les campagnes vieillissantes. A court terme, il a pour conséquences la concentration et la disparition progressive des villages des sources administratives traditionnelles. A long terme, il questionne la place des campagnes dépeuplées. Elles sont à la fin du XXème siècle le symptôme de la modernisation forcées des années 1960 et de l'inefficacité des pouvoirs publics à endiguer le phénomène. Le dépeuplement devient, un indicateur de la marginalité rurale, plus qu'un processus inachevé.

Conclusion

Ce groupe d'amis se retrouve à l'occasion d'une célébration (fête de village ou mariage) et prennent une photo souvenir sur fond de bâtiment officiel. Les habits laissent penser que celle-ci a été prise entre les années 1950 et 1965, sans qu'il soit possible de la dater précisément. Ces jeunes gens habitent peut-être encore le village en 1950 ou bien sont-ils revenus pour l'occasion. Dans les deux cas, ce cliché fait office de souvenir d'un moment heureux et festif, de retrouvailles et de sociabilité à une époque où le dépeuplement n'a pas encore durement touché le canton.

Paco, Aurora, Justa, Urbano, Angeles et Teodoro (de gauche à droite) incarnent cette génération qui initie l'exode rural. La vingtaine, cultivateurs, certains mariés, d'autres pas, tous n'ont pas la même destinée. Les trois hommes que nous avons réussi à retrouver dans les registres d'Olalla et de Valverde sont cultivateurs. Paco à gauche est plus âgé et habite le village de Valverde. Il est déjà agriculteur et chef de famille et reste au canton au moins jusqu'en 1960. Urbano et Teodoro sont plus jeunes et



Figure 21 :Groupe d'amis, publié dans *Olalla. Diversiones, noviazgo y casamiento* (2001)

Source : Fototeca del xiloca

célibataires, l'un travailleur journalier, l'autre paysan et tous deux disparaissent du registre de population d'Olalla en 1960. Angeles, assise auprès de Teodoro n'apparaît pas dans les registres, mais quitte certainement le village en même temps que lui. Justa en haut à droite, déjà mariée, reste

Ils sont les derniers héritiers d'un mode de vie en contradiction avec les attentes du régime franquiste et de la modernisation agricole européenne. Les ménages se décomposent et se recomposent, mettent en place de stratégies pour s'insérer dans le changement qui a cours. Les campagnes du canton sont marginales d'un point de vue géographique et administratif, mais ne sont pas étrangères aux mutations. Bien au contraire, l'exode rural est symptomatique de cette intégration brutale à la modernité. Loin d'être figées, les sociétés rurales du canton de Jiloca ne cessent de s'adapter. Le pluriel employé nous semble ici nécessaire pour mettre en évidence l'hétérogénéité d'un territoire apparemment lisse et homogène. Aucun statut n'est majoritaire. Les ménages nucléaires cohabitent avec les familles complexes, les propriétaires avec les locataires et les sans terres, les paysans, fermiers, métayers avec les ouvriers. Les femmes sont invisibilisées mais travaillent, au champs ou comme domestiques, les enfants vont à l'école mais aident dès qu'ils le peuvent. La vie s'organise ainsi autour de la culture de la terre. Le village conserve ses lieux de sociabilités comme le bar, l'école et l'église où se retrouvent les villageois en repos. Leur quotidien est celui des campagnes européennes des années 1950, sans eau et sans électricité. C'est aussi un monde rural proche des lieux de résistance où la répression n'a toujours pas cessée. Le contexte politique reste obscur dans les sources administratives.

Certes loin d'être polarisée, la réalité sociale n'en est pas moins complexe. Les rythmes varient d'un village à un autre, alors que quelques kilomètres les séparent. Pourtant, leur devenir est commun. Il est le résultat de l'homogénéisation des pratiques des années 1960. Leur équilibre, déjà fragile, bascule brutalement. L'idéologie passéiste encore persistante dans les années 1950 cède la place aux technocrates qui conquièrent le pouvoir. La transition vers le capitalisme est achevée au début des années 1960. Ces mutations ont des conséquences sur la forme des migrations. Si dans les années 1950 l'exode rural se traduit par la décomposition des ménages, les années 1960 sont celles de leur disparition massive. Les jeunes adultes partent en premier. Les départs sont progressifs et dépendent de deux variables que sont la classe sociale et la forme du ménage. Les grands exploitants du canton ont plus de possibilités et plus de choix. La disparition de ménage entier est rare, contrairement aux plus pauvres qui préfèrent partir tous ensemble. Les villages où vivent des ménages complexes voient leurs habitants partir plus tard. Une maison accueille parfois plusieurs générations différemment dotées. Les non-propriétaires appartiennent en fait à des familles de moyens et grands exploitants. Dès lors, si les années 1950 se caractérisent par la diversité des stratégies adoptées, l'intensification des flux se traduit par la convergence des pratiques. La migration est avant tout une question d'opportunités et d'avantages dont le monde rural est privé en l'espace de vingt ans.

Aucun d'entre eux n'échappe au dépeuplement et l'adaptation semble impossible. L'abandon devient partie intégrante du territoire. Les maisons sont inhabitées, les terres vendues, volées, louées, l'état déjà peu présent se désengage et les écoles se ferment. Cette étude micro fait naître plusieurs questions, relatives à leur devenir dans un contexte où l'écologie prône un retour à un mode de vie plus sain, loin de la pollution et du surpeuplement des villes. Etudier l'abandon fut aussi un moyen de rendre visible des espaces en cours de disparition. Le travail de mémoire est omniprésent et mobilise les habitants des villages. Les liens qu'entretiennent les citadins arrivés dans les années soixante sont forts et persistent de génération en génération. Peut-être la descendance de ce groupe d'amis revient-elle toujours à Olalla, redonner vie à la maison familiale le temps d'un été, pour célébrer les retrouvailles.

Bibliographie

I) Outils épistémologiques et méthodologiques

1) Approche épistémologique

Baby, Sophie « La mémoire malmenée de la transition espagnole à la démocratie ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 127 (15 septembre 2015), pp. 42-57.

Burgos, Claudio Hernández, et Eva Touboul Tardieu. « Les dynamiques locales et quotidiennes de la répression franquiste (1936-1950) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 127 (15 septembre 2015), pp. 196-209

Richard, Élodie, et Charlotte Vorms. « Les historiens pris dans les conflits de mémoire ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 127 (15 septembre 2015), p 3-12.

———. « Transition historiographique ? » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 127 (15 septembre 2015), pp. 13-41

Rodrigo, Mercedes Yusta. « Le premier franquisme « vu d'en bas » ». *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 127 (15 septembre 2015), pp. 231-44.

Carreras Ares, Juan José, *Encuentros sobre Historia Contemporánea de la Tierras Turolenses*, Instituto de Estudios Turolenses, 1986

Revel, Jacques (dir), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard – Le Seuil, 1996, 256p

Rosental, Paul André, « Pour une histoire politique des populations », *Annales. Histoire, sciences sociales*, n°1, 2006, à 7 - 29

Zalc Claire, Mariot Nicolas, Ermankoff Ivan, Bruttman Tal, « Changer d'échelle pour renouveler l'Histoire de la Shoah », *Pour une microhistoire de la Shoah*, Paros, Seuil, 2012, pp. 11 – 19

2) Approche méthodologique

Baud, Pascal (dir), *Dictionnaire de Géographie*, Paris, Hatier, 2013, 607p

Chessel, Marie-Emmanuelle, et Sophie Dubuisson-Quellier. « La consommation au XX^e siècle : enquêtes, savoirs, pratiques », *Les Études Sociales*, vol. 169, no. 1, 2019, pp. 5-19

Clarimont, Sylvie. « L'émergence de nouveaux territoires de la prospective : de la comarca des géographes à une structure intercommunale nouvelle ». *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Sud-Ouest Européen* 20, n° 1 (2005), pp 115-30.

Clarimont, Sylvie, Julien Aldhuy, et Olivier Labussière. « Les recompositions territoriales face

à la faible densité : comparaison des « pays » aquitains et des comarcas aragonaises, Abstract ». *Annales de géographie*, n° 647 (2006), pp. 26-48.

García Ruipérez, Mariano. «El empadronamiento municipal en España: evolución legislativa y tipología documental». *Documenta & Instrumenta - Documenta et Instrumenta*, n° 10 (5 novembre 2012)

———. «La denominación de los tipos, las series y las unidades documentales en España. Aportación a la teoría archivística (2)». *Documenta & Instrumenta - Documenta et Instrumenta*, n°14 (3 novembre 2016).

Geerkens Erix, Hatzfeld, Nicolas, Vigna, Xavier, “Introduction. Observer, écouter, inspirer : deux siècles d’enquêtes ouvrières en Europe” dans Geerkens, Éric, et al. *Les enquêtes ouvrières dans l’Europe contemporaine*. La Découverte, 2019

Laferté, Gilles. « L’impossible sociologie de la consommation dans les études rurales françaises », *Les Études Sociales*, vol. 169, no. 1, 2019, pp. 109-131.

Leboutte, René, et Rashidi Obotela. « Les registres de population en Belgique. Genèse d’une technique administrative et d’une source de démographie historique ». *Bulletin de la Commission royale d’Histoire* 154, n° 1 (1988), p 285-305.

Topalov, Christian, « Introduction », *L’aventure des mots de la ville : à travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, R. Laffont, 2010

3) Histoire démographiques

Brée, Sandra, Bourguignon, Mélanie, Eggerickx, Thierry « La fécondité en Europe occidentale durant l’Entre-deux-guerres. Quels effets des crises sur les comportements démographiques ? », *Annales de démographie historique*, vol. 132, no. 2, 2016, pp. 41-63

Camarero, Luis (coord), *La población rural de España, de los desequilibrios a la sostenibilidad social*, Colección de los estudios sociales, n°27, Caixa Bank, 2009

Chesnais, Jean-Claude, *La Démographie*, Que sais-je ?, 2010

Daric, Jean, « Evolution démographique en Espagne », *Population*, 11^{ème} année, n°1, 1956, pp 83-104

Del Rey Poveda, Alberto, et Mar Cebrián-Villar. « Remplacement démographique et migrations à l’intérieur de l’Espagne au XXe siècle », *Population*, vol. vol. 65, no. 3, 2010, pp. 545-562

Higueras Arnal Antonio. La population rurale espagnole, *Espace, populations, sociétés*, 1996-1. Hommage à Daniel Noin. pp. 103-109.

Zarraga Sangroniz, Karmeale, et Arantza Pareja Alonso. « Propagande et réalité des politiques

familiales et natalistes sous le franquisme. Le cas de la Biscaye dans le Nord de l'Espagne (1940-1970) », *Annales de démographie historique*, vol. 128, no. 2, 2014, pp. 109-138.

II) Histoire de l'Espagne contemporaine

1) Sur la période franquiste

- *Ouvrages généraux*

Barciala López, Carlos, *La España de Franco (1939-1975): Economía*, Madrid, Síntesis, 2001, 487p

Giménez Martínez, Miguel Ángel, *El estado franquista: fundamentos ideológicos, bases legales y sistema institucional*, Madrid, Centro de estudios políticos y constitucionales, 2014, vol 1, 647p

Iranzo Martin, Juan Emilio, "Economía y trabajo: la gran transformación de la sociedad española", *Revista española de investigaciones sociológicas*, n°100, 2002, pp.231-253

Moradiellos, Enrique, *La España de Franco (1939-1975), política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000

- Sur l'administration franquistes et les politiques d'aménagement rural

Coral Broto Pablo, "De la plainte légale à la subversion environnementales, l'aménagement des rivières dans l'Espagne franquiste », *Vingtième siècle*, n°113, 2012

Clara, Josep. « Militarismo político y gobiernos civiles durante el franquismo », *Anales de Historia Contemporánea*, n°18, 2002

De Los Mozos, José Luis, "La ordenación rural en la nueva Ley de 27 de julio de 1968", *Revista de estudios políticos*, n°164, 1969, p 77 – 94

Fernandez, Alexandre. « L'économie politique du gaz, de l'eau et de l'électricité en Espagne (vers 1840-vers 1950) : un observatoire européen », *Histoire, économie & société*, vol. 37e année, no. 3, 2018, pp. 5-13

Ledrut, Raymond, *Le Pouvoir local*, Paris, Espaces et sociétés, 332p

Maceda Rubio, Amalia, "De la concentración parcelaria a la ordenación rural", *Eria, Revista cuatrimestral de geografía*, n°93, 2014, p5-25

Martin Lobo, Manuel, "Realidad y perspectiva de la planificación regional en España", *Revista de Estudios Agrosociales*, n°34, 1961, p 91-126

Nicolás Marín, María Encarna, « Los poderes locales y la consolidación de la dictadura franquista », *Ayer*, n°33, 1999, pp. 65-86

Sánchez Domínguez, María Ángeles, “La política regional en el primer franquismo, los Planes Provinciales de ordenación económica y social”, *Revista de historia industrial*, n°16, 1999, pp. 31-114

Sánchez Recio, Glicerio. «El sindicato vertical como instrumento político y económico del régimen franquista». *Pasado y memoria*, n°1 (2002), pp. 19-32.

2) Histoire régionale

- De l’Espagne

Pinilla Navarro, Vicente (coord.), *Gestión y usos del agua en la cuenca del Ebro en el siglo XX*, Universidad de Zaragoza, Prensas universitarias de Zaragoza, 2008

Parejo Barranco, Antonio, “Estadísticas históricas sobre el sector industrial, minero y energético en Andalucía: siglo XX”, Sevilla, Instituto de Estadística de Andalucía, 2005, 212p

Nicolas Marín, María Encarna, “Instituciones murcianas en el franquismo (1939 – 1962): contribución al conocimiento de la ideología dominante”, *Revista internacional de ciencias sociales*, Madrid, n°3-4, 1983

- De l’Aragon

Garasa, Fausto. « Politique et mutations socio-économiques dans le monde de l’élevage aragonais à l’époque franquiste (1936-1975) ». Thèse de doctorat, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2000.

———. « Territoire et identité en terres d’Aragon : stéréotypes, histoire et diversité ». *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC*, n° 3 (7 juillet 2007)

———. « Unitarisme, conscience identitaire et résistance dans l’Aragon franquiste : discours et réalités », *Textes et Contextes*, Université de Bourgogne, 2011

Sarasa, José Luis Andrés. «Una experiencia frustrada de desarrollo en los regadíos de la Comarca Agraria “Cuenca del Jiloca”», *Xiloca*, 2007, pp.231-270

Yusta, Mercedes, *La guerra de los vencidos: el maquis en el Maestrazgo turolense (1940 – 1950)*, Zaragoza, Institución Fernando el católico, 2001, 182p

- Du canton de Jiloca

Garcés Peria, Javier, “Cien años de ferrocarril en la comarca de Calamocha”, *Xiloca*, n°20, 1997, pp. 201-211

Sarasa, José Luis Andrés, “Del Presente al futuro”, *Comarca de Jiloca*, Diputación General de Aragón, Bloque V, pp.229-238

Peribanez Peiro, Joaquín, «Una comarca con ilusión de futuro», *Comarca de Jiloca*, Diputación General de Aragón, pp. 7-9

III) Histoire rurale

1) Ouvrages généraux :

Azpilicueta, Pilar Erdozáin. «Perspectivas demográficas de la sociedad rural en la década de los noventa», *Historia Agraria*, n°22, 2000, pp.57-78

Bloch, Marc, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, Pocket, 2006, 185p

Duby, Georges, « Les études rurales et l'histoire des campagnes », *Etudes rurales*, n°92, 1983, pp 101 - 103

Duby Georges et Wallon Armand (dir), *Histoire de la France rurale : depuis 1914*, Tome 4, Paris, Points, 1977

Gómez Benito, Cristóbal, *Agricultura y sociedad en la España contemporánea*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 1997, 1027p

Lachivier Marcel, *Dictionnaire du Monde rural : les mots du passé*, Paris, Fayard, 2006, 1440p

María Ortega, Teresa (ed), *Jornaleras, Campesinas e agricultoras, la historia agraria desde una perspectiva de género*, Monografía de historia rural n°11, SEHA, Universidad de Zaragoza, 2011

Naredo, José Manuel, *La Evolución de la agricultura en España (1940 – 1990)*, Granada, Universidad de Granada, 1996, 444p

2) Ouvrages et articles spécialisés

Balboa, López, Xesus et Fernández Prieto, Lourenzo (coord.), *La sociedad rural en la España contemporánea: mercado y patrimonio*, Ediciones del Castro, 1996

Dumont, René, «Les excédents démographiques de l'agriculture méditerranéenne. Italie et Espagne », *Population*, n°4, 1951, 587 - 600

Dupâquier, Jacques. « Sédentarité et mobilité dans l'ancienne société rurale. Enracinement et ouverture : faut-il vraiment choisir ? », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol. vol. 18, no. 2, 2002, pp. 121-135

Hernández Diaz, Jose María, «La escuela rural en la España del siglo XX», *Revista de educación*, Extra n°1, 2000, p 113 – 136

Ortega López, Teresa María, «La miseria del fascismo rural. Las relaciones laborales en la agricultura española (1936-1948)», *Historia Agraria*, n°43, diciembre 2007, p 531-553

Martín, Rafael Domínguez. «Las transformaciones del sector ganadero en España (1940-1985)», Zaragoza, *Ager*, n°1, 2001, pp. 47-83

Sonvella Velasco, Miriam, «La escuela rural (1939 – 1952) y su contexto. Entrevista a una

alumna segoviana», *Cabas*, N°17, 2017, p 150 – 167

Vassberg David E. La comunidad rural en España y en el resto de Europa, *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 28-2, 1992. Epoque moderne. pp. 151-166

IV) Histoire des migrations et de l'exode rural

1) Ouvrages et articles généraux sur les migrations

Dupâquier, Jacques. « Sédentarité et mobilité dans l'ancienne société rurale. Enracinement et ouverture : faut-il vraiment choisir ? », *Histoire & Sociétés Rurales*, vol. vol. 18, no. 2, 2002, pp. 121-135

García Abad Rocío, «Las redes migratorias entre el origen y la Ría de Bilbao a finales del siglo XIX, una aproximación metodológica», *Revista de Demografía Histórica*, vol 20, n°1, 2002, pp. 21-52

García Abad, Rocío, «Un estado de la cuestión de las teorías de las migraciones», Leioa, *Historia contemporánea*, n°26, 2003, pp. 329-351

Pallol Trigueros, Rubén et García Abad, Rocío (ed), *Inmigrantes en la ciudad. Dinámicas demográficas, mercados de trabajo y desarrollo urbano en la España contemporánea*, Servicio Editorial de la Universidad del País Vasco, UPV/EHU, Bilbao, 2017, 247 p

Pareja Alonso, Arantza (coord.), *El capital humano en el mundo urbano: experiencias desde los padrones municipales (1850 – 1930)*, Leioa, Universidad del País Vasco, 2011

Portiva González, Miguel (coord.), *Los movimientos migratorios en la construcción de las sociedades modernas*, Universidad del País Vasco, 488p

Rosental, Paul André, *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIXe siècle*, Paris Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999, 256 p

2) Réflexions sur les migrations intérieures

Detang-Dessendre, Cécile, Piguet Virginie, Schmitt Bertrand, « Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, vol°57, 2002, 35 – 62

Faus-Pujol, Maria-Carmen. Faus-Pujol Maria-Carmen, « Un demi-siècle de migrations internes en Espagne », *Espace, populations, sociétés*, 1996-1. Hommage à Daniel Noin. pp. 111-120.

Gribaudo Maurizio, *Itinéraires ouvriers. Espaces et groupes sociaux à Turin au début du XX ème siècle*, Paris, 1987, Editions de l'EHESS, 264p.

Joaquín Recaño Valverde, Rafael Aracil, Antoni Segura i Mas, Llorenç Ferrer i Alòs, « La inmigración en la Cataluña rural (1860-1940): estructura demográfica y componentes espaciales », *Los movimientos migratorios en la construcción de las sociedades modernas*, Universidad del País Vasco, 488p

- Oris, Michel et Alter, George, « Effet de fratrie et mobilité sociale intergénérationnelle dans la Belgique urbaine et rurale du XIXème siècle », *Annales de démographie historique*, n°1, 2008, 115 - 138
- Oyon, José Luis, Maldonado, Jose, Griful Eulalia, *Barcelona, 1930 : un atlas social*, Barcelona, UPC, 2001
- Pérez Diaz, Victor, *Estructura social del campo y éxodo rural. Estudio de un pueblo de Castilla*, Madrid, Editorial Tecnos, 1966, 233p
- Pérez Diaz, Victor, *Emigración y Cambio Social: Procesos Migratorios y Vida Rural en Castilla*, Madrid, Ariel, 1971
- Pérez Diaz, Victor, *Pueblos y clases sociales en el campo español*, Madrid, Siglo Veintiuno de Espana, 1974, 310p
- Pérez Diaz, Victor, “Movilidad social de campesinos extremeños” dans Perez Diaz Victor, *Pueblos y clases sociales en el campo español*, Siglo Veintiuno, Madrid, 1974
- Rodríguez, Javier Silvestre, «Las emigraciones interiores en España durante los siglos XIX y XX: una revisión bibliográfica», Zaragoza, *Ager*, n°2, 2002, pp.227-248
- Rodríguez, Javier Silvestre. «Viajes de corta distancia: una visión espacial de las migraciones interiores en España, 1877–1930», Madrid, *Revista de Historia Económica*, n° 2, 2001
- Siguán Soler, Miguel, *Del campo al suburbio, un estudio sobre la inmigración interior en España*, Madrid, Consejo Superior de investigaciones científicas, Junta de estudios económicos, jurídicos y sociales, 1959, 319p

V) **Histoire et anthropologie de la famille**

- Béaurd, Gérard, « Le contrat de mariage dans les sociétés européennes. Enjeux familiaux et pratiques des acteurs », *Annales de Démographie Historique*, 121, 2011/1, avec introduction p. 5-21
- Erdozain Azpilicueta, María Pilar, *Propiedad, trabajo y propiedad en la Navarra contemporánea*, Gobierno de Navarra, 1999
- Otegui, Rosario, *Aspectos antropológicos de la casa en la provincia de Teruel*, Instituto de Estudios Turoleses, 1986
- Otegui, Rosario, *Estrategias e identidad. Un estudio antropológico sobre la provincia de Teruel*, Instituto de Estudios Turoleses, Teruel, 1990
- Sven – Reher, David, *Familia, población y sociedad en la provincia de Cuenca (1700 – 1970)*, Centro de investigación sociológicas, Colección monográfica, Siglo Veintiuno de España, 1988, 296p

VI) Histoire du travail et de la propriété

Boudjaaba Fabrice, « L'attachement à la terre, mythe moderne ? » dans Dubet, François, *Léguer, hériter*, La Découverte, 2016, 105 – 119

Iriarte Goñi, Iñaki, “La pervivencia de bienes comunales y teoría de los derechos de propiedad. Algunas reflexiones desde el caso navarro (1855 – 1935)”, *Historia agraria*, n°15, 1998, p113 – 142

Jiménez Blanco, Jose, «Los montes públicos en la España contemporánea: la cara oculta de la propiedad», *Noticiario de historia agraria: Boletín informativo del seminario de historia agraria*, ISSN 1132-1261, Año n° 2, N° 2, 1991, págs. 27-34

Pareja-Alonso, Arantza, Rocío García-Abad, et Karmele Zarraga-Sangroniz. «Un análisis comparativo de la estructura profesional de las capitales vascas en los años 30 a través de la metodología HISCO», *Revista de Demografía Histórica*, vol 32, n°1, 2014, pp.145-180

Sabio Alcuten, Alberto, “Cultivadores de democracia: politización campesina y sindicalismo agrario progresista en España, 1970 – 1980”, *Historia agraria: revista de agricultura e historia rural*, n°38, 2006, p75-102

Sabio Alcuten, Alberto, *Los mercados informales de crédito y tierra en una comunidad rural aragonesa (1850 – 1930)*, Estudios de historia económica, n°34, 1996, 9 - 201

VII) Réflexions sur l'abandon

1) Sciences humaines

A del Pino, Julio et Camarero, Luis, “Despoblamiento rural, imaginarios y realidades”, *Soberanía alimentaria, biodiversidad y culturas*, n°27, 2017, p 6 -11

Dehouve Danièle. S. H. Brandes, Migration, Kinship and Community : Tradition and Transition in a *Spanish Village*, *L'Homme*, 1976, tome 16 n°1. pp. 179-180

Jimenez, Jean (real); Cuesta Maria, José, *Pueblos fantasmas*, France, Université Toulouse II-Le Mirail, 2002, 87 mins

Paniagua, Ángel. «Visiones en off de la despoblación rural durante el franquismo», Zaragoza, *Ager*, n°20, 2015, pp.139–160.

Romero Renau, Luis, *Territorios abandonados, paisajes y pueblos olvidados de Teruel*, Zaragoza CEDDAR, 2013

Aiello, Shu et Catella, Catherine (real), Un paesi di Calabria, Italie et France, Juste Distribution, 2018, 1h31

Vincente Pinilla et José Luis Afin (coord.), *Pueblos abandonados: ¿un mundo perdido?*, Astral, 1995

2) Réflexions littéraires

Del Molino, Sergio, *La España vacía, Viaje por un país que nunca fue*, Madrid, Turner, 2016, 292p

Delrue, Elisabeth. «De la España negra a la España vacía: recuperación de un concepto de fin de siglo (1890-1910) en un país en crisis en 2016», *HispanismeS*, n°11, janvier 2019, p 5-15

Del Val, Luis, *Con la maleta al hombro*, Barcelona, Ediciones G.P, 1969, 315p

Escudero, Xavier. « Avant-propos L’Espagne vide ou l’ailleurs proche », *HispanismeS*, n°11, janvier 2019, p1-4

Llamazares, Julio, *La Lluvia amarilla*, Seix Baral, Barcelona, 1988, 143p

Llamazares, Julio. «La literatura de la España vacía», *El País*, 30 décembre 2018.

Levi, Carlo, *Le Christ s’est arrêté à Eboli*, Folio, 1945, p10

Palomar, Gregoria. « L’Aragon d’Angel Gracia : une quête identitaire dans l’Espagne vide », *HispanismeS*, n°11, janvier 2019, p 91-109

Etat des sources

➤ Centres d'archives régionaux et municipaux

- **ES / AHPTE : Archives Historiques Provinciales de Teruel**

Série : 3 . 01 . 03 – Administration périphérique de l'État

Sous-série : 3 . 01 . 03 . 09 . 01 – Gouvernement Civil de Teruel

➤ Dossiers et affaires générales, correspondances

- GC 375 / 1 - Correspondances concernant l'organisation économique et sociale (1948 – 1960)

Mesures prises pour la mise en place du Plan d'Aménagement de la Province

Lettre du 20 avril 1949 de José Milian au Gouverneur Civil Manuel Pizarro Cenjor

Enquêtes menées par l'État auprès des villages dans le cadre du Plan Provincial d'aménagement économique et social (1953)

Correspondance entretenue entre le Secrétaire Général et le Gouverneur Civil de Teruel pour l'organisation économique et sociale

Circulaire du secrétariat général pour l'organisation économique et sociale (1949)

- GC 351 / 2 - Correspondances de la Délégation Provinciale avec différents ministères et le Conseil Général

Annexe de la Commission Provinciale des services techniques qui récapitule l'état des travaux entrepris (1964)

Circulaire du Gouverneur Civil (1964)

➤ Relations interministérielles, Commission provinciale des Services Techniques, Dossier état des nécessités

- GC 351 / 1 - Etat des nécessités des villages de la province

Etat des nécessités du canton n°3 comprenant les villages de Nueros et Olalla

Etat des nécessités du canton n°5 comprenant les villages de Calamocha,

Lechago et El Poyo del Cid

- GC 446 / 1 – Correspondances concernant l'approvisionnement en eau, la reforestation, l'électrification etc (1957 - 1959)

Dossier n°1: Correspondances entre le Gouverneur Civil de Teruel, les mairies et les entreprises chargées de l'approvisionnement en eau

Dossier n°4 Correspondances entre le Gouverneur Civil de Teruel, les mairies et les entreprises chargées des travaux d'électrification

Sous-série : Délégation provincial des finances de Teruel – Institut géographique et cadastral

- Mapa nacional topografico parcelario (MPC): village de Collados (1953)
- Mapa nacional topografico parcelario (MPC): village de Valverde (1952 – 1953)
- Mapa nacional topografico parcelario (MPC): village d'Olalla (1953 – 1956)
- Mapa nacional topografico parcelario (MPC): village de Lechago (1941 – 1944)
- Mapa nacional topografico parcelario (MPC): village de Cuencabuena (1942 – 1947)
- Mapa nacional topografico parcelario (MPC): village del Villarejo (1943 – 1954)

Série : Fonds conservés aux Archives Historiques de Teruel non inventoriés sur le site de la Documentation et Archives d'Aragon

Sous-Série : Organisation syndicale

- NR / 163 - Migrations et Structures Régionales (Madrid 1968)

Sous-Série : Institut National de Statistiques

- NR/122 : Les provinces Espagnoles, évolution de la population de Droit durant la décennie 1960-1970
- NR / 142 – Population de droit et de fait des communes de la nation.
Cens de la population et des logements – 1962

Sous-Série : Conseil Economique Syndical et Social Provincial

- NR-332/1 – Etude économique des possibilités de développement économique et social de la Province
- NR-332/4 – Etudes économiques pour le développement de la région de Teruel (avril 1965)

- **ES/AMCALA : Archives municipales de Calamocha**

Série : Archives Municipales d'Olalla

Sous-Série : 2.01.04 - Registres de population, cens et statistiques

- 5/28 : Rectification du registre de population (1946)
- 5/48 : Registre de population de l'année 1950
- 6/1 : Rectification du registre de population (1951)
- 6/2 : Rectification du registre de population (1952)
- 6/3 : Rectification du registre de population (1953)
- 6/4 : Rectification du registre de population (1954)
- 6/5 : Registre de population de l'année 1955
- 6/7 : Registre de population de l'année 1960
- 6/10 : Registre de population de l'année 1965

Série : Archives municipales de Nueros

Sous-Série : 2.01.04 - Registres de population, cens et statistiques

- 4/91 : Cens de population de l'année 1950 et son cahier auxiliaire qui classifie la population en fonction de son statut (absent, présent)
- 4/11 : Résumé mensuel des variations de population au cour de l'année 1954
- 35 / 28 : Registre de population de l'année 1970
 - Registre de population de l'année 1970
 - Plan des sections d'*empadronamiento*
 - Nombre de maisons familiales en fonction du type d'édifice
 - Feuilles familiales n°1 à n°12

Série : Archives municipales de Los Collados

Sous-Série : 2.01.04 - Registres de population, cens et statistiques

- 2/23 : Registre de population de l'année 1950
- 4/29 : Rectification du Registre de population (1954)
- 4/35 : Rectification du Registre des résidents au 31 décembre 1954

- 4/50 : Rectification du Registre de population (1956)
- 6/21 : Rectification du Registre de population (1959)
 - Nouveaux résidents dans le village
 - Fiches détaillées des modifications apportées au cours de l'année 1959
 - Attestations de d'absences provisionnelles
- 7/15 : Registre de population de l'année 1960
- 18/59 : Rectification du Registre de population (1961)
- 18/60 : Rectification du Registre de population (1962)
- 18/54 : Registre de population de l'année 1965
- 18/61 : Rectification du Registre de population (1966)
- 18/57 : Cahier auxiliaire de la rectification du Registre de population (1966)
- 18/58 : Cahier auxiliaire de la rectification du Registre de population (1969)
- 18/62 : Rectification du Registre de population (1967)
- 18/63 : Rectification du Registre de population (1968)
- 18/64 : Rectification du Registre de population (1969)
- 18/65 : Rectification du Registre de population (1963)
- 18/66 : Rectification du Registre de population (1964)
- 10/6 : Registre de population de l'année 1970

Série : Archives municipales d'El Villarejo

Sous-Série : Agriculture

- 9/1 : coupons de la mutuelle agricole (1968 – 1967)

Sous-Série : 2.01.04 - Registres de population, cens et statistiques

- 2/28 : Cahier auxiliaire qui classe la population en fonction de son statut (absent, présent)

- 2/29 : Registre de population de l'année 1950
- 2/30 : Rectification du registre de population (1951)
- 2/32 : Rectification du registre de population (1952)
- 2/34 : Rectification du registre de population (1953)
- 2/36 : Rectification du registre de population (1954)
- 2/42 : Rectification du registre de population (1956)
- 2/40 : Registre de population de l'année 1955
- 2/44 : Rectification du registre de population (1957)
- 2/46 : Rectification du registre de population (1958)
- 2/48 : Rectification du registre de population (1959)
- 2/49 : Registre de population de l'année 1960
- 2/51 : Rectification du registre de population (1962)
- 2/52 : Rectification du registre de population (1963)
- 2/53 : Rectification du registre de population (1964)
- 2/55 : Registre de population de l'année 1965
- 2/56 : Rectification du registre de population (1966)
- 2/57 : Rectification du registre de population (1967)
- 2/58 : Rectification du registre de population (1968)
- 2/59 : Rectification du registre de population (1969)
- 59/4 : Registre de population de l'année 1970

Sous-Série : 2.01.04 -Registres de population, cens et statistiques

- 9/22: Registre de population de l'année 1950
- 9/24: Registre de population de l'année 1955
- 9/26 : Registre de population de l'année 1960
Lettre de l'Institut National de Statistique au maire de Cuencabuena concernant le peu d'habitants inscrits dans la commune
- 9/28 : Registre de population de l'année 1965
- 9/43 : Rectification du Registre de population de l'année « 1952)
- 9/44 : Rectification du Registre de population (1953)
- 9/45 : Rectification du Registre de population (1954)
- 9/46 : Rectification du Registre de population (1956)
- 9/47 : Rectification du Registre de population (1957)
- 9/48 : Rectification du Registre de population (1958)
- 9/49 : Rectification du Registre de population (1959)
- 9/50 : Rectification du Registre de population (1961)
- 9/51 : Rectification du Registre de population (1962)
- 9/52 : Rectification du Registre de population (1963)
- 9/53 : Rectification du Registre de population (1964)
- 9/54 : Rectification du Registre de population (1966)
- 9/55 : Rectification du Registre de population (1967)
- 9/56 : Rectification du Registre de population (1968)
- 9/57 : Rectification du Registre de population (1969)

Série : Archives municipales de Valverde

Sous-Série : 2.01.04 : Registres de population, cens et statistiques

- 3/33 : Registre de population de l'année 1950
- 3/34 : Rectification du Registre de population (1951)
- 3/36 : Rectification du Registre de population (1952)
- 3/38 : Rectification du Registre de population (1953)
- 3/40 : Résumé des mobilités de population au cour de l'année 1953
Résumé mensuel des variations de population
- 3/41: Rectification du Registre de population (1954)
- 3/50: Registre de population de l'année 1955
- 3/51: Rectification du Registre de population (1956)
- 3/53: Rectification du Registre de population (1957)
- 3/54: Rectification du Registre de population (1958)
- 26/5 : Registre de population de l'année 1960
- 26/6 : Registre de population de l'année 1965
- 26/7 : Registre de population de l'année 1970

Série : Archives municipales de Navarrete del Rio

Sous-Série : 2.01.04 - Registres de population, cens et statistiques

- 14/14 : Registre de population de l'année 1950
- 14/15 : Rectification du Registre de population (1951)
Rectification du Registre de population (1952)
Rectification du Registre Statistiques des résidents (1951)
Rectification du Registre de Statistiques des résidents (1951)
- 14/16 : Rectification du Registre Statistique des résidents (1952)
- 14/17 : Rectification du Registre de Population de 1953
- 14/18 : Registre de population (1954)

Autorisations d'absence temporaire délivrée entre 1954 et 1955

Autorisations d'arrivée temporaire entre 1954 et 1955

Instructions pour le recensement de la population du 31 décembre 1955

Détail des arrivées pour les mois de janvier, février et mars 1955

Rectification annuelle du Registre de population (1955)

Rectification du Registre de population (1954)

Résumés mensuels des évolutions de population entre janvier et juillet 1954

- 15/2 : Registre de population de l'année 1955
- 15/4 : Rectification du Registre de population (1956)
- 15/5 : Rectification du Registre de population (1957)
- 15/8 : Rectification du Registre de population (1959)
- 15/7 : Rectification du Registre de population (1958)
- 15/9 : Registre de population de l'année 1960
- 15/10 : Rectification du Registre de population (1961)
- 15/11 : Rectification du Registre de population (1962)
- 15/12 : Rectification du Registre de population (1963)
- 15/13 : Rectification du Registre de population (1964)
- 16/2 : Registre de population de 1965
- 16/3 : Rectification du Registre de population (1966)
- 16/4 : Rectification du Registre de population (1967)
- 16/5 : Rectification du Registre de population (1968)
- 16/7 : Rectification du Registre de population (1969)

Série : Archives municipales de Lechago

Sous-Série : 2.01.04 - Registres de population, cens et statistiques

- 19/42 : Registre de population (1950)
- 20/17 : Registre de population (1960)
- 19/52 : Registre de population (1970)

Autorisations d'absence temporaire entre 1954 et 1970

Autorisation d'arrivée temporaire entre 1954 et 1970

Non-inventorié : Archives municipales de Calamocha

- Registre du cadastre de la commune de Cuencabuena (1949)
- Registre du cadastre de la commune de Lechago (1949)
- Registre du cadastre de la commune de Valverde (1955)
- Registre du cadastre de la commune de Navarrete del Rio (1947)
- Registre du cadastre de la commune d'Olalla (1954)
- Registre du cadastre de la commune de Collados (1954)
- Registre du cadastre de la commune del Villarejo (1955)

➤ **Centres d'archives nationaux :**

- **Bibliothèque de l'Institut National de Statistiques (I.N.E)**

Série : Annuaires statistiques

- EP – 7 1951 : Annuaire statistique d'Espagne de 1951
- EP – 7 1961 : Annuaire statistique d'Espagne de 1961
- EP – 7 1971 : Annuaire statistique d'Espagne de 1971

Série : Service Syndical de Statistique

- G – 111 : Enquête rurale (novembre 1962)

- **Bibliothèque du ministère de l'Agriculture**

Série : Service National de Concentration parcellaire et d'aménagement rural

- SNCPOR – 8 – 65 : decreto 673 – 1969 (29 mars) sur l'aménagement du canton de Jiloca
- DR – 80 – 1730 : Agriculteurs concentrez vos terres ! (1966)

- **Archives générales de l'administration**

Série : Ministère de l'équipement

Sous Série : Direction générale des œuvres hydrauliques

- 628 – DOH : Plan national d'approvisionnement et d'assainissement de l'Ebre, Madrid 1966
- AGA – Mars 1982 – IDD 47 : 44/19999 : 1601 - Projet d'approvisionnement en eau

d'Olalla, Teruel (1952)

- AGA – Mars 1982 – IDD 46 : 44 / 19737 : 663 – S – Projet d'assainissement de Puebla de Valverde, Teruel, 1959

Table des figures

Figure 1 : Village de Lechago	1
Figure 2 : Campagne du canton de Jiloca	9
Figure 3 : Carte de l'Espagne vide de Sergio del Molino	10
Figure 4 : Famille de Lechago revenant du champ (1960)	29
Figure 5 : Répartition des femmes actives par profession et état civil.....	35
Figure 6 : Deux paysannes à Olalla (1950).....	36
Figure 7 : Moisson du chanvre à Lechago (fin des années 1950).....	37
Figure 8 : Photo de classe de l'école de filles d'Olalla (1957).....	39
Figure 9 : Tableau de la répartition en quartile de la surface des parcelles agricoles d'Olalla (1955) et Collados (1953) en hectares	47
Figure 10 : Dispersion de la surface possédée par propriétaire d'Olalla (1955) et Collados (1953)	49
Figure 11 : Classification des propriétaires en fonction de la taille des parcelles possédées..	50
Figure 12 : Tableau de répartition par âge des propriétaires des villages de Collados et Olalla en 1950	53
Figure 13 : Graphique de l'évolution de la population rurale de l'Espagne et de la France entre 1950 et 1970 (1950 = basse 100)	80
Figure 14 : Tableau de l'évolution de la population des villages de 1900 à 1970	82
Figure 15 : Structure de la population présente au canton de Jiloca en 1950 et 1960 (%).....	83
Figure 16 : Evolution de la population rurale espagnole entre 1950 et 1981.....	84
Figure 17 : Tableau de la répartition par âge des habitants du canton en fonction de leur absence en 1960	95
Figure 18 : Tableau de la part des absents en fonction de leur profession (1950 – 1960).....	97
Figure 19 : Une famille d'El Villarejo sur son tracteur	109
Figure 20 : Un enfant pris en photo sur le tracteur familial à Olalla	109
Figure 21 : Un groupe d'amis pris en photo à Olalla (années 1950)	117

Table des annexes

Annexe 1 : Tableau de la répartition des actifs des villages par profession.....	145
Annexe 2 : Répartition des hommes actifs en fonction de leur profession et de leur place dans la famille	145
Annexe 3 : Répartition des profession en fonction de leur lieu de naissance	146
Annexe 4 : Répartition des ménages en fonction de leur présence en 1960	147
Annexe 5 : Répartition des propriétaires en fonction de leur présence au village en 1950 (Olalla)	148
Annexe 6 : Répartition des propriétaires en fonction de leur profession et de leur présence au village en 1950 à Collados	149
Annexe 7 : Comparaison des comportements migratoires en fonction du sexe pour l'ensemble des villages (1950 – 1960)	150
Annexe 8 : Les comportements migratoires en fonction en fonction des villages	151
Annexe 9 : nombre moyen d'habitants par ménages et par migration	153
Annexe 10 : Nouveau codage des ménages d'Olalla (1960)	153
Annexe 11 : Répartition des propriétaires actifs partis entre 1950 et 1960	154
Annexe 12 : Répartition des propriétaires actifs partis entre 1950 et 1960 en fonction de la forme de leur migration	156
Annexe 13 : Répartition des propriétaires par ménages en fonction du type de migration à Collados	159
Annexe 14 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des habitants du canton en fonction de leur statut social en 1950	160
Annexe 15 : Photos de la campagne alentour de Calamocha et du village d'Olalla au loin (prises le 6 septembre 2019)	161
Annexe 16 : Situation de l'Aragon dans l'ensemble administratif espagnol actuel	163

Annexe 17 : Croquis de synthèse des enjeux géographiques de la commune de Calamocha	164
Annexe 18 : Dispersion de la propriété à Olalla (1955)	166
Annexe 19 : Dispersion de la propriété Collados (1953)	167
Annexe 20 : Les fratries de propriétaires au village d’Olalla	168
Annexe 22 : Agricultor ! Concentra tus campos !!	170
Annexe 23 : Synthèse des projets en cours et aboutis d’approvisionnement en eau du bassin de l’Ebre (sud de Saragosse – nord de la province de Teruel)	172
Annexe 24 : Registre de population d’Olalla de 1960 rayé en raison du départ massif de ses habitants	175

Annexes

Tableaux

Annexe 1 : Tableau de la répartition des actifs des villages par profession

Type de professions	Nombre d'actifs par professions	Total des actifs par profession	Part des actifs par profession (%)
Agriculteur	396	396	36%
Commerce, services, artisanat et industrie	55	55	5%
Fonction publique et emplois à statut	41	41	4%
Journalier agr et manœuvre	105	105	9%
Sans activité	509	509	46%
Total général	1106	1106	100%

N = 1106 (le nombre d'actifs)

Annexe 2 : Répartition des hommes actifs en fonction de leur profession et de leur place dans la famille

Type de profession	Chef de famille	Enfants directs	Etranger	Famille élargie	Total général	Part des chefs de famille par profession (%)	Part des enfants directs par profession
Agriculteur	245	105	1	2	353	69%	30%
Commerce, services, artisanat et industrie	21	10	3		34	62%	29%
Fonction publique et emplois à statut	27	9			36	75%	25%
Journalier agr et manœuvre	37	54	7	6	104	36%	52%
Sans activité	14	25		2	41	34%	61%
Total général	344	203	11	10	568	61%	36%

N = 574 (le nombre d'hommes actifs)

Annexe 3 : Répartition des profession en fonction de leur lieu de naissance

Type de profession	Extérieur	Natifs	Total général	Part des agriculteurs nés en dehors du canton (%)	Part des agriculteurs nés au canton (%)
Agriculteur	51	345	396	13%	87%
Commerce, services, artisanat et industrie	15	40	55	27%	73%
Fonction publique et emplois à statut	16	25	41	39%	61%
Journalier agr et manœuvre	31	74	105	30%	70%
N.c		1	1	0%	100%
Sans activité	121	387	508	24%	76%
Total général	234	872	1106	21%	79%

N = 1106 (le nombre d'actifs)

Annexe 4 : Répartition des ménages en fonction de leur présence en 1960

Étiquettes de lignes	Absent	Décès	Présent	Total général	Effectif total	Total effectif par ligne (%)
Cuencabuena	50,70%	4,55%	44,76%	100,00%	286	100%
Composite	53,85%	11,54%	34,62%	100,00%	26	9%
Fratric	85,71%	0,00%	14,29%	100,00%	7	2%
Matrilinéaire	44,58%	6,02%	49,40%	100,00%	83	29%
mono_masc	60,00%	20,00%	20,00%	100,00%	5	2%
Nucléaire	57,26%	1,71%	41,03%	100,00%	117	41%
Patrilinéaire	37,50%	4,17%	58,33%	100,00%	48	17%
El_Villarejo	26,88%	7,53%	65,59%	100,00%	93	100%
Fratric	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%	2	2%
Matrilinéaire	40,00%	6,67%	53,33%	100,00%	15	16%
mono_fem	57,14%	0,00%	42,86%	100,00%	7	8%
Nucléaire	21,88%	9,38%	68,75%	100,00%	64	69%
Patrilinéaire	20,00%	0,00%	80,00%	100,00%	5	5%
Lechago	37,07%	0,00%	62,93%	100,00%	499	100%
Composite	47,37%	0,00%	52,63%	100,00%	38	8%
Fratric	80,00%	0,00%	20,00%	100,00%	5	1%
Isole	38,46%	0,00%	61,54%	100,00%	13	3%
Matrilinéaire	26,42%	0,00%	73,58%	100,00%	53	11%
mono_fem	43,75%	0,00%	56,25%	100,00%	16	3%
mono_masc	20,00%	0,00%	80,00%	100,00%	5	1%
Nucléaire	35,86%	0,00%	64,14%	100,00%	343	69%
Patrilinéaire	50,00%	0,00%	50,00%	100,00%	26	5%
Los Collados	51,68%	2,68%	45,64%	100,00%	149	100%
Composite	75,00%	7,14%	17,86%	100,00%	28	19%
Fratric	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%	7	5%
Matrilinéaire	39,47%	2,63%	57,89%	100,00%	38	26%
Nucléaire	57,14%	0,00%	42,86%	100,00%	49	33%
Patrilinéaire	22,22%	3,70%	74,07%	100,00%	27	18%
Olalla	68,71%	2,82%	28,47%	100,00%	425	100%
Composite	69,44%	8,33%	22,22%	100,00%	36	8%
fam_elargie	66,67%	0,00%	33,33%	100,00%	3	1%
Fratric	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%	6	1%
Isole	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%	3	1%
Matrilinéaire	65,96%	6,38%	27,66%	100,00%	47	11%
mono_fem	88,46%	0,00%	11,54%	100,00%	26	6%
mono_masc	66,67%	0,00%	33,33%	100,00%	12	3%
Nucléaire	67,72%	1,57%	30,71%	100,00%	254	60%
Patrilinéaire	57,89%	5,26%	36,84%	100,00%	38	9%

Valverde	30,43%	9,42%	60,14%	100,00%	138	100%
Composite	23,81%	14,29%	61,90%	100,00%	21	15%
Fratric	0,00%	50,00%	50,00%	100,00%	2	1%
Matrilinéaire	7,14%	0,00%	92,86%	100,00%	14	10%
mono_fem	50,00%	0,00%	50,00%	100,00%	8	6%
mono_masc	50,00%	0,00%	50,00%	100,00%	6	4%
Nucléaire	35,53%	9,21%	55,26%	100,00%	76	55%
Patrilinéaire	18,18%	18,18%	63,64%	100,00%	11	8%
Total général	48,18%	3,08%	48,74%	100,00%	1596	

N = 1596 (le nombre d'habitants au canton)

Annexe 5 : Répartition des propriétaires en fonction de leur présence au village en 1950 (Olalla)

Type de propriétaire	Non résident	Résident	Total général	Part des non-résidents en 1950 (%)	Part des résidents en 1950 (%)	Total colonne (%)
Tout petit propriétaire agricole	13	4	17	76%	24%	14%
Petit propriétaire agricole	23	16	39	59%	41%	32%
Moyen propriétaire agricole	7	19	26	27%	73%	21%
Moyen propriétaire agricole mixte	5	12	17	29%	71%	14%
Grand propriétaire agricole	6	10	16	38%	63%	13%
Très grand propriétaire agricole		4	4	0%	100%	3%
Très grand propriétaire agricole mixte		4	4	0%	100%	3%
Total général	54	69	123	44%	56%	100%

N = 123 (le nombre de propriétaires privés à Olalla)

Annexe 6 : Répartition des propriétaires en fonction de leur profession et de leur présence au village en 1950 à Collados

Type de propriétaire	Non résident	Résident	Total général	Part des non-résidents en 1950 (%)	Part des résidents en 1950 (%)	Total colonne (%)
Grand propriétaire agricole	3	6	9	33%	67%	18%
Moyen propriétaire agricole	7	10	17	41%	59%	34%
Petit propriétaire	8	3	11	73%	27%	22%
Tout petit propriétaire agricole	9	2	11	82%	18%	22%
Très grand propriétaire		2	2	0%	100%	4%
Total général	27	23	50	54%	46%	100%

N = 50 (le nombre de propriétaires privés à Collados)

Annexe 7 : Comparaison des comportements migratoires en fonction du sexe pour l'ensemble des villages (1950 – 1960)

Tableau n°1 : les comportements migratoires des hommes du canton de Jiloca (1950 – 1960)

Type de migration	Absent en 1960	Effectif total	Composition des absents (%)
Absence_migration	1	1	0%
Autres	8	8	2%
Couple	10	10	3%
Familiale	17	17	4%
Familiale totale	164	164	42%
Filiale collective	57	57	15%
Filiale individuelle	28	28	7%
Individuelle	21	21	5%
Mig_masculine	12	12	3%
Migration matrilineaire	23	23	6%
Migration patrilineaire	50	50	13%
Total général	391	391	100%

N = 391 (le nombre d'hommes au canton)

Tableau n°2 : Les comportements migratoires des femmes du canton de Jiloca (1950 – 1960)

Type de migration	Absent en 1960	Effectif total	Composition des absents
Autres	3	3	1%
Couple	9	9	2%
Familiale	19	19	5%
Familiale totale	183	183	49%
Filiale collective	66	66	18%
Filiale individuelle	19	19	5%
Individuelle	11	11	3%
Mig_feminine	3	3	1%
Mig_masculine	4	4	1%
Migration matrilineaire	36	36	10%
Migration _patrilineaire	22	22	6%
Total général	375	375	100%

N = 375 (le nombre de femmes au canton)

Annexe n°8: Les comportements migratoires en fonction en fonction des villages

Type de migration	Absent	Effectif total	Absents %	Total %
Olalla	292	292	100%	100%
Autres	3	3	1%	1%
Couple	5	5	2%	2%
Familiale	9	9	3%	3%
Filiale collective	29	29	10%	10%
Filiale individuelle	5	5	2%	2%
Individuelle	3	3	1%	1%
mig_feminine	2	2	1%	1%
mig_masculine	5	5	2%	2%
Migration matrilineaire	26	26	9%	9%
Migration patrilinéaire	37	37	13%	13%
Familiale totale	168	168	58%	58%
Cuencabuena	145	145	100%	100%
Autres	2	2	1%	1%
Couple	7	7	5%	5%
Filiale collective	18	18	12%	12%
Filiale individuelle	3	3	2%	2%
Individuelle	11	11	8%	8%
mig_masculine	6	6	4%	4%
Migration matrilineaire	26	26	18%	18%
Familiale totale	72	72	50%	50%
El_Villarejo	25	25	100%	100%
Autres	3	3	12%	12%
Familiale	6	6	24%	24%
Filiale collective	4	4	16%	16%
Filiale individuelle	5	5	20%	20%
Individuelle	2	2	8%	8%
Migration patrilinéaire	3	3	12%	12%
Familiale totale	2	2	8%	8%
Los Collados	77	77	100%	100%
Filiale collective	13	13	17%	17%
Filiale individuelle	5	5	6%	6%
Individuelle	4	4	5%	5%
mig_masculine	3	3	4%	4%
Migration matrilineaire	2	2	3%	3%
Migration patrilinéaire	11	11	14%	14%
Familiale totale	39	39	51%	51%
Valverde	42	42	100%	100%
Absence_migration	1	1	2%	2%

Autres	1	1	2%	2%
Couple	3	3	7%	7%
Filiale collective	17	17	40%	40%
Filiale individuelle	10	10	24%	24%
Individuelle	1	1	2%	2%
Migration patrilinéaire	4	4	10%	10%
Familiale totale	5	5	12%	12%
Lechago	185	185	100%	100%
Autres	2	2	1%	1%
Couple	4	4	2%	2%
Familiale	21	21	11%	11%
Filiale collective	42	42	23%	23%
Filiale individuelle	19	19	10%	10%
Individuelle	11	11	6%	6%
Mig_féminine	1	1	1%	1%
Mig_masculine	2	2	1%	1%
Migration matrilineaire	5	5	3%	3%
Migration patrilinéaire	17	17	9%	9%
Familiale totale	61	61	33%	33%
Total général	766	766		

N = 766 (le nombre de personnes qui changent de résidence entre 1950 et 1960)

Annexe n°9 : nombre moyen d'habitants par ménages et par migration

Type de migration	Nombre ménages	Part des ménages (%)	Nombre moyen de personnes par ménage
Absence migration	65	18%	3,29
Autres	10	3%	4,7
Couple	8	2%	5,63
Familiale	12	3%	5,5
Filiale collective	48	13%	5,85
Filiale individuelle	43	12%	4,4
Individuelle	28	8%	3,96
Mig_feminine	2	1%	4
Mig_masculine	8	2%	5,63
Migration matrilineaire	22	6%	4,73
Migration patrilinéaire	25	7%	4,96
Familiale totale	95	26%	3,8
Total général	366	100%	4,36

N = 366 (le nombre de ménage du canton)

Annexe 10 : Nouveau codage des ménages d'Olalla (1960)

Type de ménage	Nombre de Prénom	Effectif colonne	Effectif total
Asc_coll_fem	2,48%	3	3
Asc_coll_patri	2,48%	3	3
Asc_fem	4,13%	5	5
Composite	3,31%	4	4
Fratrerie	9,09%	11	11
Isole	15,70%	19	19
Isole_fratrerie	1,65%	2	2
Nuc_mono	4,96%	6	6
Nuc_mono_fem	3,31%	4	4
Nucleaire	38,84%	47	47
Nucleaire_dégrade	14,05%	17	17
Total général	100,00%	121	121

N = 121 (soit le nombre de personnes à Olalla en 1960)

Annexe 11 : Répartition des propriétaires actifs partis entre 1950 et 1960

Tableau 1 : le village de Collados

Type de propriétaire	Absents présents en 1960	Actifs présents en 1960	Total général des actifs	Taux de départ	Répartition par colonne	Effectif des actifs en 1950	Effectif d'ensemble du village en 1950
Grand propriétaire agricole	13	11	24	54%	24%	24	36
Moyen propriétaire agricole	20	18	38	53%	38%	38	46
Petit propriétaire	4	1	5	80%	5%	5	9
Sans terre	15	13	28	54%	28%	28	47
Tout petit propriétaire agricole	1	1	2	50%	2%	2	4
Très grand propriétaire	1	2	3	33%	3%	3	3
Total général	54	46	100	54%	100%	100	145

N = 145 (soit le nombre total d'actifs sans les décès)

Tableau 2 : le village d'Olalla

Type de propriétaire	Absents en 1960	Actifs présents en 1960	Total général des actifs en 1950	Taux de départ	Composition de la population en 1950	Effectif des actifs en 1950	Effectif d'ensemble du village en 1950
Grand propriétaire agricole	11	12	23	48%	8%	23	30
Grand propriétaire agricole mixte	18	10	28	64%	10%	28	39
Moyen propriétaire agricole	28	16	44	64%	16%	44	62
Petit propriétaire agricole	23	14	37	62%	13%	37	52
Sans terre	94	30	124	76%	44%	124	186
Tout petit propriétaire agricole	6	1	7	86%	2%	7	16
Très Grand propriétaire agricole	5	5	10	50%	4%	10	15
Très Grand propriétaire mixte	6	3	9	67%	3%	9	13
Total général	191	91	282	68%	100%	282	413

N = 413 (soit le nombre total d'actifs sans les décès)

Annexe 12 : Répartition des propriétaires actifs partis entre 1950 et 1960 en
fonction de la forme de leur migration

Tableau 1 : Collados

Répartition des propriétaires en 1950 en fonction de leur migration	Membres des ménages propriétaires	Part des type des migration par propriétaires
Grand propriétaire agricole	36	100
Familiale totale	11	31%
Filiale collective	10	28%
Filiale Individuelle	3	8%
Individuelle	5	14%
Mig masculine	7	19%
Moyen propriétaire agricole	47	100
Familiale totale	9	19%
Filiale collective	16	34%
Filiale Individuelle	4	9%
Migration matrilineaire	7	15%
Migration patrilinéaire	11	23%
Petit propriétaire	9	100
Familiale totale	7	78%
Filiale collective	1	11%
Individuelle	1	11%
Sans terre	49	100
Absence Migration	10	20%
Familiale totale	13	27%
Filiale collective	10	20%
Filiale Individuelle	5	10%
Individuelle	2	4%
Migration patrilinéaire	9	18%
Tout petit propriétaire agricole	4	100
Individuelle	4	1
Très grand propriétaire	4	100
Individuelle	3	75%
Migration_patrilinéaire	1	25%
Total général	149	

N = 149 (le nombre d'habitants à Collados)

Tableau 2 : Olalla

Répartition des propriétaires en 1950 en fonction de leur migration	Membres des ménages propriétaires	Migration selon le type de propriétaire
Grand propriétaire agricole	31	100%
Familiale totale	8	26%
Filiale collective	6	19%
Filiale Individuelle	11	35%
Mig féminine	6	19%
Grand propriétaire agricole mixte	39	100%
Familiale	4	10%
Familiale totale	7	18%
Filiale collective	13	33%
Individuelle	2	5%
Migration matrilineaire	1	3%
Migration patrilinéaire	12	31%
Moyen propriétaire agricole	67	100%
Absence Migration	4	6%
Familiale totale	21	31%
Filiale collective	13	19%
Individuelle	3	4%
Mig masculine	1	1%
Migration matrilineaire	9	13%
Migration patrilinéaire	16	24%
Petit propriétaire agricole	52	100%
Familiale	4	8%
Familiale totale	23	44%
Mig masculine	4	8%
Migration matrilineaire	9	17%
Migration patrilinéaire	12	23%
Petit propriétaire agricole	2	100%
Migration matrilineaire	2	1
Sans terre	191	100%
Absence Migration	12	6%
Couple	12	6%
Familiale	13	7%
Familiale totale	102	53%
Filiale collective	31	16%
Filiale Individuelle	3	2%
Migration matrilineaire	14	7%
Migration patrilinéaire	4	2%
Tout petit propriétaire agricole	16	100%
Familiale totale	9	56%

Migration patrilinéaire	7	44%
Très grand propriétaire agricole	16	100%
Autres	5	31%
Mig_masculine	6	38%
Migration patrilinéaire	5	31%
Très grand propriétaire mixte	13	100%
Autres	5	38%
Familiale totale	3	23%
Filiale Individuelle	1	8%
Migration matrilineaire	4	31%
Total général	425	

N= 425 (le nombre de résidents à Olalla)

Annexe 13 : Répartition des propriétaires par ménages en fonction du type de migration à Collados

Type de propriétaire	Composition des propriétaires en fonction de la forme des migrations
Grand propriétaire agricole	6
Familiale totale	2
Filiale collective	1
Filiale individuelle	1
Individuelle	1
Mig_masculine	1
Moyen propriétaire agricole	8
Familiale totale	1
Filiale collective	2
Filiale individuelle	1
Migration matrilineaire	1
Migration patrilinéaire	3
Petit propriétaires	1
Familiale totale	1
Sans terre	11
Absence migration	2
Familiale totale	3
Filiale collective	3
Filiale individuelle	1
Individuelle	1
Migration patrilinéaire	1
Tout petit propriétaire agricole	1
Individuelle	1
Très grand propriétaire	1
Individuelle	1
Total général	28

N = 28 (le nombre de ménage à Collados)

Annexe 14 : Tableau récapitulatif des caractéristiques des habitants du canton en fonction de leur statut social en 1950

Tableau 1 : Collados

Type de propriétaire	Total général du nombre d'individu par type de men propriétaire en 1950	Nombre de ménages par type de propriétaire	Nombre moyen d'habitants par ménage par type de propriétaire
Grand propriétaire agricole	36	6	6
Moyen propriétaire agricole	47	8	5,9
Petit propriétaire	9	1	9
Sans terre	49	11	4,6
Tout petit propriétaire agricole	4	1	4
Très grand propriétaire	4	1	4
Total général	149	28	5,3

N= 149 (le nombre d'habitants à Collados)

Tableau 2 : Olalla

Type de propriétaire	Total général du nombre d'individu par type de ménage propriétaire	Nombre de ménages par type de propriétaire	Nombre moyen d'habitants par ménage par type de propriétaire
Grand propriétaire agricole	31	7	4,4
Grand propriétaire agricole mixte	39	8	4,9
Très grand propriétaire agricole	16	3	5,3
Très grand propriétaire mixte	13	3	4,3
Moyen propriétaire agricole	67	15	4,5
Petit propriétaire agricole	52	13	4
Tout petit propriétaire agricole	16	3	5,3
Sans terre	191	49	3,9
Total général	425	100	4,3

N = 425 (le nombre d'habitants à Olalla)

Illustrations

Annexe 15 : Photos de la campagne alentour de Calamocha et du village d'Olalla au loin (prises le 6 septembre 2019)





Annexe 16 : Situation de l'Aragon dans l'ensemble administratif espagnol actuel



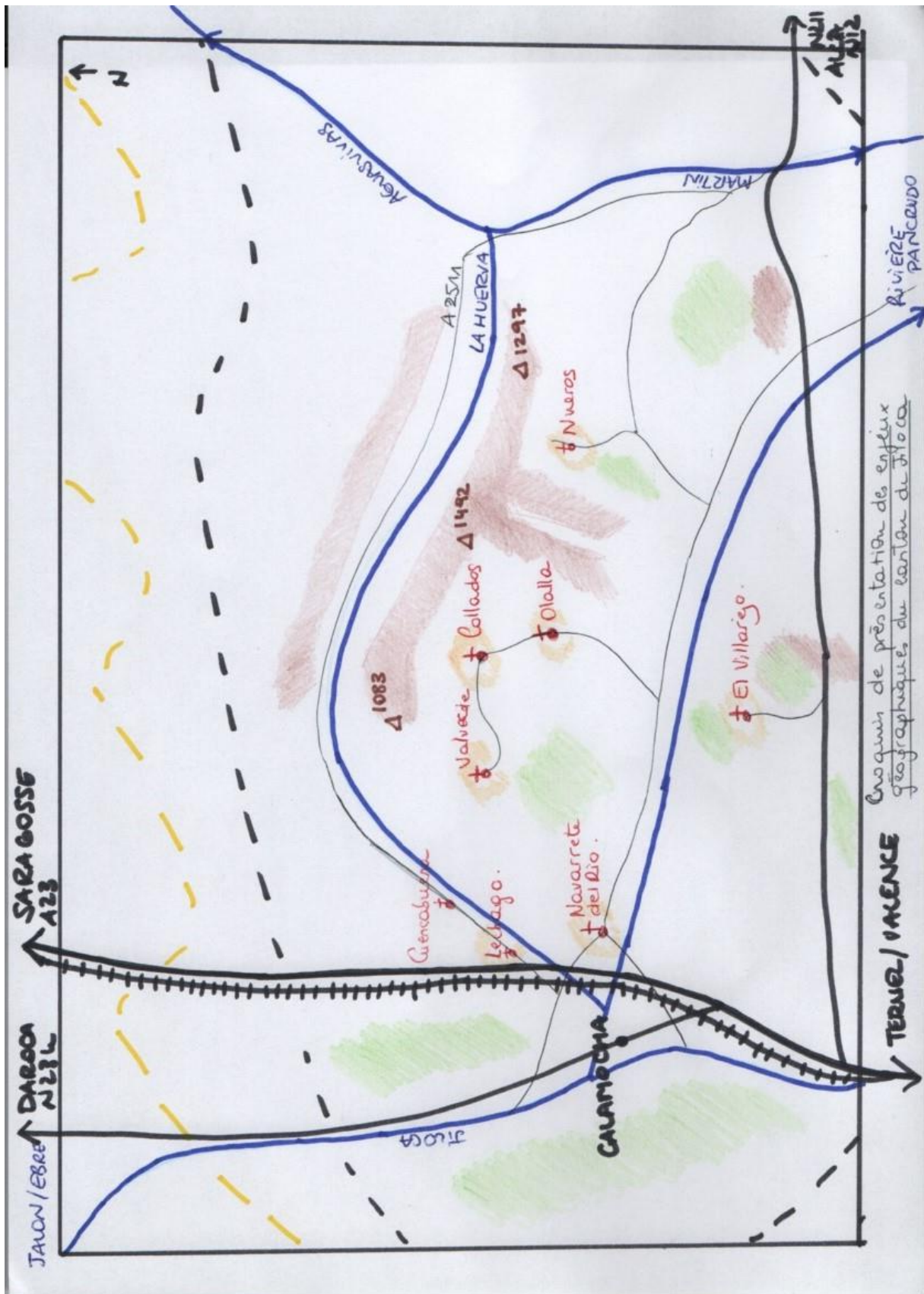
www.historiaconmapas.es



*Comarca del
Jiloca*

Carte publiée en 2014 issue du site de tourisme du
canton de Jiloca www.descubrejiloca.es

Annexe 17 : Croquis de synthèse des enjeux géographiques de la commune de Calamocha



Légende : Proquw de présentation des enjeux géographiques
du canton de Jiloca

① Un territoire de moyenne montagne peu peuplé et contraint ...

□ Espace de faible densité

--- Limite administrative de la province de Teruel.

△ 1492 Les sommets de la Sierra de Guadalupe

— L'eau, une ressource rare.

† Villages de moyenne montagne.

② ... à la marge des axes de communication

■ Autoroute reliant Saragone à Valence

— Routes nationales rattachant Calamocha aux petites villes de la province.

— Petites routes intérieures

Ligne de TGV : Saragone / Valence (Teruel).

--- les limites démographiques de la commune de Calamocha

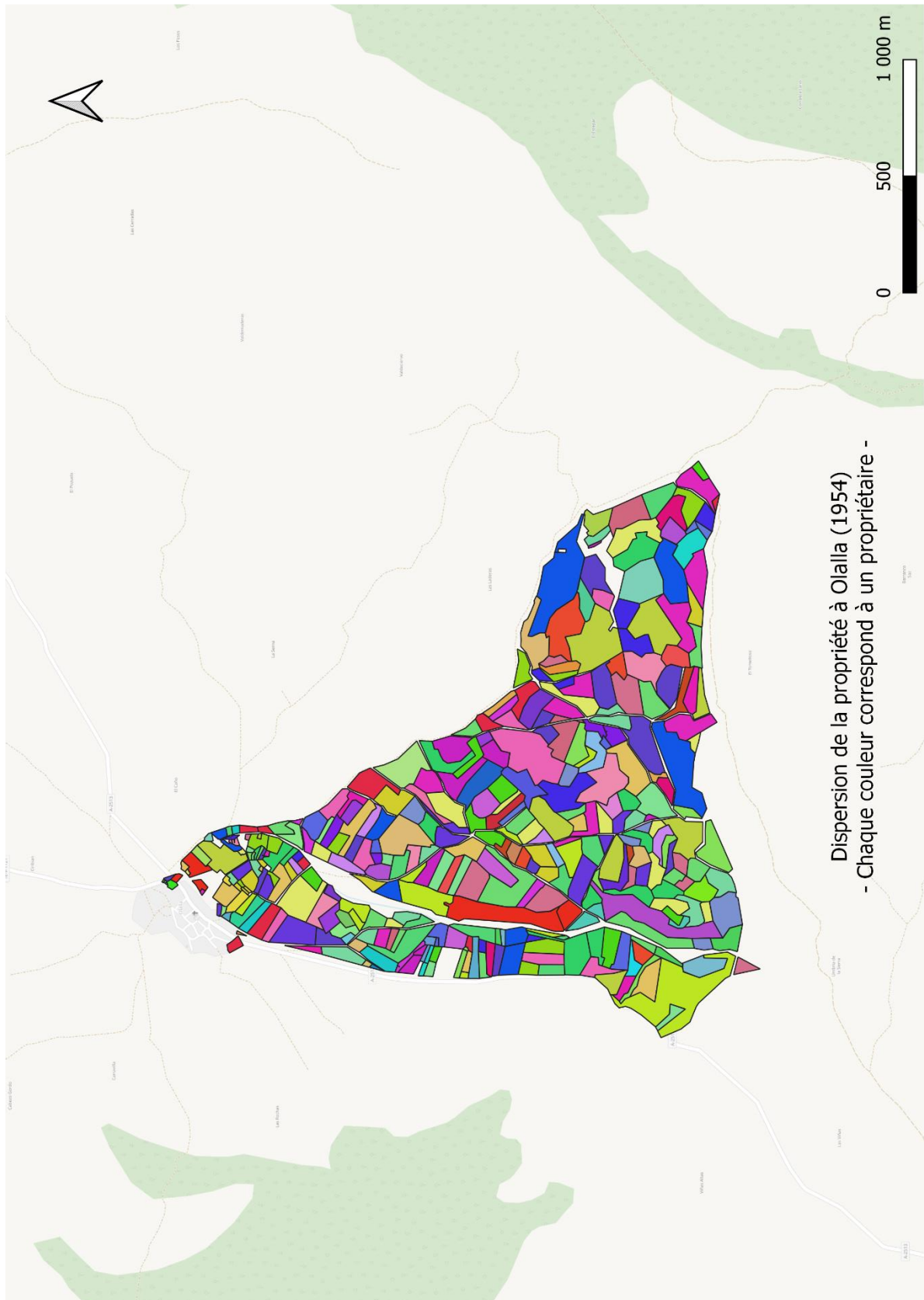
③ Une économie agro-silvo-pastorale à l'état de trace

■ Espaces montagneux.

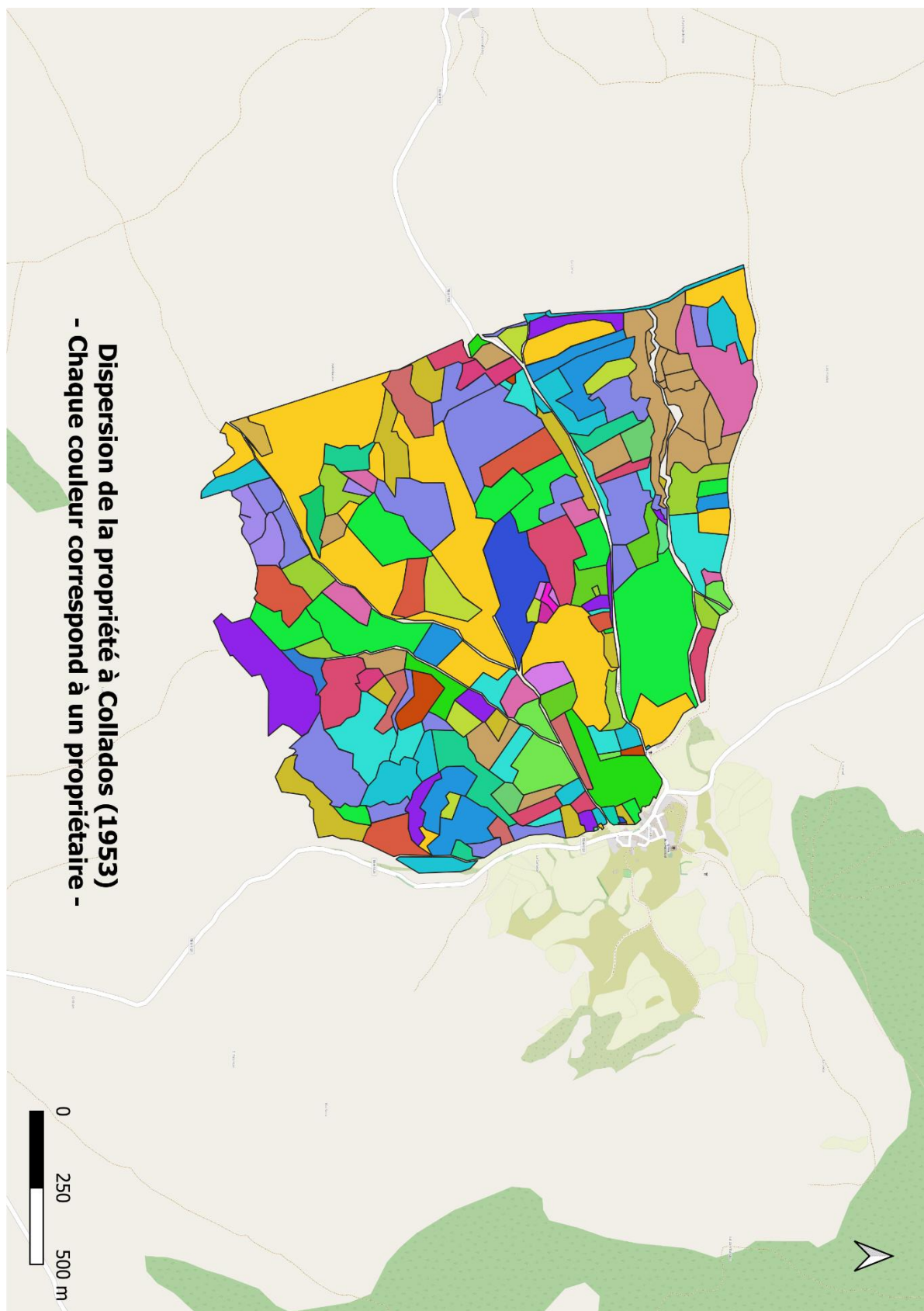
■ Espaces forestiers

○ Une agriculture céréalière dominante

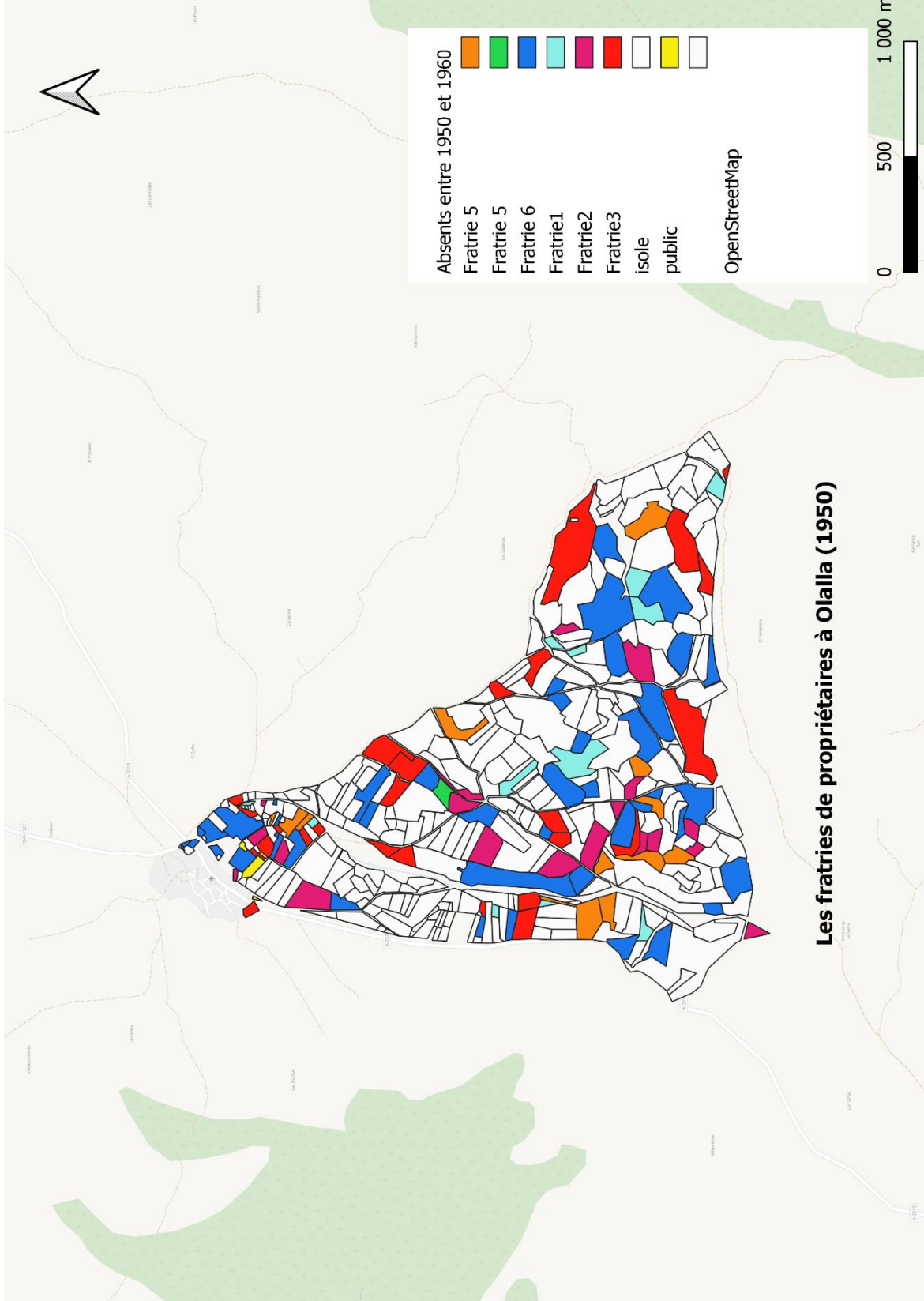
Annexe 18 : Dispersion de la propriété à Olalla (1955)



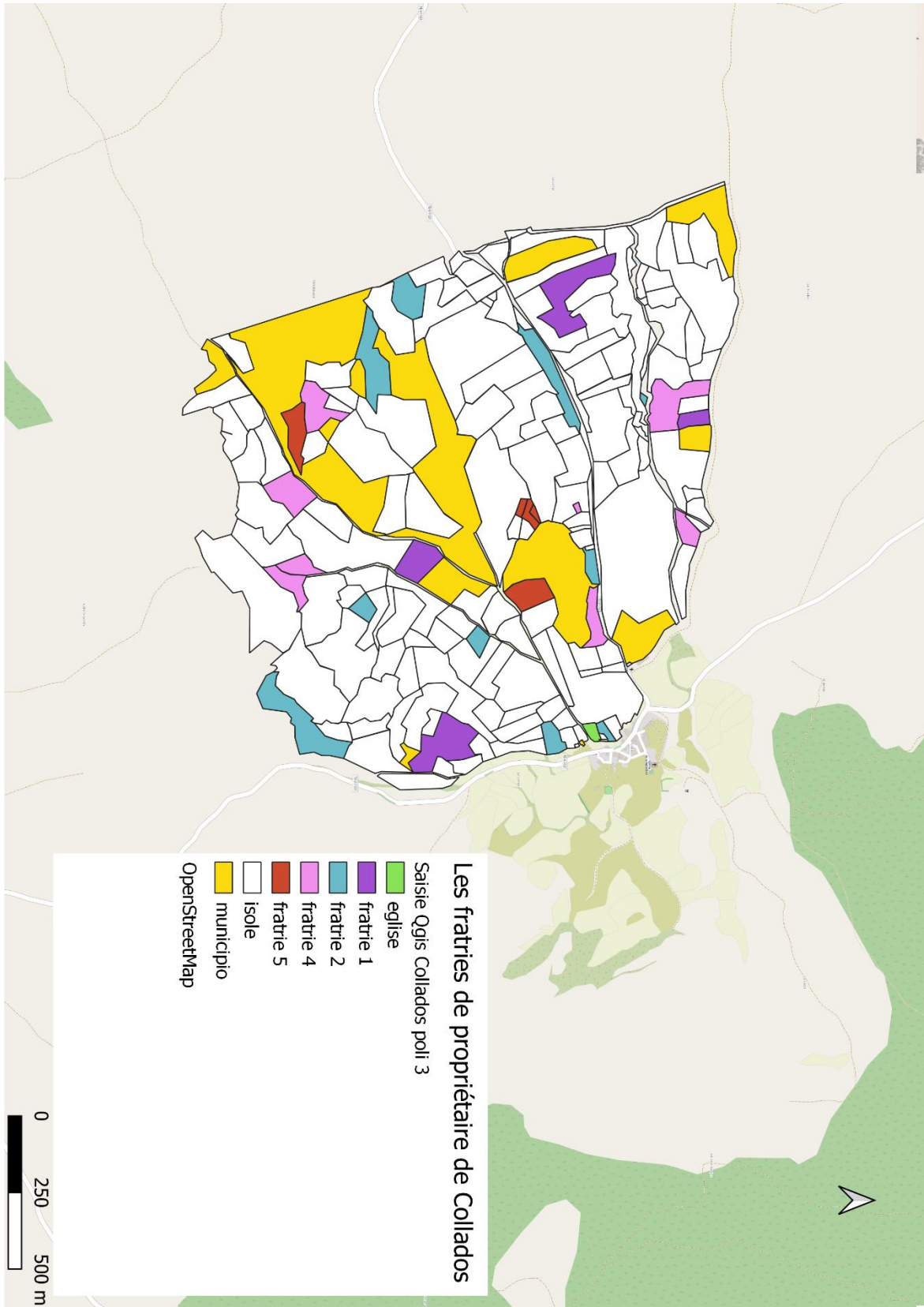
Annexe 19 : Dispersion de la propriété Collados (1953)



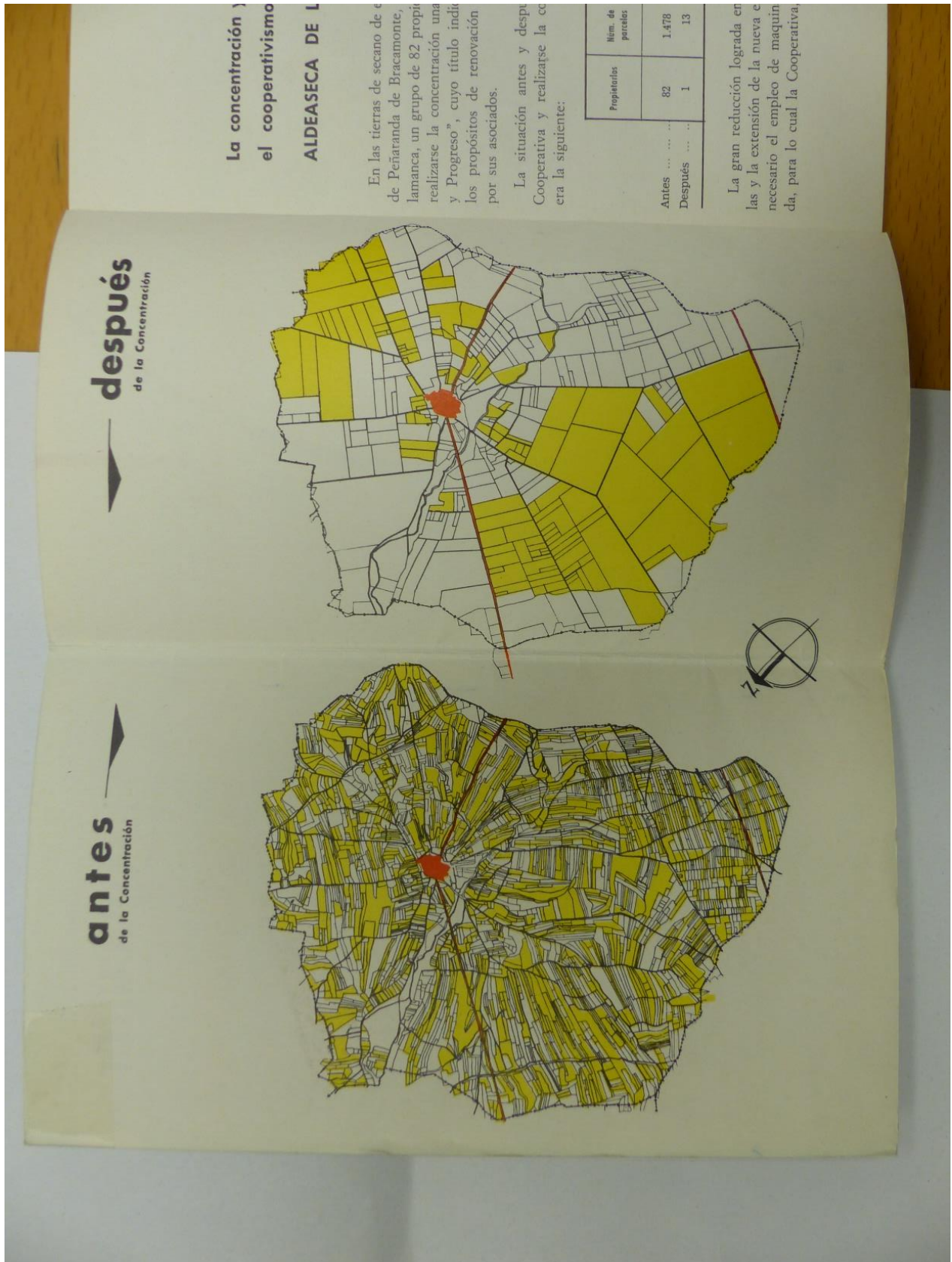
Annexe 20 : Les fratries de propriétaires au village d'Olalla



Annexe 21 : Les fratries de propriétaires au village de Collados



Annexe 22: Agricultor ! Concentra tus campos !!



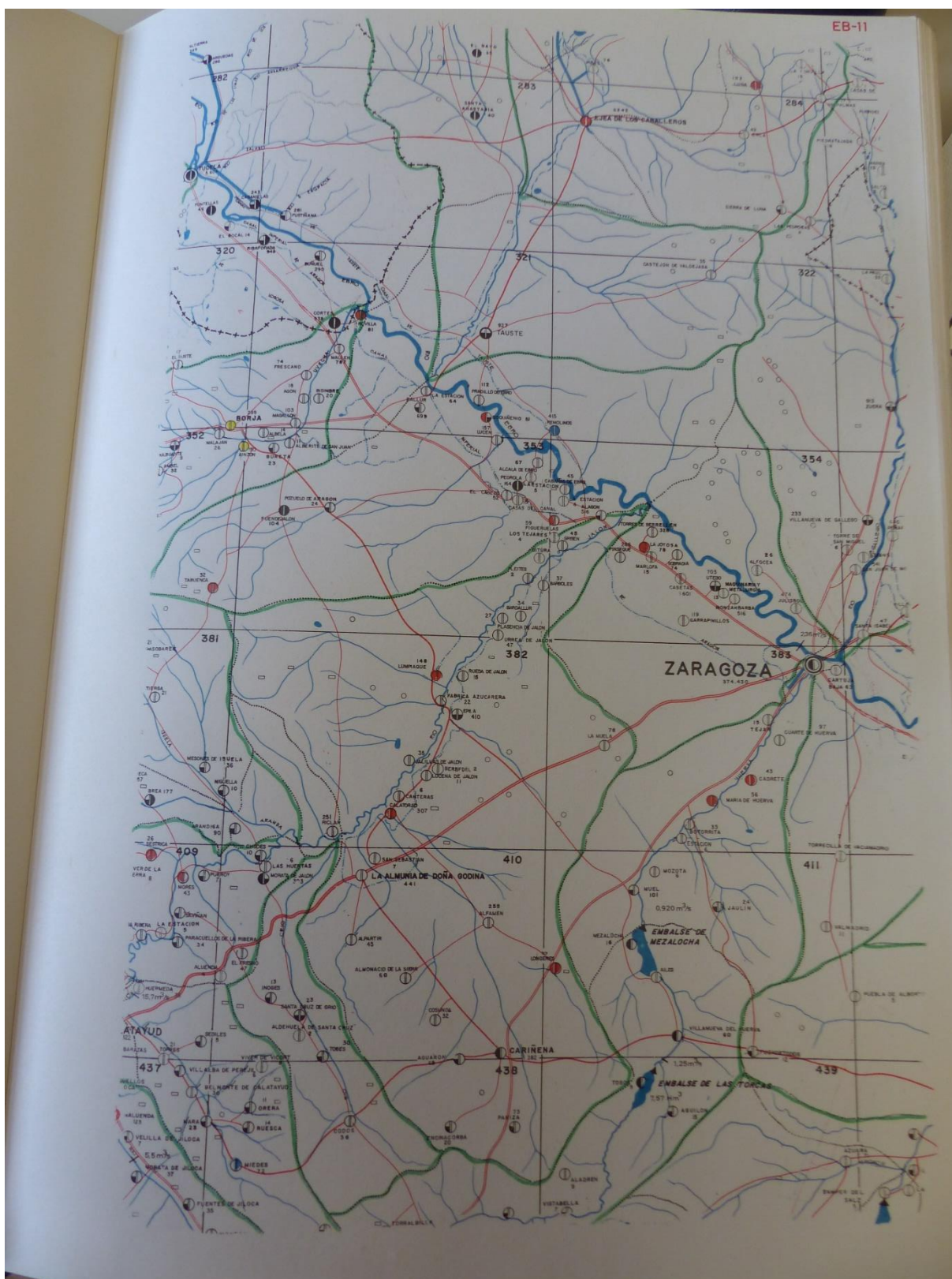


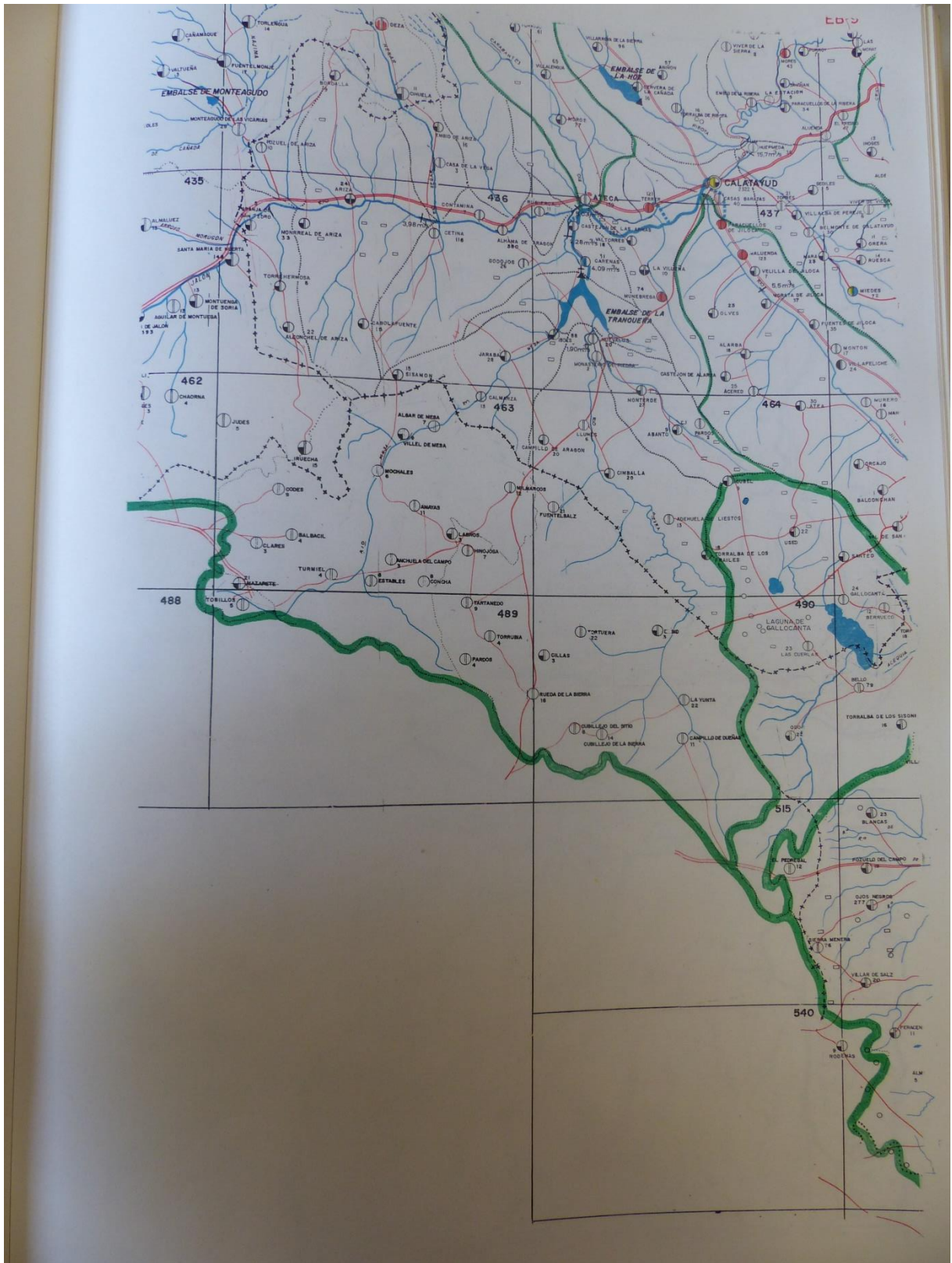
Hoy no te resulta económico el tratamiento de muchas plagas y enfermedades de los cultivos, porque tu esfuerzo se estrella con la desidia de tus colindantes que no adoptan andlogos medidas.



Mañana la mayor superficie de las parcelas permitirá que proporciones a tus cultivos el tratamiento fitosanitario que precisen, siendo menor, por otra parte, el riesgo de contagio procedente de las parcelas colindantes.

Annexe 23 : Synthèse des projets en cours et aboutis d'approvisionnement en eau du bassin de l'Ebre (sud de Saragosse – nord de la province de Teruel)





SIGNOS CONVENCIONALES

ABASTECIMIENTO		SANEAMIENTO
	○	NO TIENE
	● (blue)	EN TRAMITE
	● (red)	EN PROYECTO
	● (yellow)	EN EJECUCION
	○ (half black)	INSUFICIENTE
	● (blue)	AMPLIACION EN TRAMITE
	● (red)	AMPLIACION EN PROYECTO
	● (yellow)	AMPLIACION EN EJECUCION
	● (black)	AMPLIACION SUFICIENTE
	○	POZO
	□	FUENTE
	— · — · — · — · —	CANAL
	▲ (blue)	PRESA CON EMBALSE
	= = =	CARRETERA NACIONAL RADIAL
	= = =	CARRETERA NACIONAL
	= = =	CARRETERA COMARCAL
	= = =	CARRETERA LOCAL
	- - - - -	DIVISORIA DE CUENCA
	- - - - -	DIVISORIA DE SUBCUENCA
	CUENCA SECUNDARIA
	+ + + + +	LIMITE DE NACION
	+ - + - + - +	LIMITE DE PROVINCIA

Annexe 24 : Registre de population d'Olalla de 1960 rayé en raison du départ massif de ses habitants

NUMEROS		DOMICILIO		NOMBRE Y APELLIDOS	Sexo Varón o Mujer	FECHA DE NACIMIENTO			Edad - años cum- plidos en 196...	Eta- do civil S C V	Parentesco o razón de convivencia con el cabeza de familia Hermano, hijo, cuñado, sobrino, sirviente, etc.
de orden	de la hoja familiar	Calle, plaza, caserio, etc	Núm. de la vi- vienda			Día	Mes	Año			
360	82	Majayon	39	X Quirós Cuauq Maxim	V	21	febrero	1895	65	C	Cabera
361				Florentina San Maxim Perez	M	28	Octubre	1893	67	C	Esposa
362				X Cirilo Cuvaron San Maxim	V	9	Julio	1919	41	S	Huastro
363	83	"	40	Saturino Alexander Crespo	V	20	Nov	1908	52	C	Cabera
364				Maria Susilla Rubio	M	20	mayo	1910	50	C	Esposa
365	84	"	40	José Fernando Cepedillo	V	18	Octubre	1918	42	C	Cabera
366				Hermininda Hermandad Susilla	M	22	Julio	1922	38	C	Esposa
367				Mamad-Cuqui Fernando Hermandad	V	5	Nov	1925	35	S	Hijo
368	85	"	41	Lucia Cueto Ordoñez	M	28	marzo	1894	66	V	Cabera
369	86	"	41	Pablo Coriano Cueto	V	25	Enero	1922	38	C	Cabera
370				Leones Perez Mantos	M	5	marzo	1929	31	C	Esposa
371	87	"	42	Neodro Ramos No	V	5	mayo	1902	58	C	Cabera
372				Catirina Garcia Dominga	M	22	marzo	1912	48	C	Esposa
373				Lucila Ramos Garcia	M	19	Julio	1922	38	S	Hija
374				Carolina Ramos Garcia	V	14	marzo	1940	20	S	Hija
375	88	"	44	Florencia Lavilla Cora	V	16	Octubre	1884	76	C	Cabera
376				Juana Garcia Herrera	M	6	mayo	1890	70	C	Esposa
377				Magnacio Lavilla Garcia	V	18	febrero	1921	39	S	Hijo
378	89	"	46	Domingo Gimeno Alvarez	V	10	Nov	1897	63	C	Cabera
379				X Pascuala Quirós Mainar	M	23	Octubre	1896	64	C	Esposa
380	90	"	46	Pedro-Agustin Gimeno Quirós	V	10	Enero	1929	31	C	Cabera
381				Augusta Gimeno Proyo	M	6	marzo	1925	35	C	Esposa
382				Domingo Isabel Gimeno Gimeno	V	24	Octubre	1900	60	S	Hijo
383				Carlos Juan Andra	V	18	Enero	1926	34	S	Cabera
384	91	"	47	Hilario Rubio Palacios	V	19	Octubre	1884	76	C	Cabera
385				Maria Gil Calvo	M	16	marzo	1894	66	C	Esposa
386	92	"	49	José Abel Lebrantian	V	8	Julio	1925	35	C	Cabera
387				Leones Mantos Pro	M	1	Octubre	1941	19	C	Esposa
388				Florentina Abel Mantos	M	20	Julio	1925	35	S	Hija
389	94	"	50	Alexandra Bernad Gimeno	M	14	marzo	1896	64	V	Cabera
390				X Carlos Bernad Gimeno	V	2	Nov	1902	58	S	Hermano
391	95	"	50	José M ^a Palacios Bernad	V	15	Agosto	1925	35	C	Cabera
392				X Familia Porrua Patrón	M	15	Nov	1925	35	C	Esposa
393				José M ^a Palacios Porrua	V	12	Julio	1949	11	S	Hijo
394				M ^a Isabel Palacios Porrua	M	21	Enero	1923	37	S	Hija
395				Amable Palacios Porrua	V	20	Abri	1929	31	S	Hijo
396	96	"	51	Diego Herrera Crespo	V	16	mayo	1918	42	C	Cabera

Résumé

Situés au nord de la province de Teruel, entre les Montagnes universelles et le Maestrazgo, les petits villages du canton de Jiloca ont perdu plus de la moitié de leur population en moins de vingt ans. Les enfants désertent, les maisons et les écoles ferment. Olalla, El Villarejo, Collados, Cuencabuena, Valverde et Lechago sont en phase terminale et sont voués à l'abandon. Entre 1950 et 1970, l'Espagne de la dictature du général Franco s'industrialise, s'urbanise et se tertiarise à l'image de ses voisins français et italiens. Dans ce contexte d'intenses mutations, le mode de vie traditionnel des campagnes entre en contradiction avec des valeurs nouvelles, chères à la société de consommation. Au croisement de l'histoire sociale et de l'histoire démographique, il s'agit ici d'offrir un panorama de la vie au village du canton en 1950. Cet aperçu de la vie au village est utile à l'étude approfondie de l'exode rural à un moment où les campagnes doivent servir les intérêts productifs du régime. Quelles sont les caractéristiques sociales des migrants ? Qui sont-ils ? Comment vivaient-ils ? Toutes ces questions sont guidées par l'étude des registres de population, humanisant et donnant vie à l'étude statistique qui en découle. L'entreprise quantitative montre que le monde rural du canton de Jiloca est bien plus complexe et hétérogène qu'il n'y paraît. Les agriculteurs travaillent aux côtés des fermiers, des métayers et des ouvriers agricoles, les femmes aident au champ et migrent parfois seules avec leurs enfants, laissant leur mari au village. Cette étude à l'échelle du canton met en lumière les stratégies des ménages, qui agissent en fonction des opportunités du moment. Ces opportunités, la ferveur modernisatrice du régime les en prive. Les campagnes de Teruel, sèches et austères ne l'intéressent pas. Les villages se dépeuplent et se transforment en lieu de villégiature en attendant que les derniers survivants s'en aillent à leur tour.